No. 22 1937 Vol. 69

Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 29 MAI 1937.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 29TH MAY, 1937.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insections required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 2309—18-9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers required more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 2310—18-9-o

Lettres patentes

"Agence Générale de Publicité, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du cinquième jour de mai 1937, constituant en corporation: Léopold Choquette, avocat, Henri Prud'homme, comptable et Cécile Marc-Aurèle, fille majeure et secrétaire, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

a. Exercer le commerce général de publicistes et d'annonceurs sous toutes ses formes; et à ces fins, pratiquer l'industrie d'imprimeurs, de libraires, de relieurs et d'éditeurs; construire, ériger, acheter, louer, vendre ou autrement disposer de bâtisses, terrains, pans muraux, placards, endroits ou sites et espaces d'aucune sorte propres à y afficher, publier ou exposer des annonces, et généralement faire le commerce d'agents de publicité et prendre tous les moyens qui sembleront avantageux à ces fins;

b. Organiser et exploiter tous magasins ou succursales d'affaires, gérer, louer, acquérir, vendre, échanger des propriétés immobilières et financières, fabriques, machineries, franchises, brevets, permis, marques de commerce se rapportant à l'exploitation de l'un ou l'autre des objets pour lesquels la compagnie est constituée, et en disposer et trafiquer;

c. Faire l'acquisition ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou corporation faisant un commerce ou exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation de faire ou d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

d. Faire avec tout gouvernement, municipalité, corporation ou personne des conventions d'union coopération, amalgamation, concessions mutuelles ou tout autre traité ou marché ayant pour but ou l'effet de promouvoir les intérêts de la compagnie;

e. Vendre ou céder l'entreprise ou les biens de la compagnie, en tout ou en partie, pour la com-

Letters patent

"Agence Générale de Publicité, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifth day of May, 1937, incorporating: Léopold Choquette, advocate, Henri Prud'homme, accountant and Cécile Marc-Aurèle, spinster of the age of majority and secretary, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

a. To carry on a general publicity and advertising business in all its branches, and for such purposes, to carry on the industry of printers, stationers, bookbinders and editors; to build, erect, purchase, lease, sell or otherwise dispose of buildings, lots of lands, walls, bill-boards, places, sites and spaces of every sort suitable for posting, publishing or exhibiting advertisements, and generally to act as advertising agents and to take all means which seem advantageous for such purposes;

b. To organize and operate any stores or business branches, to manage, lease, acquire, sell, exchange, dispose of and deal with any immoveable and real properties, factories, machinery, franchises, patents, licenses, trade-marks, connected with one or any of the corporate purposes of the company;

c. To acquire or undertake the whole or any part of the business, industry, property and liabilities of any individual or corporation carrying on any business or industry which the company is authorized to carry on or exercise, or possessed of property suitable for the purposes of the present company;

d. To enter into agreement with any government, municipality, corporation or person for union, co-operation, amalgamation, mutual concessions, or any other treaty or bargain the purpose or effect of which should be to promote the interests of the company;

e. To sell or dispose of the undertakings or property of the company in whole or in part for

pensation que la compagnie jugera à propos d'accepter, et en particulier pour les actions, bons, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

f. Placer et approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans telles valeurs et de la manière que la compagnie pourra déterminer de temps à autre;

g. Lever et contribuer des fonds et aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements garanties d'obligations ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie, corporation ou personne avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par ces compagnies, corporations ou personnes, ou par aucune d'elles;

h. Emettre des actions acquittées, bons, obligations, actions-débentures ou autres garanties ou valeurs en paiement du prix d'acquisition de tous biens, meubles ou immeubles, ainsi que de tous autres droits, franchises, concessions, entreprises, privilèges, licences ou permis que la compagnie peut légalement acquérir;

i. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou des obligations, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations; et, avec le consentement des actionnaires, émettre pour la totalité ou partie de telle rémunération des actions acquittées, ou des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

j. Faire, tirer, accepter, endosser, émettre et généralement exécuter, payer ou encaisser des billets à ordre, lettres de change, bons, garanties sous la Loi des banques et tous autres effets négociables;

k. Prélever des fonds, obtenir du crédit, emprunter et comme garantie du remboursement de tous tels emprunts, hypothéquer, donner en gage ou autrement grever et engager les biens meubles ou immeubles de la compagnie;

l. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, comme dividendes légalement déclarés, ou de la manière prévue à l'article 81 de la Loi des compagnie de Québec tous biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations ou valeurs de toutes compagnies appartenant à la compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

m. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut, soit seuls, soit conjointement avec d'autres, ou en qualité de principaux, agents, facteurs ou autrement; et généralement faire toutes transactions, mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, et toutes choses qui se rapportent aux objets susmentionnés; les pouvoirs d'aucun paragraphe ne devant pas être limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Agence Générale de Publicité, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2823-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

f. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such securities and in such manner as from time to time may be determined;

g. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds or other securities or otherwise, any other company, corporation or person with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such companies, corporations, persons or by any one of them;

h. To issue paid up shares, bonds, debentures, debenture-stock, or other securities or values in payment for the acquisition of moveable and immoveable property and also for any other rights, franchises, concessions, undertakings, privileges, licenses or permits which the company may legally acquire;

i. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business; and with the consent of the shareholders of the company, to issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company; for the whole or part remuneration thereof;

j. To make, draw, accept, endorse, issue and generally execute, pay or collect promissory notes, bills of exchange, bonds, securities under the Bank Act and any other negotiable instruments;

k. To raise funds, obtain credit, borrow and as security for any such credits or loans to hypothecate, mortgage or otherwise pledge and encumber the movable and immovable property of the company;

l. To distribute among the shareholders of the company, in specie, as legally declared dividends, or in the manner provided by Article 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company, and in particular, any shares, bonds or securities of any companies belonging to the company or which the company may have the power to dispose of;

m. To do all or any of the things hereinabove enumerated either alone or jointly with others, whether as principals, agents, factors or otherwise; and generally to carry on any movable or immovable, real or personal transactions and do anything connected with the aforementioned objects; the powers in any paragraph shall not be limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph, under the name of "Agence Générale de Publicité, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (2,000) shares of a par value of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company, will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2824 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Chambre de Commerce Junior de Rouyn".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mai 1937, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Lafontaine, courtier en assurances, Albert Meunier et Paul Morissette, tous deux employés du C. N. R., tous de Rouyn, dans les buts suivants:

Permettre à ses membres de se familiariser avec toutes les manifestations de l'activité commerciale de la ville de Rouyn, et ce, par l'étude, la discussion et la coopération avec tous autres corps organisés, afin de promouvoir le développement de cette ville et de cette région, sous le nom de "Chambre de Commerce Junior de Rouyn".

La dite corporation ne possède ni n'entend posséder de biens mobiliers.

Le bureau principal de la compagnie sera à Rouyn, dans le district de Témiscamingue.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,

2825-o Sous-secrétaire de la Province.

"Club Heriot—Heriot Club".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des letrtes patentes en date du premier jour de mai 1937, constituant en corporation: Maurice Lafontaine, dentiste, Robert Bernard, industriel, Joseph Cyrias Duchesne, agent d'assurance, J.-Origène Laperrière, photographe, et Frs-Xavier Belhumeur, laitier, tous de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, dans les buts suivants:

1. Etablir et exploiter en la province de Québec un ou plusieurs endroits de réunion et de récréation pour ses membres et leurs invités;

2. Acquérir, posséder, louer, grever, hypothéquer, aliéner des biens meubles et immeubles à cet effet et exercer tous les actes ou les pouvoirs qui lui sont nécessaires ou qui seront jugés avantageux et utiles par ses directeurs;

3. Signer, faire, accepter, endosser des lettres de change, billets promissoires et autres effets négociables;

4. Déterminer par règlements l'administration de ses affaires ainsi que les formalités et conditions de l'admission et de l'expulsion de ses membres, et admettre comme membre du club, avec les mêmes privilèges, toutes personnes même si elles ne sont pas actionnaires;

5. Exploiter à l'usage de ses membres et de leurs invités des salles à manger, salle de billard et autres commerces; et y garder pour ses membres et y vendre des vins, bières et tous autres spiritueux en conformité des lois de la province de Québec, subordonnément à l'obtention des permis nécessaires et aux conditions posées en ces permis;

6. Placer des fonds disponibles dans les actions de toute autre corporation ou compagnie suivant ce qui sera jugé avantageux par les directeurs;

7. Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs et exercer tout commerce incident à l'exécution des objets pour lesquels ce club est

"Chambre de Commerce Junior de Rouyn".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q. 1925, bearing date the seventeenth day of May 1937, to incorporate as a corporation without share-capital: Charles Lafontaine, Insurance broker, Albert Meunier and Paul Morissette, both employees of the C. N. R., all of Rouyn, for the following purposes:

To enable its members to become familiar with all branches of commercial activity in the Town of Rouyn, and this by study, discussion and co-operation with all other organized bodies, for the purpose of promoting the development of the said town and of the said region, under the name of "Chambre de Commerce Junior de Rouyn".

The said corporation does not possess nor does it intend to possess any movable properties.

The head office of the company shall be at Rouyn, in the district of Temiscamingue.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the seventeenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,

2826 Assistant Provincial Secretary.

"Club Heriot—Heriot Club".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with Article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the first day of May, 1937, incorporating: Maurice Lafontaine, Dentist, Robert Bernard, manufacturer, Joseph Cyrias Duchesne, insurance agent, J. Origène Laperrière, photographer, and Frs Xavier Belhumeur, dairyman, all of the city of Drummondville, district of Arthabaska, for the following purposes:

1. To establish and operate in the Province of Quebec one or more meeting and recreation places for its members and their guests;

2. To acquire, own, lease, mortgage, hypothecate, alienate movable and immovable properties for such purpose and to exercise all the acts and powers necessary for it or deemed advantageous and useful by its directors;

3. To sign, make, accept, endorse bills of exchange, promissory notes and other negotiable documents;

4. To determine by by-laws the management of its affairs as well as the formalities and conditions for the admission and expulsion of its members, and to admit as member of the club, with the same privilges, any persons even though they are not shareholders;

5. To operate for the use of its members and their guests dining-rooms, billiard rooms and rooms for other purposes; and to keep therein for its members and to sell therein wine, beer and all other spirits in conformity with the laws of the Province of Quebec, subject to the necessary licenses and under the conditions imposed by the said licenses;

6. To invest the available funds in shares in other corporations or companies as may be deemed advantageous by the directors;

7. To do all things, exercise all powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the said club is in-

constitué en corporation, sous le nom de "Club Heriot—Heriot Club", avec un capital total de deux mille dollars ($2,000.00), divisé en quatre-vingts (80) actions de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Drummondville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2827-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

corporated, under the name of "Club Heriot—Heriot Club", with a total capital stock of two thousand dollars ($2,000.00), divided into eighty (80) shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be at Drummondville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary this first day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2828 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Corporation Laurentienne, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mai 1937, constituant en corporation: Joseph Maheux, comptable, du village de Giffard, Yvette Hébert et Cécile Roberge, sténographes, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie du bâtiment, de la construction et de la réfection dans tous les domaines de l'activité humaine;

Exercer toutes les industries, manufactures, métiers ou négoces s'y rapportant comme principal ou comme agent;

Exploiter suivant le droit civil, ou statutaire, toutes mines, carrières, terres, forêts;

Acquérir toute industrie totalement ou partiellement similaire ou en contrôler par achat ou autrement le capital si elle est constituée en corporation;

Se fusionner avec d'autres corporations exerçant la même industrie ou le même négoce, pour la considération jugée convenable, soit en argent, soit de toute autre façon;

Payer en actions acquittées des services rendus, des valeurs ou des commissions;

Faire toutes choses qui permettent d'atteindre les objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Corporation Laurentienne, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2831-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Corporation Laurentienne, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fourteenth day of May, 1937, incorporating: Joseph Maheux, accountant, of the village of Giffard, Yvette Hébert and Cécile Roberge, stenographers, of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on the building trade, the construction and reconstruction work in all domains of human activity;

To carry on all industries, manufacturing, trading or commercial, connected therewith as principal or agent;

To operate in conformity with civil or statutory rights, any mines, quarries, lands, forests;

To acquire any industries altogether or partly similar or by controlling by purchase or otherwise the capital stock if the said industry is incorporated;

To amalgamate with other corporations carrying on similar industries or a like business, for such consideration as may be deemed expedient, either in cash, or in any other manner;

To pay for services rendered, value or commissions with paid up shares;

To do all things conducive to the attainment of the foregoing objects, under the name of "Corporation Laurentienne, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2832 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Consolidated Sewing Machines & Supplies Company, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mai, 1937, constituant en corporation: Elias Rawicz, Lucien-J Robitaille, et Joseph Koss, tous marchands, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, importer, exporter, faire l'achat et la vente, soit en gros ou en détail, réparer, reconstruire et inspecter les machines à coudre, machines à repasser, machines à coudre la fourrure, et toutes classes de machineries généralement utilisées, particulièrement dans l'industrie de la confection, de la fourrure et autres industries similaires;

2. Convertir, réparer, changer et complètement rebâtir toute machine utilisée soit dans

"Consolidated Sewing Machines & Supplies Company, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1937, incorporating: Elias Rawicz, Lucien J. Robitaille, and Joseph Koss, all Merchants, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To purchase, import, export, buy and sell either wholesale or retail, repair, rebuild and overhaul Sewing Machines, Press Machines, Fur Sewing Machines and all classes of machinery generally used, particularly in the Tailoring Trade, Fur Trade and Allied Trades;

2. To convert, repair, alter and completely rebuild any machine used either in the Tailoring

l'industrie de la confection ou de la fourrure ou toutes autres industries semblables d'une classe de machine à une autre;

3. Faire le commerce, acheter, vendre, importer, exporter ou manufacturer les pièces et accessoires utilisés dans les machineries pour l'industrie de la confection, de la fourrure ou toutes autres industries similaires, se servant de machineries et outillages;

4. Exercer les opérations d'un atelier de machines et de réparation, réparant et reconstruisant toutes sortes de machineries et accessoires;

5. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement aliéner, améliorer, construire, changer et autrement faire le commerce ou le négoce de propriétés immobilières;

7. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

8. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret concernant une invention quelconque qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie aussi utiliser, exercer, développer, ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements requis;

9. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

10. Conclure des conventions avec toutes autorités, municipales, locales ou autres, susceptibles de mener à bien les objets de la compagnie, ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

11. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

or Fur Trade or any other Allied Trade from one class of machine to another;

3. To deal in, purchase, sell, import, export or manufacture parts and supplies used in machinery for the Tailoring Trade, Fur Trade or any other Allied Trade using machinery and equipment;

4. To carry on a general machine shop and repairing and rebuilding all sorts of mahinery and equipment;

5. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

6. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immovable property;

7. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company;

8. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

9. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

10. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

11. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

12. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

13. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

13. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

14. Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

14. To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contract by any such person;

15. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

15. To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

16. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets totalement semblables à ceux de la compagnie;

16. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the Company;

17. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'aucun gouvernement ou autorité ou corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer et contribuer à les mettre en vigueur et affecter aucune des actions de la compagnie, ses obligations et ses biens pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

17. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

18. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et désigner les personnes, conformément aux lois de ce dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

18. To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this Company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

19. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

19. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

20. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

20. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

21. Hypothéquer, nantir ou autrement grever les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, pour garantir le remboursement de prêts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

21. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immovable property of the Company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

22. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie soit en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

22. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this Company, either in payment or part payment of any property or right which this Company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

23. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie en telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such nanner as may from time to time be determined;

24. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, par voie de dividendes déclarés également à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, en nature, tous biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou valeurs de toutes autres compagnies appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie aurait le pouvoir de disposer;

24. To distribute among the shareholders of the company, by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

25. Payer à même les fonds de la compagnie ou en actions entièrement libérées de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses

25. To pay out of the funds of the Company or in fully paid up stock of the company all or any of the expenses of or incidental to the for-

incidentes ou connexes à sa formation ou son organisatoin, ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

26. S'ils y sont autorisés par règlement, ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer les règlements, les directeurs, pourront de temps à autre:

(*a*) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(*b*) Emettre des débentures ou toutes valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour telles sommes et à tel prix qui seront jugés convenables;

(*c*) Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, en garantie et pour garantir pour telles fins, et constituer l'hypothèque, le gage ou le nantissement mentionné dans le sous-paragraphe, par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12, ch. 227, S.R.Q., 1925, ou de toute autre manière;

(*d*) Hypothéquer ou gager les propriétés immobilières de la compagnie ou nantir ou autrement grever les propriétés mobilières, donner toute telle garantie pour garantir le remboursement des prêts faits autrement que par l'émission de débentures, aussi bien que le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

Les limitations et restrictions contenues dans cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change ou billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie;

27. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Consolidated Sewing Machines & Supplies Company Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2829 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

26. If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds of the subscribed stock of the company represented at a general meeting called for considering the by-laws, the directors may from time to time:

(*a*) Borrow money upon the credit of the company;

(*b*) Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

(*c*) Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 11 and 12, Ch. 227, R.S.Q., 1925, or in any other manner;

(*d*) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, to give all such guarantees to secure the payment of loans and otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

The limitations contained in this clause and the restrictions therein shall not apply to borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted, or endorsed by or on behalf of the company;

27. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Consolidated Sewing Machines & Supplies Company Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) ecah.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2830–o Acting Assistant Provincial Secretary

"Fashion Shoe Shop Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dixième jour de mai 1937, constituant en corporation: Lazarus Loew Tinkoff, et Harry Benjamin Fogul, avocats, Barnet Buckman, notaire public, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le négoce et le commerce de marchands, en gros et en détail, de bottes, chaussures, pantoufles, bottes de voiture et toutes chaussures en général, et ouvrir des magasins, boutiques, bureaux et entrepôts pour les dites fins;

2. Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autrement), qui pourrait être exercée par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directe-

"Fashion Shoe Shop Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the tenth day of May, 1937, incorporating: Lazarus Loew Tinkoff, and Harry Benjamin Fogul, advocates, Barnet Buckman, notary public, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the trade and business of wholesale and retail merchants of boots, shoes, slippers, carriage boots, and all footwear generally, and to open stores, shops, offices, and warehouses for the said purposes;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being carried on in connection with the business, or calculated

ment ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

4. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre enseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie et utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

5. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune autre personne ou compagnie exploitant ou exerçant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir les contrats ou autrement leur aider; et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

6. Accepter en paiement pour aucun travail accompli, services rendus, avances faites ou assistance, les actions, obligations, ou autres valeurs de toute corporation, municipalité, province, ou gouvernement avec lesquels la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et détenir, hypothéquer, vendre ou autrement négocier telles actions, obligations ou valeurs;

7. Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de l'entreprise et des biens de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour telles considérations et à tels termes et conditions que la compagnie croira convenables, et plus particulièrement accepter en considération des actions, obligations, débentures de toute autre compagnie exerçant un commerce ayant des objets similaires en tout ou en partie au commerce ou aux objets de la compagnie;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, assumer ou arrenter ou échanger, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Faire, tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

12. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi

directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

4. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information acquired;

5. To enter into partnership or into any agreement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise, with any other person or company carrying on, or engaged in, or about to engage in, or about to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and sell, hold, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

6. To accept in payment for any work done, services rendered, advances made, or assistance furnished, the stocks, bonds, or other securities of any corporation, municipality, province or government with which the company may have dealings, and to hold, pledge, sell, or otherwise deal in such stocks, bonds or securities;

7. To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company, or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may deem expedient, and more particularly to accept as consideration shares, bonds, debentures of any other company carrying on business or having objects similar in part or in whole to the business or objects of the company;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take or lease or in exchange hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, in particular any machinery, plant stock, in trade;

11. To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

12. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to

l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges que notre gouvernement ou autorité ou corporation ou autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet et employer aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

13. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie, assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

14. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

15. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

16. Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder tous biens mobiliers et immobiliers que la compagnie jugera nécessaires ou utiles pour son commerce ou ses opérations;

17. Hypothéquer, gager ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligations de la compagnie;

18. Hypothéquer, nantir, ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

19. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

20. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

21. Et il est par les présentes ordonné et déclaré que, si autorisés par un règlement, sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital autorisé de la compagnie représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre le règlement en considération, les directeurs, pourront de temps à autre;

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant ainsi emprunté;

c. Emettre des débentures, ou autres valeurs de la compagnie et les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

22. Et il est de plus ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un

exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concessions, rights or privileges which our government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

13. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

14. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

15. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

16. To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess all moveables and immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business or operation;

17. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debts, contract, or obligations of the company;

18. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the company is by law entitled to issue.

19. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, any rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

20. To invest and deal with the money of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

21. And it is hereby ordained and declared that if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the authorized stock of the company, represented at a general meeting duly called for considering the by-laws, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Limit or increased the amount to be borrowed;

c. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

22. And it is further ordained and declared that, in case the company enters into contracts and transacts the business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact that such director or directors have, or may have, interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall be

intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvus que tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction.

Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

23. Les opérations de la compagnie seront exercées dans toute la province de Québec, sous le nom de "Fashion Shoe Shop, Inc.", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2833 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided always that the interest of such director or directors shall have been disclosed to the other directors of the company, at a meeting of the company duly held prior to the signing of such contract or completion of such transaction.

Bo director or directors having such adverse interest shall be liable to the company or to any shareholders or creditors thereof or to any other person for any loss incurred by it under, or by reason of, such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon;

23. The operations of the company shall be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Fashion Shoe Shop, Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2834-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Forum Cigar & Delicatessen Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'avril 1937, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et Conseil en Loi du Roi, David Miller, avocat, et Dame Florence Kom, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer et faire le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, négociants et trafiquants, marchands en gros et en détail, de chocolats, bonbons, gâteaux, biscuits, pâtisseries, confiseries, et d'aucune et toutes autres choses qui sont propres au marché et pour ces fins, exercer tout autre commerce semblable, soit comme marchands, négociants, trafiquants de bonbons, chocolats, gâteaux, pâtisseries, biscuits, confiseries, que la compagnie croira devoir être convenablement exercé ou qui semblera susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie, et généralement exercer un commerce général de restaurant;

2. Exercer le commerce de marchands de fruits et de légumes, en gros et en détail, importateurs, exportateurs, producteurs, distributeurs, agents à commission, et négociants en général;

3. Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer, et faire le commerce de toutes sortes de fruit et de légumes à l'état naturel, en boîte, en conserves, marinés et séchés; grains, provisions, viandes, poisson, volailles et gibier, et extraits, sirop, confitures, marmelade, essence, sauce, condiments, gelée, fruits séchés ou déséchés; produits des champs, de la ferme et de la forêt;

4. Exercer le commerce de manufacturiers, importateurs, acheteurs et vendeurs et marchands de tabac, cigares, cigarettes, pipes et tous articles et choses qui sont communément utilisés en rapport avec iceux, et généralement faire toutes transactions commerciales incidentes et se rapportant au commerce de tabac;

"Forum Cigar & Delicatessen Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty sixth day of April, 1937, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counseil, David Miller, advocate, and Dame Florence Kom, spinster of the full age of majority, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on and deal as manufacturers, importers, exporters, jobbers and dealers, as wholesale and retail merchants, a business in chocolates, candies, cakes, biscuits, pastries, confectioneries, and in any and all other things that may be marketable and for the purposes thereto, to carry on any other similar business, whether as merchants, jobbers, dealers in candies, chocolates, cakes, pastries, biscuits, confectioneries, which may seem to the company capable of being conveniently carried on or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights, and generally to carry on a general restaurant business;

2. To carry on the business of wholesale and retail fruit and vegetable merchants, importers, exporters, producers, distributors, commission agents, and general traders;

3. To import, export, produce, buy, sell, manufacture and deal in all kinds of raw, canned, preserved, pickled and cured fruits and vegetables, grains, provisions, meats, fish, fowl and game, and extracts, syrups, jams, marmalades, essences, sauces, relishes, jellies, aerated or evaporated fruits, products of the field, farm and forest;

4. To carry on the business of manufacturers, importers, buyers, and sellers of and dealers in tobacco, cigars, cigarettes, pipes, and all such articles and things as are commonly used in connection therewith, and generally to perform all business transactions incidental to and connected with the tobacco trade;

5. Manufacturer, négocier et faire le commerce d'eau gazéuse, breuvages effervescents et toutes sortes de préparations semblables;

6. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne, personnes ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

7. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

8. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne, personnes ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Acheter, prendre à bail ou autrement, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers, personnels ou réels, que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier, toute machinerie, usine, fonds de commerce, et si la compagnie le juge convenable, s'engager elle-même dans toutes transactions d'immeubles, de manière à promouvoir les meilleurs intérêts de la compagnie;

10. Prêter des deniers aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

11. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou tous autres effects négociables ou transférables;

12. Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures, ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

13. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par la publication de livres et de revues périodiques;

14. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens ou droits de la compagnie;

15. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Forum Cigar & Delicatessen Company, Limited", avec un capital-total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour d'avril 1937.

ARMAND VIAU,

2835 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

5. To manufacture, trade and deal in artificial aerated waters, effervescent beverages, and like preparations of all kinds;

6. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the purposes of the company;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

8. To enter into partnership, or into any arrangements for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, persons or company carrying on, engaged in or about to carry on or engage in business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or trasnaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

9. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property, personal or real, which the company may deem necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade, and if the company deems fit, to engage itself in any real estate transactions, so as to promote the best interests of the company;

10. To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any persons;

11. To draw, make, accept, endorse, execute, issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, or any other negotiable or transferable instruments;

12. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

13. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, and by publication of books and periodicals;

14. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property or rights of the company;

15. To do all or any of the above things as principals, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Forum Cigar & Delicatessen Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1937.

ARMAND VIAU,

2836—o Acting Assistant Provincial Secretary

"La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, ill a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du septième jour de mai 1937, constituant en corporation sans capital action: Adrienne Vigneault en religion, Mère Saint-Louis de Gonzague, Supérieure Provinciale des Maisons des Sœurs Grises connues sous le nom de "Province d'Youville" district de Montréal, Marie-Loui-e Giroux, en religion, Mère Sainte-Madeleine de Pazzi, dépositaire générale des Sœurs de la Miséricorde de Montréal, Sœur Marie-Jeanne Lafortune, Supérieure Générale de la "Société des Filles Consolatrices du Divin-Cœur", de la Crèche de la Réparation, Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, et Monseigneur Georges Chartier, Vicaire Général du Diocèse Apostolique de Montréal, dans les buts suivants:

1. Former un Bureau Central placé sous la direction de personnes expérimentées dont le but principal sera l'œuvre éminemment social de l'Adoption et de la Protection de l'Enfance sous toutes ses formes;

2. Décongestionner les Crèches par le placement et l'adoption;

3. Former un comité d'étude de la Loi d'Adoption qui s'efforcera de faire des suggestions aux Autorités quant aux modifications qui pourraient être apportées à la dite Loi;

4. Réglementer, de concert avec les Autorités Provinciales et Municipales, la cession, l'abandon et la transmission des enfants;

5. Obtenir pour les enfants sous leur garde une tutelle morale et un droit de protection, tel que conféré à certaines Institutions par l'article 2 du chapitre 194 des Statuts Refondus de Québec de 1925, intitulé Loi de la Garde des Enfants Trouvés;

6. Stimuler l'attention et la sympathie du public en faveur des Crèches, soit par la réclame, soit par l'affiche, soit par l'exposition, soit par tous autres moyens jugés utiles et efficaces;

7. Faire valoir dans toute son étendue les bienfaits de la Loi d'Adoption en encourageant, développant et coordonnant tous les efforts publics et privés vers ce but;

8. Coopérer avec les Sociétés déjà existantes et en promouvoir de nouvelles aux fins de la protection de l'enfance;

9. Prélever, recevoir et administrer des fonds provenant de sources privées ou publiques et dépenser ces fonds dans le meilleur intérêt des objets de la corporation, sous le nom de "La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinquante mille dollars ($50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,
2837-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the seventh day of May, 1937, to incorporate as a corporation without share-capital: Adrienne Vigneault in religion, Mother Saint Louis de Gonzague, Provincial Superior of the Convents of the Grey Nuns known under the name of "Province d'Youville" district of Montreal, Marie-Louise Giroux, in religion, Mother Sainte Madeleine de Pazzi, general depositary of the Sisters of the Miséricorde de Montréal, Sister Marie Jeanne Lafortune, Superior General of the "Société des Filles Consolsatrices du Divin-Cœur", of the "Crèche de la Réparation", Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, and Monsignor Georges Chartier, Vicar General of the Apostolic Diocese of Montreal, for the following purposes:

1. To form a Central Board placed under the direction of experienced people having for its principal object the eminent social work of the Adoption and Protection of Children in all its lines;

2. To relieve the congested conditions of foundling homes by the placing and adopting of the children;

3. To form a Committee to study the Adoption Act so as to enable them to make suggestions to the Authorities regarding amendments which might be made to the said Act;

4. To regulate, in conjunction with the Provincial and Municipal Authorities, the assignment, abandonment and transfer of children;

5. To obtain for the children under their care a moral tutorship and right of protection, as conferred to certain Institutions by article 2 of chapter 194 of the Revised Statutes of Quebec of 1925, entitled the "Foundlings' Act";

6. To stimulate public attention and sympathy in favour of Foundling Homes either by advertising, by posters, by exhibitions or by any other means deemed useful and advantageous;

7. To make known to its fullest extent the benefits of the Adoption Act by encouraging, developing and coordinating all public and private efforts towards this end;

8. To cooperate with Societies already existing and to promote new ones for the protection of children;

9. To raise, receive and manage funds derived from public and private sources and to spend the said funds in the best interest of the objects of the corporation, under the name of "La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance".

The amount to which the immovable properties which the corporation may possess is to be limited is fifty thousand dollars ($50,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the seventh day of May, 1937.

ARMAND VIAU,
2838 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Phillips Square Club Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la

"Phillips Square Club Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of

province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du septième jour de mai, 1937, constituant en corporation: Reginald Plimsoll, Conseil en Loi du Roi, Edmund H. Reilly, notaire public, et Delle Dorothy Crutchlow, secrétaire, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal dans les buts suivants:

1. (*a*) Etablir, entretenir et diriger un club pour l'accommodation de ses membres et du leurs amis et fournir une maison de club et autres convenances et généralement procurer aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages, convenances et accommodations ordinaires d'un club et promouvoir les relations amicales et sociales entre ses membres;

(*b*) Promouvoir et protéger les sports et divertissements;

(*c*) Promouvoir et protéger le développement des arts, sciences et lettres;

(*d*) Donner des conférences, adresses, concerts, représentations théâtrales et des vues animées;

(*e*) Encourager par tous les moyens légaux, et aussi promouvoir les sports de toutes sortes, et organiser des combats de lutte ou autres dans ce but, de la même manière pour des objets purement pécuniaires;

(*f*) A l'avantage ou au bénéfice des membres ou de leurs amis, procurer aux membres conformément aux règlements adoptés à cet effet, le logement, la pension et les rafraîchissements;

(*g*) Vendre à ses membres, en vertu des dispositions de toute loi provinciale, les liqueurs alcooliques, le vin et la bière;

(*h*) Entretenir un ou plusieurs clubs dans la cité de Montréal, ou ailleurs, possédant les pouvoirs ci-dessus, dans les présentes, mentionnés;

(*i*) Entretenir, exploiter et utiliser des salles à manger et de rafraîchissements;

(*j*) Admettre qui que ce soit comme membres de ces clubs, en vertu de certains règlements établis par la compagnie, certaines contributions, le tout conformément aux réglementations des directeurs de la dite compagnie;

(*k*) Déterminer par l'intermédiaire des dits règlements le droit d'expulser les dits membres, les amendes à être payées comme pénalité pour la non observance des règlements imposés par la dite compagnie ou autres sujets de régie interne;

(*l*) Et faire toutes autres réglementations pour la régie interne des clubs ci-dessus, dans les présentes, mentionnés;

2. (*a*) Exercer toutes autres industries qui sembleront à la compagnie susceptibles d'être convenablement exercées en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de nature à les rendre profitables;

(*b*) Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou de toute société, firme ou personne exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(*c*) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions, et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptibles d'être

the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the seventh day of May, 1937, incorporating: Reginald Plimsoll, King's Counsel, Edmund H. Reilly, Notary Public, and Miss Dorothy Crutchlow, Secretary, Spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. (*a*) To establish, maintain and conduct a club for the accommodation of its members and their friends and to provide a clubhouse and other conveniences and generally to afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club and to promote free and social intercourse amongst its members;

(*b*) To promote and protect sports and amusements;

(*c*) To promote and protect the development or arts, sciences and letters;

(*d*) To give conferences, lectures, concerts, theatrical representations and moving pictures;

(*e*) To encourage by all lawful measures, and also to promote sports of all kinds, and to organize westling or other matches for this purpose,likewise for a purely pecuniary purpose;

(*f*) For the advantage or the benefit of the members or their friends, to provide for the members according to the by-law adopted to that effect, lodging, board and refreshments;

(*g*) To sell to its members, under the provisions of any Provincial Act, alcoholic liquor, wine and beer;

(*h*) To maintain one or more clubs in the city of Montreal, or elsewhere, possessed of the powers hereinabove mentioned;

(*i*) To maintain, operate and utilize dining rooms and refreshment rooms;

(*j*) To admit anyone as members of these clubs, under certain by-laws established by the company, certain fees, the whole in conformity with the regulations of the directors of the said company;

(*k*) To determine through the said by-laws the right to expel the said members, the fines to be paid as a penalty for non-observance of by-law imposed by the said company or other matters of internal management;

(*l*) And to make any other regulations for the internal management of the clubs hereinabove mentioned;

2. (*a*) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value or or render profitable any of the company's property or rights;

(*b*) To purchase, or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*c*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention may seem capable of being used for any of the purposes of

utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

(*d*) Se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute autre compagnie ou avec toute société, firme ou personne, exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats, ou autrement aider toute telle compagnie, société, firme ou personne, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

(*e*) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie et les vendre ou autrement les négocier;

(*f*) Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir de tout tel gouvernement ou autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exercer, exécuter les dits conventions, droits privilèges et concessions et s'y conformer;

(*g*) Etablir et supporter ou contribuer à l'établissement ou au support d'association, institutions, fonds, fidéicommis et convenances, susceptibles de profiter aux employés ou exemployés de la compagnie, ou ses précécesseurs en affaires, ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont elles sont les soutiens, accorder des pensions et allocations, et payer des primes d'assurance pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argents pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition, ou tous objets généraux, publics ou utiles;

(*h*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(*i*) Acheter, prendre à bail, ou échanger, louer et autrement acquérir, et détenir, vendre ou autrement négocier toutes propriétés réelles et personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement tous terrains, édifices, immunités, machineries, matériel et fonds de commerce;

(*j*) Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler, toutes routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement (mais seulement sur les propriétés de la compagnie ou sur les propriétés sous le contrôle de la compagnie et dans tous les cas pour les seules fins de son commerce et de son industrie), ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront de

the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*d*) To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

(*e*) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly, to benefit the company, and to sell, or otherwise deal with the same;

(*f*) To enter into any arrangement with any governement or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*g*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(*h*) To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which, may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

i) To purchase, take on lease, or exchange, hire, and otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal with any real and personal property and any rights, or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

(*j*) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings (but only on the property of the company or on property under the control of the company and in all cases for the sole purposes of its commerce and industry), bridges, reservoirs, water courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance

nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, l'entretien, la mise en opération, l'administration, l'exécution ou le contrôle d'iceux;

(*k*) Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des ralations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

(*l*) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*m*) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*n*) Demander, obtenir, acquérir, par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges, qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter toutes actions, débentures, ou autres valeurs et biens de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

( ) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays ou endroit étranger, et désigner les personnes conformément aux lois de ce pays ou de cet endroit étranger pour représenter la compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*p*) Rémunérer toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne pour service rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*q*) Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement, toute autre compagnie avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires ou dont les actions, débentures ou autres obligations sont détenues par la compagnie, et garantir l'accomplissement ou l'exécution de tous contrats ou obligations de toute telle compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires et particulièrement garantir le remboursement du capital et les intérêts sur les débentures ou autres valeurs, hypothèques et obligations de toute telle compagnie;

(*r*) Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques;

(*s*) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(*t*) Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la

the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*k*) To lend money to any other company, or any society, firm or person having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

(*l*) To draw, make, accept, endorse, discount, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*m*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

(*n*) To apply for, secure, acquire by grant, legislature enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures, other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*o*) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or place, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country or place to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*p*) To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of, any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*q*) To raise and assist n raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any other company with which the company may have business relations on any of whose shares, debentures or other obligations are held by the company and to guarantee the performance of fulfilment of any contracts or obligations of any such company or of any person with whom the company may have business relations, and in particular to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, mortgages and liabilities of any such company;

(*r*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

(*s*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*t*) To issue and allot, fully or partly paid shares of the capital stock of the company in

compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

(*u*) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèces ou autrement, toutes propriétés ou biens de la compagnie, y compris tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle pourrait avoir le pouvoir d'aliéner; pourvu que cette distribution soit faite dans le but de permettre à la compagnie de livrer sa charte pour annulation en vertu des dispositions de cette loi, ou que cette distribution en dehors des dispositions de ce paragraphe aurait été légale si elle eut été faite en deniers comptant;

(*v*) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie peut considérer comme préliminaire;

(*w*) Etablir des agences et succursales;

(*x*) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*y*) Demander, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret qui semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, s'opposer à toutes procédures ou demandes qui sembleront directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

(*z*) Prendre ou détenir les hypothèques, charges, privilèges et gages pour garantir le paiement du prix d'achat, ou toute balance impayée du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie de quelque nature que ce soit, vendu par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie des acheteurs ou autres et vendre ou autrement aliéner les dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

(*aa*) Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*bb*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets, à l'exercice des pouvoirs de la compagnie sous le nom de "Phillips Square Club Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de mai, 1937.

ARMAND VIAU,
2841 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Les Entreprises de Construction de Québec, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1937, constituant en corporation: Thérèse Allaire, Léona Bertrand et Nathaline Roy, toutes sténographes et non-mariées, de Montréal, dans les buts suivants:

payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

(*u*) To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company, including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose; provided either that such distribution is made for the purpose of enabling the company to surrender its charter under the provisions of this Act, or that such distribution, a part from the provisions of this paragraph, would have been lawful if made in cash;

(*v*) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

(*w*) To establish agencies and branches;

(*x*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(*y*) To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

(*z*) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(*aa*) To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*bb*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Phillips Square Club Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of May, 1937.

ARMAND VIAU,
2842-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Les Entreprises de Construction de Québec, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1937, incorporating: Thérèse Allaire, Léona Bertrand, and Nathaline Roy, all stenographers and unmarried, of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, instruments et accessoires de la ferme, chars, bateaux, machines volantes et autres véhicules, leurs pièces et accessoires et articles semblables;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces, et toutes sortes de machineries, outillages, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et dispositifs, soit incidents à la construction d'auto-cars ou autrement, et toutes choses qui sont susceptibles d'être utilisées avec iceux, ou à la fabrication, à l'entretien et au fonctionnement d'iceux respectivement;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, gérer et contrôler toute piste ou surface adaptée à l'usage d'automobiles, moteurs, engins, et machines, et contribuer, ou autrement aider à la construction, amélioration, maintien, fonctionnement, gestion, exécution ou contrôle de toute telle piste ou surface;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce de caoutchouc et articles et marchandises de toutes sortes dont le caoutchouc forme partie constituante, avec ensemble les matériaux variés qui entrent dans la fabrication de tels articles et marchandise;

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou autrement acquérir et faire le commerce d'appareils et dispositifs pour économiser le combustible, appareils et dispositifs mécaniques et électriques;

Réparer, reconstruire et autrement faire le commerce d'automobiles, véhicules-moteurs et tous leurs accessoires;

Etablir des dépôts et agences et promouvoir des expériences d'endurance pour les moteurs et leurs accessoires, y compris les carburateurs et dispositifs d'économie de combustible;

Acheter, vendre, négocier et autrement exercer le commerce comme manufacturiers et négociants de machinerie agricole, moteurs, engins, voitures, machinerie et instruments aratoires de toutes sortes et tous matériaux, substances, accessoires et choses requis ou incidents à la fabrication, préparation, adaptation, usage ou travail d'iceux ou à l'emballage, l'emmagasinage ou disposition d'iceux;

Acheter, prendre à bail ou en échange, ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers, et les vendre, améliorer, gérer, développer, louer, disposer, faire valoir ou autrement les négocier;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce d'effets, articles et marchandises se rapportant au commerce de la compagnie;

Faire les opérations d'estimateurs et évaluateurs de toutes sortes et en particulier d'édifices, travaux, terrains, usines, ameublement, développements, ameublement de maison et marchandises en général, exercer les opérations de courtiers en assurances, agents, inspecteurs et ajusteurs, comptables, teneurs de livres et auditeurs en général, dans toutes leurs spécialités respectives;

Acheter et vendre, en gros et en détail, échanger ou autrement faire le commerce de véhicules, autocars, engins à gazoline, à vapeur et électriques, camions, taxis, autobus, autocars, voitures ou autres véhicules mus par toute énergie quelconque, et faire le commerce de gazoline;

Exercer les opérations d'ingénieurs-mécaniciens et marchands et fabricants de matériels, engins et autres machineries, fabricants d'outils, fondeurs

To manufacture, buy, sell and deal in automobile, trucks, tractors, farm machinery and implements, cars, boats, flying machines and other vehicles, their parts and accessories and kindred articles;

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburettors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cement, solutions, and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To construct, improve, maintain, work, manage and control any track or surface adapted for the use of automobiles, motors, engines and machines, and to contribute to or otherwise assist in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control of any such track or surface;

To manufacture, buy, sell, import, export and generally deal in rubber, and articles and goods of all kinds of which rubber is a component part, together with the various materials which enter into the manufacture of such articles and goods;

To manufacture, buy, sell, lease or otherwise acquire and deal in fuel-saving, mechanical and electrical apparatus and devices;

To repair, reconstruct and otherwise deal with automobiles, motor vehicles and any appliances in connection therewith;

To establish depots and agencies and to promote trial tests for motors and appliances in connection therewith, including carburettors and fuel-saving devices;

To buy, sell, trade in and otherwise carry on the business of manufacturers of and dealers in harvesting machinery, motors, engines, carriages, machinery and agricultural implements of all kinds and all materials, substances, appliances and things required for or incidental to the manufacture, preparation, adaptation, use or working thereof, or the packing, storage or disposition thereof;

To purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire any real or personal property and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with same;

To import, export, manufacture, buy, sell and deal in goods, wares, and merchandise connected with the company's business;

To carry on business as appraisers and valuators of all kinds and in particular of buildings, works, lands, plants, equipment, developments, household equipment and general merchandise, the business of general insurance brokers, agents, inspectors and adjusters, accountants, bookkeepers and auditors in all their various branches;

To buy and sell by wholesale and retail, exchange or otherwise deal in vehicles, motor cars, gasolene, steam and electric engines, motor trucks, taxicabs, motor busses, motor drays, carriages or other vehicles propelled by any power whatsoever, and to deal in gasolene;

To carry on the business of mechanical engineers and dealers in and manufacturers of plants, engines and other machinery, toolmakers, brass

en cuivre, ouvriers en métal, fabricants de bouilloires, constructeurs de moulins, machinistes, convertisseurs en fer et acier, forgerons, poseurs d'appareils à vapeur et à gaz, charpentiers, constructeurs, peintres, métallurgistes, ingénieurs-électriciens, ingénieurs, fabricants de gaz, voituriers et marchands; acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, modifier, louer ou arrenter et faire le commerce de machinerie, outillages, matériel roulant et quincaillerie de toutes sortes;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'automobiles, auto-cars, motocyclettes, auto-camions et toutes sortes de véhicules-moteurs, utilisés soit pour fins de plaisance ou de commerce et mis en opération au moyen de gazoline ou aucun de ses substituts ou par l'électricité;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes pièces et accessoires pour automobiles et auto-camions;

Exploiter un ou des garages, un ou des ateliers de réparation, et un ou des postes de service, et acheter et vendre et faire le commerce de gazoline, huile, fluides à enlever le carbone, et à polir, et aucun ou tous substituts ou aucun d'eux;

Agir comme agents ou courtiers pour effectuer de l'assurance-feu, marine, contre les accidents, fidélité et autre; et agir comme agents ou représentants des exploitants ou autres personnes ou corporations ayant ou prétendant avoir un intérêt quelconque dans des marchandises, navires, cargaisons, fret, automobiles et autres véhicules et tous autres sujets d'assurance;

Manufacturer, produire, préparer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous matériaux, articles ou choses requis en rapport avec ou incidents aux objets susdits, et en particulier, sans limiter la généralité des objets susdits, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machinerie, outillages, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciment, solutions et accessoires qui sont incidents à la construction d'autocars ou autrement, caoutchouc et articles et marchandises de toutes sortes dont le caoutchouc forme une partie constituante, avec ensemble les divers matériaux qui entrent dans la fabrication de tels articles et marchandises, et aussi des appareils et dispositifs pour économiser le combustible, appareils et dispositifs mécanique et électriques, et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux, ou la fabrication, le maintien et le fonctionnement d'iceux respectivement;

Agir comme agents ou entreposeurs et entreposer et hangarer des produits pour d'autres personnes ou compagnies pour l'achat, la vente, l'échange ou la location d'aucun de ces produits relatifs aux objets de la compagnie, et agir comme agents d'assurance;

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de pneus, tubes et accessoires d'automobiles et toutes sortes d'articles en caoutchouc;

Exercer les opérations de remorquage dans toutes ses spécialités et exercer un commerce de remflouage et sauvetage en général;

Acquérir, construire et exploiter des vaisseaux aériens, aéroplanes, hydroplanes de toutes sortes, remorqueurs, bacs, allèges, barges, dragues, traversiers, bateaux à vapeur et vaisseaux de toutes sortes, et exercer un commerce maritime en général;

Manufacturer, produire et autrement préparer, acheter ou autrement acquérir, emmagasiner, transporter, disposer et généralement faire le

founders, metal workers, boiler makers, millwrights, machinist, iron and steel converters, smiths, steam and gas fitters, wood-workers, builders, painters, metallurgists, electrical engineers, gas makers, carriers and merchants; to buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in machinery, implements, rolling stock and hardware of all kinds;

To manufacture, buy, sell and deal in automobiles, motor cars, motor cycles, auto trucks and all kinds of motor venicles, whether used for pleasure or commercial purposes and whether driven by gasolene or any substitute therefor or by electricity;

To manufacture, buy, sell and deal in all automobile and auto truck parts and accessories;

To operate a garage or garages, repair shop or shops and service station or stations and to buy, sell and deal in gasolene, oil, carbon removing fluids, polishing fluids and any substitute or substitutes for any of the same;

To act as agents or broker for the placing of marine, fire, accident, fidelity and other insurance; and to act as agent or representative of owners or other persons or corporations having or claiming to have any interest in merchandise, vessels, cargoes, freight, automobiles and other vehicles and any other subjects of insurance;

To manufacture, produce, prepare, buy, sell and otherwise deal in any materials, articles or things required in connection with or incidental to the foregoing, and in particular, without limiting the generality of the foregoing, to manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburettors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliance, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, rubber and articles and goods of all kinds of which rubber is a component part, together with the various materials which enter into the manufacture of such articles and goods, and also fuel-saving, mechanical and electrical apparatus and devices, and all things capable of being used therewith, or the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To act as agents and warehousemen and to warehouse and store products for other persons or companies for the purchase, sale, exchange or lease of any such products relating to the objects of the company; and to act as insurance agents;

To carry on the business of manufacturers and dealers in automobile tires, tubes and accessories and all description of rubber goods;

To carry on the business of towing in all its branches and to carry on a general wrecking and salvaging business;

To acquire, construct and operate aircrafts, airplances, hydroplanes of all kinds, tugs, scows, lighters, barges, dredges, ferry boats, steamboats, and vessels of every kind, and to carry on a general shipping business;

To manufacture, produce and otherwise prepare, to buy or otherwise acquire, store, transport, dispose of and deal generally in (1) babbit,

commerce de (1) babbit, cuivre, acier et leurs composés ou tous autres métaux, et tous articles et choses utilisés dans la fabrication ou le travail d'iceux; (2) et tous matériaux, machinerie, accessoires, produits et approvisionnements appropriés ou adaptés pour être utilisé dans ou en rapport ou incidents à la fabrication, préparation ou production d'aucun des articles, marchandises et commodités susdits, et aussi aucune et toutes commodités et choses qui résultent de ou sont les sous-produits de la fabrication, production ou préparation dont aucun des dits produits peut être un facteur, ou un ingrédient, ou dont ils peuvent être une partie constituante;

brass, steel and their compound or any other metals, and all articles and things used in the manufacture and working thereof; (2) and all materials, machinery, appliances, products and supplies proper or adapted to be used in or in connection with or incidental to the manufacture, preparation or production of any of the articles, merchandise and commodities aforesaid, and also any and all commodities and things which result from or are by-products of the manufacture, production or preparation of which any of the said articles may be a factor, or an ingredient, or of which the same may be a component part;

Faire des avances ou prêts, contre la garantie de tous effets, articles, marchandises, machineries, automobiles et autres véhicules, et acheter ou autrement acquérir aucune convention de vente, billet promissoire portant hypothèque ou autre garantie contre tous tels biens;

To make advances or loans upon the security of any goods, wares, merchandise, machinery, automobiles and other vehicles, and to purchase or otherwise acquire any mortgage, sale agreement, lien note or other security upon any such property;

Acheter, vendre, échanger et faire le commerce de comptes recevables, connaissements, reçus d'entrepôts, reçus de location, billets privilégiés et autres valeurs se rapportant à iceux ou à aucun d'eux; et accepter aucune des dites valeurs ou autre effet commercial en paiement de la vente de tous biens personnels; et vendre, grever ou hypothéquer aucune des dites valeurs sur des biens personnels reçus au cours de ses opérations;

To buy, sell, exchange and deal in accounts receivable, bills of lading, warehouse receipts, hire receipts, lien notes and other securities in respect of the same or any of them; to take any of the said securities or other commercial paper in payment for the sale of any personal property; and to sell, charge or pledge any of the said securities on personal property received n the course of its business;

Acheter ou autrement acquérir de toute personne ou corporation tous contrats, arrangements ou hypothèques faits ou conclus avec tout manufacturier, détaillant, négociant, compagnie d'assurances, compagnie de garantie, cautionnement ou de sûreté ou toute autre personne ou corporation, lesquels contrats, conventions ou hypothèques, dans l'opinion des directeurs de la compagnie ou de la majorité d'iceux, dont l'acquisition pourra être jugée désirable pour la compagnie, et payer pour iceux telle considération que la compagnie jugera convenable, y compris la répartition et l'émission des actions du capital-actions de la compagnie, entièrement acquittées et non sujettes à appel, de la manière qui sera déterminée par le bureau de direction de la compagnie ou la majorité d'icelui;

To purchase or otherwise acquire from any person or corporation any contracts, agreements or mortgages, made or entered into with any manufacturer, retailer, dealer, insurance company, guarantee, bond or surety company or any other person or corporation, which contracts, agreements or mortgages, in the opinion of the directors of the company or of a majority of them, may be deemed desirable to be acquired for the company, and to pay therefor such consideration as the company may think fit, including the allotment and issue of shares of the capital stock of the company, fully paid up and non-assessable, as may be determined by the board of directors of the company or a majority thereof;

Acquérir pour elle-même ou comme agent pour d'autres, détenir, utiliser, améliorer, gérer, travailler, développer, exercer tous droits en ce qui les concerne, louer, hypothéquer, vendre, disposer, faire valoir et autrement négocier des biens de toutes sortes et en particulier des concessions, brevets, maisons et entreprises commerciales, et ériger, modifier, réparer et entretenir des édifices sur tous terrains dans lesquels la compagnie peut avoir quelque intérêt, soit comme mandant ou agent ou sur tous autres terrains, et faire le commerce de matériaux de construction de toutes sortes;

To acquire for itself or as agent for others, hold, use, improve, manage, work, develop, exercise all rights in respect of, lease, mortgage, sell, dispose of, turn to account and otherwise deal with property of all kinds and in particular concessions, patents, business concerns and undertakings, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon any lands in which the company may have any interest either as principal or agent or upon any other lands, and to deal in building material of all kinds;

Louer, vendre, améliorer, manufacturer, développer, échanger, faire valoir ou autrement disposer d'aucun ou tous biens, droits ou actif de la compagnie, pour telle considération que la compagnie croira convenable, y compris les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

To lease, sell, improve, manufacture, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of any or all of the properties, rights or assets of the company for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures, or securities of any other company or corporation;

Transiger, entreprendre et faire toutes affaires, transactions, entreprises ou opérations communément transigées, faites ou entreprises par des agents d'immeubles, entrepreneurs ou agents d'assurance ou agents généraux;

To transact, undertake and carry on any business transaction, undertaking or operation usually transacted, carried on or undertaken by real estate agents, contractors or insurance or general agents;

Acquérir par achat, bail ou autrement et entretenir, exploiter et développer des pouvoirs hydrauliques et autres travaux, appareils, édifices et machinerie pour la fabrication, la production et la transformation de la force motrice pneuma-

To acquire, by purchase, lease or otherwise and to maintain, operate and develop waterpowers and other works, plant, buildings, and machinery for the manufacture, production and conversion of pneumatic, hydraulic or other power or force

tique, hydraulique ou autre énergie et vendre, distribuer ou autrement aliéner tout surplus de la dite force motrice ou énergie pneumatique ou hydraulique, les dits pouvoirs de vente, distribution et aliénation du dit surplus de force motrice ou énergie seront exercés seulement dans les limites de la province de Québec, et pourvu de plus que la dite vente, distribution ou aliénation de la dite force motrice ou énergie pneumatique, hydraulique ou autre soit sujette aux lois et règlements provinciaux, municipaux ou locaux;

La force électrique ou énergie électrique sera exclue des pouvoirs mentionnés dans le paragraphe ci-dessus;

Produire, acheter ou autrement acquérir, manufacturer, accumuler, transmettre, distribuer ou autrement aliéner ou négocier le gaz naturel ou artificiel ou autres moyens de produire le pouvoir ou la force en vue d'éclairage, chauffage ou force motrice sujet aux règlements locaux et municipaux à cet effet; manufacturer et produire et, soit en qualité de mandants ou d'agents, faire le commerce et le négoce de tous articles appartenant au dit commerce et tous appareils, accessoires et choses utilisés en rapport avec icelui, ou toutes inventions, brevets ou privilèges dans le temps appartenant à la compagnie; faire des expériences et expositions au public de la force, lumière, machineries et accessoires électriques; éclairer les rues, places publiques, édifices publics ou privés, usines, mines, vaisseaux, phares, chemins de fer, tramways et autres places ou choses, au moyen de gaz naturel ou artificiel ou charbon ou combustible et en faire l'éclairage: La force ou énergie électrique sera exclue des pouvoirs mentionnés dans le paragraphe ci-dessus;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement manufacturer et traiter d'une manière mécanique, chimique ou autres toutes sortes de bois et faire et manufacturer avec le dit bois ou en extraire les gaz, acides, alcools et autres produits;

Faire, bâtir, construire, ériger, installer et entretenir des réservoirs, aqueducs, citernes, barrages, canaux, tunnels, ponceaux, biez, conduites, tuyaux et accessoires; et exécuter et faire tous autres travaux et choses nécessaires ou appropriés pour obtenir, emmagasiner, vendre, livrer, mesurer et distribuer l'eau pour la création, l'entretien ou le développement des pouvoirs hydrauliques, mécaniques ou autres, ou pour arroser les terres ou pour toutes autres fins de la compagnie: La force ou énergie électrique sera exclue des pouvoirs mentionnés dans le paragraphe ci-dessus;

Exercer l'industrie de manufacturiers et négociants de fournaises, poêles, fourneaux, bouilloires, chaufferettes pour eaux chaude, radiateurs, appareils et accessoires de chauffage, lavoirs, bains, bassins, éviers, objets de buanderie et de toilette, citernes, tubes, tuyaux pour l'eau, gaz, service sanitaire et drainage, appareils et accessoires sanitaires, outillages de plombiers, fournitures et ustensiles de maison et tous objets en fer, bronze, étain, plomb, zinc, ou autre métal bronzé, appliqué par l'électrolyse, galvanisé, émaillé, recuit, vernis ou autrement préparé et fini, et aussi l'industrie de machinistes, plombiers pour l'eau, le gaz et les services sanitaires, galvanisateurs, émailleurs, recuiteurs, électrolyseurs et vernisseurs, fabricants de tuile et terra-cotta dans toutes ou chacune de leurs spécialités; et acheter, vendre ou négocier tous tels articles et marchandises, ou tels autres articles et marchandises que la compagnie croira devoir être convenablement négociés en rapport avec ses opéra-

or energy and to sell, distribute, or otherwise dispose of any surplus of such pneumatic, hydraulic or other power or force or energy, such powers of sale, distribution and disposal of such surplus power or force or energy to be exercised only within the limits of the Province of Quebec, and provided further that such sale, distribution or transmission of such pneumatic, hydraulic or other power or force or energy shall be subject to any provincial, municipal or other local laws or regulations. Electric power or electric energy being excluded from the above as recited in this paragraph;

To produce, buy or otherwise acquire, manufacture, accumulate, transmit, distribute or otherwise dispose of or deal with, *natural* or *artificial gas* or *other means of producting power or force* for the *purpose of light, heat or power* subject to local and municipal regulations in that behalf; to manufacture and produce and, either as principals or agents, trade and deal in any articles belonging to such business and all apparatus, appliances and things used in connection therewith, or with any inventions, patents or privileges for the time being belonging to the company; *to make experiments in*, and public exhibitions of, *force and lighting, and electrical machinery and appliances;* to light streets, public places, public or private buildings, factories, mines, ships, light-houses, railway, tramways and other places or things, by means of natural or artificial gas or coal or fuel saving or to enable the same so to be lighted. Electric power or energy being excluded from the above as recited in this paragraph;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise manufacture and treat mechanically, chemically or otherwise all kinds of wood and make and manufacture with such wood or extract from same gases, acids, alcohol and other products;

To make, build, construct, erect, lay down and maintain reservoirs, water works, cisterns, dams, canals, tunnels, culverts, flumes, conducts, pipes and appliances; and to execute and do all other works and things necessary or convenient for obtaining, storing, selling, delivering, measuring and distributing water for the creation, maintenance or development of hydraulic, other mechanical power, of for irregular lands, or for any other purpose of the company. Electric power or energy being excluded from the above as recited in this paragraph;

To carry on the business of manufacturers and dealers in furnaces, stoves, ranges, boilers, hot water heaters, radiators, heating appliances and apparatus, lavatories, baths, basins, sinks, laundry and toilet wares, cisterns, tubes, pipes for water, gas sanitation and drainage, sanitary apparatus and appliances, plumbers' supplies, household implements and utensils and all wares of iron, brass, tin, lead, zinc or other metal, bronzed, electroplated, galvanized, enameled, annealed, jappaned or otherwise prepared and finished, and also the business of machinists, water, gas and sanitary plumbers, galvanizers, enamelers, annealers, electroplaters and japanners, tile and terra-cotta makers in all their or any of their branches; and to buy, sell or deal in all such articles and goods or such other articles and goods as the company may consider capable of being conveniently dealt in, in relation to its business; and to manufacture and to establish, equip, maintain and operate factories

tions ; et manufacturer et établir, aménager, entretenir et exploiter des usines pour la fabrication d'articles et marchandises pour chacune ou toutes les opérations précitées;

Faire des recherches, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, entretenir et administrer des mines de charbon, de fer et autres, des carrières, propriétés et dépôts de minéraux et autres, et creuser, sortir et autrement traiter le charbon, le fer, les minerais, métaux et minéraux, soit qu'ils appartiennent à la compagnie ou non, et les préparer pour le marché et les vendre et autrement en disposer en tout ou en partie ou tout intérêt en iceux;

Faire des recherches, développer, forer, percer, enfoncer, miner, creuser, produire, fournir, manufacturer, acheter, vendre, utiliser, aliéner et négocier le gaz naturel, l'huile et autres produits combustibles naturels, artificiels ou fabriqués , et exercer tous ou chacun des commerces qui sont ordinairement ou peuvent être convenablement exercés par des compagnies exploitant le gaz naturel, l'huile ou autres produits combustibles naturels ou fabriqués;

Fournir, distribuer et négocier le gaz, l'huile et autres produits combustibles naturels ou fabriqués pour l'éclairage, le chauffage, la force motrice ou pour toutes autres fins quelconques;

Acquérir, construire, ériger, préparer, creuser, entretenir, développer, travailler et utiliser tous tels terrains, édifices, constructions, grues, commodités, installations à gaz et autres travaux, puits, réservoirs, machinerie, usines, tuyaux d'approvisionnement, lignes de tuyaux, lampes, moteurs, accessoires, compteurs, appareils, outillages, matériaux et choses et fournir tous les matériaux, produits et choses qui peuvent être nécessaires, incidents ou appropriés en rapport avec l'acquisition, production, emploi, emmagasinage, réglementation, mesurage, fourniture, transport et distribution, l'achat et la vente ou autres opérations de tout ou de chacun des produits de la compagnie;

Exercer dans toutes leurs spécialités les commerces de manufacturier et négociant de billots, bois de charpente, bois de construction, pulpe, bois de pulpe, papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe et tous autres articles et matériels dans lesquels le bois, la pulpe, les planches de pulpe ou le papier forment une partie;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et négocier les articles, effets et marchandises des espèces mentionnées dans ce paragraphe et manufacturer, mélanger, épurer, acheter et vendre les produits chimiques, teintures, ciments, minerais, superphosphates, savons, engrais, peintures, vernis, mordants, polis, colorants, huiles, acides, alcools, charbon, coke, goudron, les produits et dérivés du goudron, tourbe, les produits de la tourbe, caoutchouc, articles en caoutchouc et produits du caoutchouc et médecines brevetées, articles pour pharmacie, produits chimiques brevetés et préparations médicinales brevetées, articles et mélanges, séparément ou mélangés, et sous toutes conditions, et à tous les degrés de préparation et de fabrication;

Préparer, manufacturer, acheter et vendre tous produits et préparations chimiques, instruments et appareils, accessoires et récipients scientifiques, de chirurgie et d'optique, articles de toilette, parfums, brosses, et généralement exercer le commerce de chimistes et marchands de médecines brevetées;

Prendre part à l'administration, la surveillance et le contrôle du commerce ou des opéra-

for manufacturing articles and goods for any or all of the above mentioned businesses;

To prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage coal, iron and other mines, quarries, minerals and other deposits and properties, and to dig for, raise and otherwise treat coal, iron, ores, metals and minerals, whether belonging to the company, or not, and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of the same and any part thereof and any interest therein;

To prospect for, develop, drill, bore, sink, mine, dig for, produce, procure, manufacture, buy, sell, use, dispose of and deal in natural gas, oil and other natural, artificial or manufactured fuel products, and to carry on all or any of the businesses that are usually or may be conveniently carried on by natural gas, oil or other natural or manufactured fuel product companies;

To supply, distribute and deal in gas, oil and other natural or manufactured fuel product for lighting, heating, motive power or any other purposes whatsoever;

To acquire, construct, erect, lay down, drill, maintain, enlarge, work and use all such lands, buildings, erections, derricks, easements, gas and other works, wells, reservoirs, machinery, plant, stock pipes, pipe lines, lamps, motors, fittings, meters, apparatus, equipment, material and things and to supply all materials, products and thing as may be necessary, incident or convenient in connection with the acquisition, production use, storage, regulation, measurement, supply, piping and distribution, purchase and sale of other dealing in all or any of the products of the company;

To carry on in all its branches the business of a manufacturer of and dealer in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper, and other products or by-products of wood and pulp, and all other articles and materials into which wood, pulp, pulpboard of paper enter, or of which they form part;

To manufacture, import, export, buy, sell and *deal in goods, wares and merchandise* of the kinds mentioned in this paragraph and to manufacture, compound, refine, purchase and sell chemicals, dye stuffs, cements, minerals, superphosphates, soap, fertilizers, paints, varnishes, pigments, pllishes, stains, oils, acids, alcohols, coal, coke, coal-tar, coal-tar products and derivatives, peat, peat products, rubber, rubber goods and products and *patented medicines*, pharmaceutical supplies, patented chemical and *patented medicinal preparations*, articles and compounds separately or in combination, and under all conditions, and at all stages of preparation and manufacture;

To prepare, manufacture, purchase and sell any chemical products and preparations, scientific, surgical and optical instruments and apparatus, equipment and containers, toilet articles, perfumes, brushes, and generally to carry on business as chemists and merchants of patented medicines;

To take part in the management, supervision and control of the business or operations of any

tions de toute entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie, ou dans lesquelles la compagnie est autrement intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder, utiliser, exploiter, introduire et vendre, céder ou autrement aliéner chacune et toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou obtenus par lettres patentes ou autrement, du Canada ou d'aucun autre pays; et utiliser, exercer, développer, émettre des permis en ce qui les concerne ou autrement mettre en valeur chacune et toutes telles marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés et choses de même nature, ou tous les biens, droits et renseignements acquis de cette manière et en vue de leur exploitation et de leur développement, exercer toute industrie, soit (minière) manufacturière ou autres, que la compagnie croira de nature à effectuer directement ou indirectement ces objets;

Faire affaires comme constructeurs, entrepreneurs généraux, ingénieurs et bâtisseurs pour la construction, l'érection, la réparation ou modification de travaux et entreprises publics et privés; construire, ériger, exécuter, exploiter, travailler, aménager, améliorer, faire, réparer, bâtir et développer des travaux publics, commodités et facilités de toutes sortes, comprenant des chemins de fer, tramways, chemins, tunnels, havres, bassins, vaisseaux, endroits d'accostage, môles, jetées, chaussées, quais, canaux, réservoirs, digues, irrigations, réclamation, amélioration, travaux hydrauliques et tuyaux à gaz, installations souterraines ou autres, et comprenant l'érection, la réparation et l'amélioration d'égouts, drainages, systèmes sanitaires, aqueduc, gaz, éclairage électrique, téléphone, télégraphe, approvisionnement de pouvoir, usines, boutiques et stations, et tous dispositifs se rapportant au pouvoir mécanique et construire des bureaux, entrepôts, hôtels, marchés et autres édifices, publics ou privés, et tous autres travaux et commodités d'utilité publique; construire, exécuter, exploiter, aménager, améliorer, travailler, développer, administrer, gérer, ou contrôler, comme il peut être jugé à propos, comme entrepreneurs généraux et pour les fins de son industrie et commerce, des travaux et commodités que la compagnie peut posséder ou contrôler; conclure des contrats avec tout gouvernement, corporation, association, firme ou personne pour la construction de travaux d'aucune et de toute description, et sous-louer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de tous contrats, entrepris pour la construction sus-mentionnée;

Solliciter, acheter ou de toute autre manière acquérir tous contrats, décisions et concessions se rapportant à la construction, exécution, amélioration, administration, gérance et réalisation, aménagement ou contrôle de travaux publics et commodités, et s'en charger, les exécuter et les exploiter, ou en disposer ou en faire le commerce de toute manière quelconque;

Acheter ou autrement acquérir, louer et acheter ou autrement acquérir et se charger et assumer toute ou aucune partie des biens, commerce, propriétés, privilèges, clientèle, contrats, droits, obligations et responsabilité de toute personne, firme ou compagnie exerçant tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce similaire à icelui ou possédant des propriétés convenables pour les fins du com-

undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade-marks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent or otherwise, of Canada, or of any other country; and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade-marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights and information so acquired and, with a view to the working and development of the same, to carry on any business, whether (mining) manufacturing, or otherwise, which the company may think calculated directly or indirectly to effectuate these objects;

To carry on the business of constructors, general contractors, engineers and builders for the construction, erection, repair or alteration of public and private works and undertakings; to construct, erect, execute, carry out, work, equip, improve, make, repair, raise and develop public works, conveniences and facilities of all kinds, including railways, tramways, roads, tunnels, harbours, docks, ships, shipping places, piers, jetties, wharves, quays, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, hydraulic works and gas conducts, underground or other installations, and including the erection, repair and improvement of sewerage, drainage, sanitation, water, gas, electric light, telephonic, telegraphic, power supply, plants, work houses and stations, and all apparatus connected with mechanical power; and to construct offices, warehouse, hotels, markets and other buildings, public or private, and all other works or conveniences of public utility; to construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage or control, as the case may be, as general contractors and for the purposes of its industry and business, works and conveniences which the company may ownor control; to enter into contracts with any government, body corporate, association, firm or person for the construction of works of any and every description, and to sublet or otherwise dispose of the whole or any part of all contracts entered into for the construction above mentioned;

To apply for, purchase or in any other manner acquire any contracts, decisions and concessions connected with the building, execution, improvement, administration, management and attainment, equipment or control of public works and commodities, and to undertake, execute and carry out the same, or dispose thereof or deal therewith in any manner whatever;

To purchase or otherwise acquire, lease, and purchase or otherwise acquire and undertake and assume all or any part of the assets, business, property, privileges, good-will, contracts, rights, obligations and liabilities of any person firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or any business similar thereto or possessed of property suitable for the purposes of this company's

merce de la compagnie, et émettre en paiement ou paiement partiel pour toutes propriétés, droits ou privilèges garantis par la compagnie ou pour toute garantie des obligations de la compagnie, ou pour services rendus, actions du capital-actions de la compagnie, soit souscrites ou non, comme entièrement libérées et non sujettes à appel, ou obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement toute personne ou corporation du capital-actions de laquelle la compagnie détient des actions ou avec lesquelles elle peut avoir des relations d'affaires, et agir comme employé, agent ou gérant de toute telle corporation et garantir l'exécution des contrats par toute telle corporation ou par toute personne ou toutes personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Acheter, souscrire, acquérir, détenir et posséder, vendre ou autrement disposer d'actions du capital-actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exploitant ou exerçant tout commerce que cette compagnie a le droit d'exploiter ou d'exercer et titres de créance de toute telle corporation, compagnie ou individu (comprenant des obligations, débentures ou autres valeurs de la Puissance du Canada ou de toute province de la Puissance du Canada ou de toute corporation municipale);

Conclure tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exploitant ou exerçant maintenant ou dans l'avenir tout commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exploiter ou exercer, et promouvoir ou aider ou se joindre pour la promotion de toute telle compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, au moyen de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, en espèces ou nature, les biens de la compagnie, comprenant les actions, débentures ou valeurs que la compagnie peut acquérir ou qu'elle peut avoir en sa possession;

Faire enregistrer, breveter ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes conformément aux lois de tel pays pour représenter la compagnie et accepter des services pour et au nom de cette compagnie dans tout procès ou poursuite;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie; limiter ou augmenter le montant à être emprunté; émettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, et les gager ou les vendre pour telles sommes et à telles époques qui seront jugées convenables;

Hypothéquer et nantir les propriétés réelles de la compagnie et gager ses propriétés personnelles pour garantir toutes telles obligations, débentures ou autres valeurs et tous argents empruntés pour les fins de la compagnie;

Donner, par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou plusieurs fiduciaires, pour garantir le paiement des obligations, débentures ou autres valeurs, une hypothèque sur la totalité ou toute partie des propriétés immobilières de la compagnie, et gager la totalité ou toute partie de ses biens mobiliers, rentes et revenus, mentionnant l'émission et le montant des obligations, débentures ou valeurs ainsi garanties; (rien de contenu en cette section ne limitera ou restreindra l'emprunt d'argent par la compagnie sur

business, and to issue in payment or part payment for any properties, rights or privileges secured by the company or for any guarantees of the company's bonds, or for services rendered, shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not, as fully paid and non-assessable, or bonds, debentures or other securities of the company;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any person or corporation in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have business relations, and to act as employee, agent or manager of any such corporation and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations;

To purchase, subscribe for, acquire, hold and own, sell or otherwise dispose of shares of the capital stock, bonds, debentures or other securities in any other company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which this company is entitled to carry on or engage in and evidences of indebtedness in any such corporation, company or individual (including bonds, debentures or other securities of the Dominion of Canada or of any Province of the Dominion of Canada or of any municipal corporation);

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, and to promote or assist or join in the promotion of any such company;

To distribute amongst the shareholders of the company, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided by article 81 of the Quebec Companies' Act, in specie or in kind, the property of the company, including the shares, debentures or securities which the company may acquire or which it may have in its possession;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such country to represent the company and to accept service for and on behalf of this company of any process or suit;

To borrow money upon the credit of the company; to limit or increase the amount to be borrowed; to issue bonds, debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate and mortgage the real property of the company and pledge its personal property to secure any such bonds, debentures or other securities and any moneys borrowed for the purposes of the company;

To give, through their duly authorized officers, to one or more trustees, to secure the payment of the bonds, debentures or other securities, a hypothec upon the whole or any part of the immobeable property of the company, and pledge the whole or any part of its moveable assets, rents and revenues, mentioning the issue and the amount of the bonds, debentures or securities so secured: (nothing in this section contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promis-

lettre de change ou billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie);

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes dépenses incidentes à sa formation, incorporation ou organisation;

Exercer toutes ou aucune des opérations ci-dessus énoncées sans aucune restriction, sous le nom de "Les Entreprises de Construction de Québec, Ltée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt mille dollars ($20,00.000).

Les actions susdites du capital-actions seront émises et réparties de la manière qui sera de temps à autre déterminée par résolution du bureau de direction.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2839

sory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company);

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To pay out of the funds of the company all expenses of or incidental to its formation, incorporation or organization;

To carry on all and any of the businesses above referred to without any restriction, under the corporate name of "Les Entreprises de Construction de Québec, Ltée".

The amount of the capital stock of the company is to be twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars ($50.00) each and the amount with which the company will commence its operations will be twenty thousand dollars ($20,000.00).

Above shares of the capital stock shall be issued and allotted as may be fixed from time to time by resolution of the board of directors.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

2840-o

"Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1937, constituant en corporation: Thomas Palmer Howard, avocat, Jean Lang Muir, comptable, et Mary Elizabeth Spracklin, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Exercer en général les opérations d'imprimeurs dans toutes ses spécialités, publicistes, lithographes, graveurs, stéréotypeurs, grossoyeurs, timbreurs, éditeurs, relieurs, fabricants de papier, fabricants d'enveloppes et de boîtes en papier, libraires, manufacturiers, agents de publicité, négociants et vendeurs de nouveautés, fournitures de bureau et autres accessoires; et acheter vendre, manufacturer, négocier, fabriquer et faire le commerce d'usines, machinerie, outils, fournitures, caractères, accessoires, appareils et tous articles requis, utilisés ou qui s'y rapportent ou peuvent ou pourraient être utilisés en rapport avec les dits arts et opérations, ou qui sont d'un caractère semblable ou analogue à ceux plus haut énoncés ou aucun d'eux ou s'y rapportant;

(*b*) Acquérir par achat, location, échange ou autrement, et vendre, aliéner, céder, échanger, louer, hypothéquer, donner en gage ou en garantie, développer, administrer, et faire le commerce de terrains, édifices, baux, droits riverains, permis, concessions forestières, machineries, outillages, fournitures, marchandise et toutes sortes de biens et faire un commerce en général d'immeubles et les opérations d'une agence générale, y compris les opérations attachées à la construction, l'entreprise de travaux, le développement, la promotion, le placement, l'audition et le courtage d'as-

"Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifth day of May, 1937, incorporating: Thomas Palmer Howard, advocate, Jean Lang Muir, accountant, and Mary Elizabeth Spracklin, secretary, spinsters of the full age of majority all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To carry on the business generally of printers in all its branches publishers, lithographers, engravers, stereotypers, engrossers, embossers, book publishers, bookbinders, papermakers, envelope and paper box makers, stationers, manufacturers, advertising agents, dealers in and vendors of novelties, office and other supplies; and to buy, sell, manufacture, trade, work and deal in p'ants, machinery, tools, furniture, type, supplies, appliances and all articles requisite in, used or connected with or which can or may be used in connection with the said arts and business, or which are of a character similar or analogous to the foregoing or any of them or connected therewith;

(*b*) To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to sell, dispose of, alienate, exchange, lease, hypothecate, mortgage or pledge, develop, administer and deal in lands, buildings, leases, water rights, licenses, timber limits, machinery, equipment, supplies, merchandise and all kinds of property, and to carry on a general real estate and general agency business, including building contracting, development, promoting, investing, auditing and insurance brokerage, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conve-

surance, et exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec aucun de ses objets ou jugée de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens de la compagnie, en faciliter la réalisation ou les rendre profitables;

(*c*) Exercer le commerce de courtiers en placement, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et exécuter et exercer toutes sortes d'opérations financières, commerciales, industrielles, et faire le commerce de courtiers en obligations et en placements et placer, souscrire, garantir, acheter, prendre ou autrement acquérir, et détenir soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, et vendre, échanger, voter ou autrement négocier toutes obligations, débentures, titres, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, souveraineté ou autorité suprême, municipale, locale ou autrement, et dans des bons, débentures, titres, certificats, obligations, actions ou valeurs de toute compagnie ou corporation quelconque, soit publique ou privée, ou dans toute entreprise dans laquelle la compagnie peut s'engager elle-même, ou dans laquelle d'autres peuvent s'engager, telle que toutes propriétés mobilières ou immobilières quelconques, et placer et prêter de l'argent avec intérêt, avec ou sans garantie, et changer, modifier ou réaliser tous tels placements et placer de nouveau de la manière susdite tous les deniers que la compagnie peut posséder en aucun temps;

(*d*) Promouvoir, organiser, administrer ou développer ou aider à la promotion, l'organisation, l'administration, ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ou assumer, gérer, et disposer d'aucune manière quelconque aucune affaire ou entreprise dans lesquelles la compagnie aurait des intérêts ou dans les valeurs desquelles la compagnie aurait placé des fonds;

(*e*) Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement faire le commerce de propriétés réelles ou personnelles et droits et en particulier des terrains, bâtisses, héritages, maisons d'affaire ou d'industrie et entreprise, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, rentes, brevets, permis, valeurs, polices, dettes de livres et tout intérêt dans des biens réels ou personnels, toute réclamation contre tels biens ou contre toute personne ou compagnie et des privilèges et droits éventuels de toutes sortes;

(*f*) Emettre des débentures, actions-débentures, bons, obligations et garanties de toutes sortes et les rédiger, les constituer et les garantir comme il semble convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou acte de transfert ou autrement et soit rachetables, convertibles ou autrement, les garantir par acte de fiducie ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, ou sur des biens spécifiques et droits présents et futurs de la compagnie, ou autrement de quelque manière que ce soit;

(*g*) Payer pour tous services rendus à ou tous biens ou droits acquis par la compagnie de telle manière qui sera jugée nécessaire, et en particulier les payer en tout ou en partie par l'émission d'actions ou autres valeurs de la compagnie;

(*h*) Agir comme agents et courtiers pour la transaction d'aucun commerce, l'administration de biens-fonds, la vente de propriétés, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers pour

niently carried on in connection with any of the objects of the Company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the Company's property;

(*c*) To carry on business as investors, capitalist financiers, concessionaries, brokers and agents and to execute and carry on all kinds of financial, commercial, trading and other operations, and to carry on the business of bond and investment dealers and to invest in, subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire, and to hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security and to sell, exchange, vote or otherwise deal in any bonds, debentures, stocks, shares, scrip or securities of any Government, State, Dominion, Province, Sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the Company may enter itself or which may be entered into by others, as well as in any moveable or immoveable property whatsoever, and to invest and lend money at interest with or without security, and to change, alter or realize upon any such investments, and to reinvest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company;

(*d*) To promote, organize, manage or develop or to assit in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking or to take over, manage and dispose of in any manner whatsoever any business or undertaking in which the Company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds;

(*e*) To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real or personal property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licences, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, and privileges and choses in action of all kinds;

(*f*) To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient with full power to make the same transferable by deliver or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deel or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future of the company or otherwise howsoever;

(*g*) To pay for any services rendered to or any property or rights acquired by the Company in such manner as may seem expedient and in particular to pay for the same in whole or in part by the issue of shares or other securities of the company;

(*h*) To act as agents and brokers for the transaction of any business, the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corpora-

aucun individu, corporation, firme ou cours de justice, et prendre, recevoir, détenir, transférer, et transporter tous biens, réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers, qui pourraient être concédés, transportés et confiés à la présente compagnie aux fins sus-énoncées;

(*i*) Exercer le commerce de courtiers en assurance, et agir comme agents d'assurances, et représenter aucune ou toutes compagnies, firmes ou individus engagés dans toute spécialité du dit commerce, et accepter ou payer toutes commissions ou autres rémunérations pour services rendus;

(*j*) Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, droits d'auteur, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des licences en rapport avec iceux ou autrement mettre en valeur les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

(*k*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie, et émettre des actions acquittées ou obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

(*l*) Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou des compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débentures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

(*m*) Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fiducie et commodités susceptibles de bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ceux à qui ils sont alliés ou dont ils sont les soutiens, et payer des primes d'assurances pour eux, et souscrire ou garantir de l'argent pour toutes fins charitables, éducationnelles ou de bienfaisance ou pour toutes fins publiques, générales ou utiles, et établir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'aucune association, institution, fonds ou fiducie pour la réalisation d'aucune de ces fins;

(*n*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider à toute personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toutes telles société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir,

tion, firm or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, moveable or immoveable, which may be granted, conveyed or committed to this Company for the purposes aforesaid;

(*i*) To act as and carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business, and to accept or pay any commissions or other remuneration for services rendered;

(*j*) To make application for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, copyrights, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the Company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*k*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the Company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

(*l*) To promote and become a shareholder in any Company or Companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such Company;

(*m*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts, and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the Company or the dependents or connections of such persons, and to make payment towards their insurance and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or beneficial object or any public, general or suseful object, and to establish and support or aid in the establishment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any of such objects;

(*n*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell

revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(*o*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privileges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(*p*) Rémunérer soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(*q*) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(*r*) Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*s*) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnie de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et en particulier les actions, les obligations, les débentures, ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre companie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(*t*) Se consolider et s'amalgamer avec toute compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(*u*) Louer, vendre ou autrement aliéner l'industrie, les biens ou l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*v*) Hypothéquer, grever, céder, transférer ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

(*w*) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(*x*) Payer toutes ou chacune des dépenses de, incidentes à, ou encourues en rapport avec la formation et l'incorporation de la compagnie, et relativement au prélèvement de son capital-actions, ou faire des contrats avec toute compagnie pour payer les dites dépenses;

with or without guarantee or otherwise deal with the same;

(*o*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*p*) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the Company or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

(*q*) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the Company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(*r*) To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

(*s*) To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the Company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members or shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other Company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

(*t*) To consolidate or amalgamate with any other Company having objects similar in whole or in part to those of this Company;

(*u*) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having object altogether or in part similar to those of the Company;

(*v*) To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, moveable or immoveable, belonging to the Company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the Company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the Company;

(*w*) To borrow money on the credit of the Company and to issue bonds, debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*x*) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the Company and the raising of its share capital or to contract with any Company to pay the same;

(*y*) Exercer tout autre commerce ou exploiter toute autre activité que les directeurs trouveront incidents ou avantageux à la réalisation des objets de la compagnie, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens et droits de la compagnie;

(*z*) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énunérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction; sous le nom de "Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq cents (500) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix-huit mille dollars ($18,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2843 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

(*y*) To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the Directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the Company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property and rights;

(*z*) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees, or otherwise and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the Company and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is hereby ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise effected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contrat or transaction, under the name of "Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited".

The capital stock of the company is divided into five hundred (500) shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be eighteen thousand dollars ($18,000.000).

The head office of the Company, will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2844—o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Solo Products, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai, 1937, constituant en corporation: Henri Gerin-Lajoie, avocat et Conseil en Loi du Roi, Charles-J. Gélinas, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, et Cecil H. Macnaughten, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(1) Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, producteurs et agents de filets pour cheveux, dispositifs pour friser les

"Solo Products, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fourth day of May, 1937, incorporating: Henri Gerin-Lajoie, Advocate and King's Counsel, Charles J. Gelinas, Advocate, both of the City of Outremont, and Cecil H. Macnaughten, Advocate, of the City of Montreal, all in the district of Montreal, for the followig purposes:

(1) To carry on the business of importers, exporters, manufacturers, producers and agents of hair nets, hair curlers, waivers, hair pins,

cheveux, pour ondulations, épingles à cheveux, cosmétiques, produits chimiques et tous produits ou sous-produits pour la chevelure, et aussi de manufacturiers, exportateurs, importateurs et marchands de toute sortes de métaux, plastiques, caoutchouc, celluloïde, tissus, étoffes et nouveautés pour usage personnel, professionnel, général, domestique et tout autre usage;

(2) Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, faire le commerce et le négoce, utiliser et disposer, soit en gros ou en détail, de tous matériels bruts ou ouvrés, accessoires et outillage, nécessaires ou utiles à l'exercice des objets précités, et faire le commerce ou manufacturer tous autres articles ou choses d'un caractère semblable ou analogue aux objets précités ou à l'un quelconque d'iceux ou s'y rapportant;

(3) Acquérir par achat, échange, bail ou par tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement faire le commerce et le négoce de terrains et édifices et droits en iceux, et de toute sorte et description;

(4) Eriger et construire sur tous terrains possédés ou loués par la compagnie, ou dans lesquels la compagnie est intéressée d'une manière quelconque, des édifices pour des fins quelconques et installer et exploiter des moulins, usines, machinerie et outillage de toutes sortes, nécessaires ou convenables à l'exercice approprié du commerce de la compagnie;

(5) Acquérir ou se charger de la totalité ou une partie quelconque du commerce, droits, franchises, clientèle, propriétés et biens, y compris toute option, concession et choses de même nature de tout individu, firme, association ou corporation exerçant une industrie quelconque que la compagnie a l'autorisation d'exercer;

(6) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou co-exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention ou procédé et faire valoir, vendre, louer ou autrement négocier les dits permis, brevets ou concessions;

(7) Acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner les parts, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour un de ses objets l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la compagnie et transférer ses actions ou ses biens ou se fusionner avec toute telle compagnie;

(8) Utiliser l'un quelconque de ses fonds à l'achat d'actions de toute autre compagnie et durant la possession ou la détention d'icelles, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaire, y compris le droit de voter sur icelles;

(9) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(10) Promouvoir, organiser, développer, administrer ou contribuer à la promotion, l'organisation, le développement et l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie et comme fins incidentes à ce qui précède se charger, administrer, contrôler ou autrement négocier l'industrie et l'entreprise

cosmetics, chemicals and all products or by-products for the hair, and also of manufacturers, exporters, importers and dealers in all kinds of metals, plastics rubbers, celuloid, textiles, fabrics and novelties for personal, professional, general, home and any other uses;

(2) To produce, manufacture, purchase sell, import, export, or otherwise acquire, deal in and deal with, utilize and dispose of, either at wholesale or retail, all raw or finished materials, supplies and equipment, necessary or useful to carry on the above purposes, and to deal in or manufacture any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them, or connected therewith;

(3) To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or otherwise deal in and with lands, and buildings and rights therein, and that of every kind and description;

(4) To erect and construct upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes and to install and operate mills, plant, machinery and equipment of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

(5) To acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchises, good-will, property and assets, including any option, concession and the like of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

(6) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or co-exclusive or limited right of use of any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

(7) To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company and to transfer its shares or assets or to amalgamate with any such company;

(8) To use any of its funds in the purchase of stock in any other company and while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

(9) To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(10) To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, orgnization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and as incidental thereto to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the

de toute telle corporation, compagnie, firme ou personne, dans le but de protéger les valeurs émises par icelles et de réaliser les réclamations envers icelles;

(11) Hypothéquer, gager ou nantir toutes propriétés, mobilières ou immobilières présentes ou futures, qu'elle peut posséder dans la province dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures qu'elle a l'autorisation par la loi d'émettre;

(12) Prendre ou détenir les gages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le remboursement du prix d'achat, ou toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie de quelque nature que ce soit vendues par la compagnie ou tous deniers dus à la compagnie des acheteurs et vendre, ou autrement aliéner les dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

(13) Emettre des actions entièrement libérées, des obligations, débentures, parts et toutes autres valeurs en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, réelles ou personnelles, réclamations, privilèges, concessions, permis, franchises ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, et en paiement de services rendus ou de travaux exécutés pour elle, et aussi émettre les dites actions entièrement libérées, obligations, débentures, parts et / ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel ou en échange pour les actions, obligations ou actions-débentures et / ou autres valeurs de toute autre compagnie;

(14) Prêter des deniers aux personnes ou compagnies ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir, avec ou sans garantie, l'exécution des contrats aussi bien que l'exécution de toutes obligations ou entreprises de toute autre compagnie ou personne dans lesquelles la compagnie est intéressée et accepter comme garantie des dits prêts et garantie, toutes valeurs qui peuvent être offertes par les dites compagnies ou personnes, y compris les actions, obligations, actions-débentures, gages, nantissements, privilèges ou autres valeurs de telles autres compagnies sur les propriétés de ces dites personnes ou compagnies;

(15) Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des propriétés, réelles ou personnelles, ou de l'industrie ou de l'entreprise de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, et accepter par voie de considération de toute vente, location ou aliénation, totalement ou partiellement, des deniers ou toutes actions, débentures, actions-débentures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(16) Etablir des agences et succursales;

(17) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière que les directeurs de la compagnie pourront déterminer par résolution;

(18) Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que l'industrie de la compagnie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(19) Se fusionner soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation exploitant une industrie en tout ou en partie semblable à celle que la compagnie a l'autorisation d'exercer;

(20) Procurer du capital, du crédit ou autre assistance pour établir, agrandir ou réorganiser

purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

(11) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

(12) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price,or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the company or any money due to the company from purchasers and to sell; or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(13) To issue fully paid up shares, bonds, debentures, stock and all other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, concessions, licenses, franchises, or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debentures, stock and / or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds, or debenture stock and / or other securities of any other company;

(14) To lend money to persons or companies having dealings with the company and to guarantee with or without security the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the company is interested and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies upon the property of such persons or companies;

(15) To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal, wholly or in part, cash or any shares, debentures, debenture-stock, bonds or any other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

(16) To establish agencies and branches;

(17) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as the directors of the company may from time to time by resolution determine;

(18) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(19) To amalgamate either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on;

(20) To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing

toute entreprise ou industrie exercée ou qu'ont l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie, avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

(21) Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerce, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, association ou personne, exerçant une partie quelconque de l'industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs et les payer en deniers ou en actions ou valeurs de cette compagnie ou partiellement en deniers ou partiellement en actions ou valeurs ou toute autre considération et exercer l'industrie de toute telle compagnie, société, association ou personne dont les biens sont acquis de cette manière;

(22) Construire, entretenir ou modifier tous édifices ou usines nécesaires ou convenables aux fins de la compagnie;

(23) Rémunérer, soit en deniers ou en actions entièrement libérées ou en valeurs de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour dépenses encourues ou pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de l'organisation, la formation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(24) Distribuer, en espèces ou autrment, comme dividende déclaré légalement à même les surplus ou profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de cette compagnie;

(25) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités ou l'un quelconque des dits objets;

(26) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents à commission ou autres, entrepreneurs ou par l'entremise d'agents ou autres et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(27) Et il est ordonné et déclaré par les présentes que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que tel directeur ou directeurs a ou ont ou peuvent avoir un intérêt dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire aurait été nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de ces contrats ou transactions, pourvu,

any enterprise or industry on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company, with which the company has business relations;

(21) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons, carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company or of any company in which this company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company or partly in cash or partly in shares or securities or any other consideration and to carry on the business of any such company, society, partnership, or person whose assets are so acquired;

(22) To construct, maintain or alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the company;

(23) To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred and for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation of the company or the conduct of its business;

(24) To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company, or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(25) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

(26) To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(27) And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or ore of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by that fact that such director or directors has or have or may have interest therein which are or might be adverse to the interest of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors

cependant, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe aie été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu de ou relativement à tel contrat ou transaction, sous le nom de "Solo Products Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mai, 1937.

ARMAND VIAU,

2845 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Solo Products Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2846-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Dover Company, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1926, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai, 1937, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et Conseil en Loi du Roi, David Miller, avocat, et Dame Florence Kom, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, exportateurs, importateurs, marchands et détaillants des articles suivants: extincteurs chimiques; appareils pour éteindre le feu; mélanges d'alliages d'huile; nouveautés de toutes sortes, mécaniques ou autres; dispositifs mécaniques ou autres pour l'économie du temps et de la main-d'œuvre, domestique ou autre; et tous articles de nature semblable à ceux précités;

2. Exercer toute autre industrie, de fabrication ou de distribution qui peut être convenablement exercée en même temps que l'un quelconque des objets ou fins de la compagnie;

3. Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporation;

4. Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir tous terrains, machinerie, usines ou propriétés qui peuvent être utiles aux objets de la compagnie;

5. Eriger et construire des édifices, usines et machinerie qui peuvent être jugés nécessaires en rapport avec ou incidents aux objets de la compagnie;

6. Acheter ou autrement acquérir tous autres biens, droits ou intérêts qui peuvent être utiles pour l'un quelconque des objets de la compagnie;

7. Acquérir toute marque de commerce, dessin industriel, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorisations pour ou en rapport avec une invention quelconque qui pourrait être utile à la compagnie;

8. Hypothéquer, nantir, vendre, louer ou aliéner l'un quelconque des terrains, usines, marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés ou autres biens de la compagnie;

9. Détenir et posséder les actions et valeurs de toute autre compagnie ou compagnie exerçant une industrie de nature semblable, et les vendre ou autrement les négocier;

10. Acquérir de toute personne, firme ou corporation, toute industrie d'une nature semblable ou incidente à ce qui précède, et émettre des actions entièrement libérées en paiement intégral ou partie de leur prix d'achat;

"The Dover Company, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fourth day of May, 1937, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, David Miller, advocate and Dame Florence Kom, Stenographer, spinster of the full age of majority, *et usant de ses droits*, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the trade and business of manufacturers, exporters, importers, dealers and retailers, in the following articles: fire extinguishers, fire extinguishing apparatus; blending of oil alloys; novelties of all kinds, mechanical or otherwise; time and labour saving household and other devices, mechanical or otherwise; and in all articles of a similar nature to the aforementioned;

2. To carry on any other manufacturing or distributing business which can conveniently be carried on in connection with any of the company's purposes or objects;

3. To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers, or representatives for other persons, firms or corporations;

4. To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the Company;

5. To erect and construct buildings, works, and machinery which may be deemed necessary in connection with, or incidental to the purposes of the Company;

6. To purchase or otherwise acquire any other properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

7. To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the company;

8. To mortgage, pledge, sell, let or dispose of any of the lands, works, trade marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the Company;

9. To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature, and to sell or otherwise deal with the same;

10. To acquire from any person, firm or corporation, any business of a like nature, or incidental to the foregoing, and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

11. Acquérir et posséder les actions de toute compagnie exerçant une industrie similaire ou incidente à ce qui précède, et émettre des actions entièrement libérées en paiement intégral ou partiel de leur prix d'achat;

12. Prendre, acquérir et détenir les valeurs de toute nature ou sorte, réelles ou personnelles pour les dettes, engagements ou obligations envers la compagnie, encourus ou qui seront encourus en rapport avec les fins et les objets de la compagnie sous le nom de "The Dover Company, Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la Compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mai, 1937.

ARMAND VIAU,

2847 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Automobiles de Louage Granby, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1937, constituant en corporation: Joseph-Hormisdas Davignon, boulanger, Alfred Davignon, comptable et Henri Davignon, camionneur, tous de Granby, Qué., dans les buts suivants:

1. Acheter, importer et exporter, assembler, acheter, vendre et gager des automobiles, auto-camions, tombereaux-moteurs, tracteurs-autos, motocyclettes, tout autre genre de véhicules neufs ou usagés, de moteurs ou dispositifs mus ou actionnés par la gazoline, l'électricité ou une autre force motrice aussi des carrosseries et châssis, moteurs, pneus, les machines, instruments, outils, appareils, dispositifs, lubrifiants, ciments, solutions, émaux, et toutes choses pouvant être utilisées avec les articles précités ou dans leur fabrication et exploitation;

2. Faire la location à titre onéreux, d'automobiles, auto-camions, tombereaux-moteurs, tracteurs-autos, motocyclettes, tout autre genre de véhicules neufs ou usagés et en général de tous les articles faisant l'objet du commerce de la compagnie;

3. Réparer, emmagasiner, nettoyer et entreposer des automobiles, auto-camions, tombereaux-moteurs, auto-tracteurs, motocyclettes, voitures et véhicules de tout genre, mus ou actionné par une force mécanique ou autre;

4. Construire et maintenir des garages pour recevoir et remiser des automobiles, camions, tombereaux, moteurs, motocyclettes, voitures et véhicules de tout genre, tenir des garages pour réparer les automobiles privées ou les automobiles de louage;

5. Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage d'aucun commerce de la compétence de la compagnie et des terrains, privilèges, droits, contrats, propriétés ou effets détenus ou utilisés en rapport avec tel commerce, et sur cette acquisition assumer le passif d'aucune compagnie, association, société ou personne dont on l'aura acquis, aussi les payer entièrement ou partiellement en actions libérées ou en argent. Faire le commerce d'automobile et tout ce qui se rapporte à ce commerce;

6. Acheter ou autrement acquérir et détenir des propriétés mobilières ou immobilières qu'on croira nécessaires ou avantageuses à la réalisa-

11. To acquire and own shares in any company carrying on any business similar to or incidental to the foregoing, and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

12. To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in respect of the purposes and objects of the Company, under the name of "The Dover Company, Incorported", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the Company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this fourth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2848—o Acting Assistant Provincial Secretary

"Automobiles de Louage Granby, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eleventh day of May, 1937, incorporating: Joseph Hormisdas Davignon, baker, Alfred Davignon, accountant, and Henri Davignon, truckman, all of Granby, Que., for the following purposes:

1. To purchase, import and export, assemble, buy, sell and pledge automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, every other kind of new or used vehicles, motors or devices driven or operated by gasolene or electricity or other motive power and also bodies and chassis, motors, tires and all machinery, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, cements, solutions, enamels and all things capable of being used therewith, or in the manufacture and working thereof;

2. To lease on onerous title, automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, every other kind of new or used vehicles, and generally any articles forming the object of the business of the company;

3. To repair, store, clean and warehouse automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, carriages and vehicles of all kinds, driven or operated by mechanical or other power;

4. To construct and maintain garages for receiving and storing automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, carriages and vehicles of all kind, and to keep garages for the repairing of public or private automobiles or automobiles for hire;

5. To acquire, in part or in whole, the goodwill of any business within the objects of the company and any lands, privileges, rights, contracts, property or effects held or used in connection therewith, and upon such acquisition, to undertake the liabilities of any company, association, partnership or person from whom it has been acquired, and to pay for same wholly or partly in paid up shares or in cash. To deal in automobiles and everything connected with the said business;

6. To buy or otherwise acquire and to hold any moveable or immoveable properties which may be deemed necessary or advantageous for the

tion des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation et payer cette acquisition ou possession, totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie, ou en argent;

7. Conduire ou gérer aucune industrie de nature semblable, ou aucune industrie que la compagnie croira propre à être exercée avantageusement ou convenablement, en rapport avec ses entreprises;

8. Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, négocier, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements lettres de crédit, mandats ou autres instrument, négociables et transférables. Emettre des actions libérées, des débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation en paiement intégral ou partiel des biens, droits, concessions acquis par la compagnie et rétribuer soit en argent, ou, avec l'approbation des actionnaires, en parts, obligations, débentures, tel que susdit, aucune personne, firme, ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec sa formation, promotion ou organisation ou la gestion des affaires de la compagnie; vendre, engager ou aliéner les entreprises de la compagnie ou aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, sur autorisation de ce faire de la majorité des actionnaires présents ou représentés par procureur à une assemblée générale dûment convoquée pour considérer l'affaire, et porteurs d'au moins les deux tiers du capital émis de la compagnie;

9. Acquérir, détenir, vendre, grever ou transférer aucun immeuble requis pour l'exercice de l'industrie de la compagnie, aussi établir, construire ou altérer les machineries, outillages, ateliers, entrepôts, salles de vente, d'exhibition, des agences ou bureaux que la compagnie croira nécessaires ou convenant à l'exercice de son industrie;

10. Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

11. Promouvoir, organiser, administrer et développer, aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer, aucune corporation, compagnie, aucun syndicat, aucune entreprise, afin d'acquérir la totalité ou aucune partie des biens, des droits et du passif de la présente compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera propre directement ou indirectement à profiter à la présente compagnie, faire aussi tous actes nécessaires ou s'y rattachant. Pour faire connaître les produits de la compagnie, prendre les moyens qui sembleront avantageux, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaire, achat et exhibition d'œuvres, publications de livres et revues;

12. Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, conclure des arrangements relatifs au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour aucun autre but avec aucune personne, firme, ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel

carrying out of the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding, wholly or in part, in paid up shares of the company, or in cash;

7. To conduct and carry on any other business of similar nature, or any business which may, in the opinion of the company, be deemed capable of being advantageously or conveniently carried with its undertakings;

8. To draw, underwrite, accept, endorse, discount, negotiate, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit, warrants and other negotiable and transferable instruments. To issue paid up shares, debentures, bonds or other securities of the company to any person, firm or corporation, in payment or in part payment for any property, rights, concessions acquired by the company, and to remunerate either in cash or, with the approval of the shareholders, in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for any services rendered to the company in connection with its incorporation, organisation, promotion or the conduct of the company's business; to sell, pledge or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, if authorized to do so by the majority of the shareholders, present or represented by proxy at the general meeting duly called for considering the matter and holding no less than two-thirds of the issued capital-stock of the company;

9. To acquire, hold, sell, mortgage or convey any real estate indispensable for the carrying on of the company's business, and to establish, construct or alter any machinery, equipment, plant, warehouse, sales-room, show-room, agency or office as the company may consider necessary or suitable in the carrying on of its business;

10. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

11. To promote, organize, manage and develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate or undertaking, for the purpose of acquiring all or any of the property, rights and liabilities of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to do all acts necessary or incidental thereto. To adopt such means of making known the products of this company as may seem expedient, and in particular for advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works, by publication of books and periodicals;

12. To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company, and to enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or firm or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise

elle peut se livrer, souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions ou valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, gager, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier, sous le nom de "Automobiles de Louage Granby, Limitée", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de vingt dollars ($20.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Granby, rue Drummond, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2851-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Duflex Shoe Co., Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mai 1937, constituant en corporation: Léo Dubreuil, voyageur, Romain Mongeau, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et Marie-Ange Destroimaisons, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de Montréal-est, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Fabriquer, importer, exploiter des chaussures de toutes sortes et spécialement des chaussures d'enfants ainsi que tous objets en cuir et leurs accessoires et faire le commerce des dits objets;

Acheter, acquérir, opérer, louer, vendre, hypothéquer ou autrement disposer des usines, fabriques, entrepôts, établissements commerciaux pour la fabrication et la vente des objets ci-dessus mentionnés ainsi que de tous accessoires entrant dans leur composition;

Exercer toutes autres entreprises manufacturières et commerciales qui peuvent sembler à la compagnie susceptibles d'être exercées convenables en relation avec son entreprise ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitable;

Acheter, acquérir, posséder, exploiter, échanger, vendre, louer, aliéner, hypothéquer ou autrement en disposer des propriétés mobilières ou immobilières;

Acquérir ou entreprendre en tout ou en partie l'industrie, le commerce, les biens ou obligations de toutes personnes, sociétés ou corporation exerçant une industrie ou un commerce semblable à ceux que la compagnie a l'autorisation d'exercer et spécialement acheter le commerce et l'industrie actuellement exploités à Saint-Hyacinthe, par la "Comfort Children Shoe Co., Reg'd.", dans la ville de Saint-Hyacinthe, province de Québec, ainsi que la clientèle et l'achalandage et payer cette acquisition avec des actions du capital social de la compagnie entièrement ou partiellement libérées;

Demander, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser une invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, pouvant paraître susceptible d'être utilisé pour quelqu'une des fins de la compagnie ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ou de mettre en valeur ou d'accorder des permis à cet égard;

acquire and hold shares or securities of any such company, and to sell, pledge, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, under the name of "Automobiles de Louage Granby, Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares, of twenty dollars ($20.00) each.

The head office of the company, will be at Granby, Drummond Street, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2852 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Duflex Shoe Co., Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1937, incorporating: Leo Dubreuil, traveller, Romain Mongeau, accountant, both of the city of Montreal, and Marie-Ange Destroimaisons, spinster of age and in use of her rights, of the town of Montreal-east, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, exploit footwear of every kind and especially children's footwear, and also any leather articles, and the accessories thereof, and to deal in the said leather goods;

To purchase, acquire, operate, lease, sell, hypothecate or otherwise dispose of plants, factories, warehouses, commercial establishments for the manufacture and sale of the objects hereinabove mentioned and also of any accessories which may enter into the composition of the same;

To carry on any other undertaking, manufacturing or commercial, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its undertaking or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, acquire, own, exploit, exchange, sell, lease, alienate, hypothecate or otherwise dispose of moveable or immoveable property;

To acquire or undertake the whole or part of the trade, business, assets and liabilities of any person, partnership or corporation carrying on a trade or business similar to that which the company is authorized to carry on and especially, to purchase the business and trade actually carried on at Saint Hyacinthe by the "Comfort Children Shoe Co., Reg'd.", in the town of Saint Hyacinthe, Province of Quebec, and also the custom and good-will thereof, and to pay for such acquisition with fully or partly paid-up shares of the capital stock of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

S'associer ou conclure des conventions pour le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toutes personnes ou compagnies exerçant, ou faisant, ou sur le point d'exercer ou de faire une transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou à faire, ou une industrie ou une transaction susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et de prêter des fonds, à cette personne ou compagnie, de garantir des contrats, ou d'autrement l'aider, et de prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toutes pareilles compagnies, et de les vendre, détenir ou autrement en disposer;

Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions de toutes autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure des arrangements avec les autorités municipales, locales ou autres qui semblent propres aux fins de la compagnie ou à l'une quelconque de ces fins et d'obtenir de ces autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et d'exécuter et observer ces conventions, droits, privilèges et concessions;

Etablir et maintenir des associations, institutions, fonds, fiducies et choses de nature à profiter aux employés ou aux anciens employés de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires, ou aux personnes à la charge ou parentes de ces personnes ou d'aider à leur établissement et maintien; et d'accorder des pensions et allocations et d'effectuer des paiements dans un but d'assurance et de souscrire ou garantir des fonds pour fins de charité ou de bienfaisance ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Favoriser toutes compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou partie des biens et obligations de la compagnie ou pour toute autre fin qui peut paraître directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

Vendre ou aliéner en tout ou en partie l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie peut juger convenablement et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toutes autres compagnies dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Emettre et répartir comme entièrement libérées des actions du capital social de la compagnie en paiement complet ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorporation, du prix d'achat de toute propriété mobilière ou immobilières, entreprise, brevets ou droit de brevets, droits, privilèges et clientèle, le tout sujet à l'article 38 de la Loi des compagnies;

Rémunérer toute personne ou compagnie des services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'actions du capital de la compagnie ou de débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits de la compagnie, et en particulier par voie de publicité dans les journaux par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvre d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and maintain associations, institutions, funds, trusts and commodities calculated to benefit the employees or ex-employees of the company or their predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, or to aid in their establishment and maintenance; and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent purposes, or for any exhibition or any public, general or useful object;

To promote any company for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company; or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To issue and allot as fully paid-up shares of the joint capital stock of the company, as full or part payment for any services rendered before or after its incorporation, for the purchase price of any moveable or immoveable property, undertaking, patent or patent rights, rights, privileges and custom, the whole subject to Art. 38 of the Companies' Act;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing, or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circular, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

Vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de tout ou partie des biens et droits de la compagnie;

Réaliser tout ou partie des objets de la compagnie à titre de commettants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Accomplir les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Duflex Shoe Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,

2853-o Sous-secrétaire de la Province.

To sell, improve, manage, render marketable, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of all or part of the properties and rights of the company;

To carry out all or any of the objects of the company as principal, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To accomplish the other things connected with or incidental to the attainment of the objects of the company, under the name of "Duflex Shoe Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company, will be at Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,

2854 Assistant Provincial Secretary.

"N. Wallot & Fils, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1937, constituant en corporation: Alan Macnaughton, avocat, George Noel, comptable et Jean L'Ecuyer, commis, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acquérir, imprimer, publier, diriger, mettre en circulation ou autrement en user avec tout journal ou journaux ou autres publications et généralement exercer le commerce de propriétaires de journal et d'éditeurs généraux;

2. Exercer l'industrie ou le commerce d'imprimeurs généraux, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères d'imprimerie et agents de publicité; et l'industrie de la gravure en relief, l'électrotypie, la stéréotypie, la photogravure, la fabrication et le commerce de boîtes en papier, papeterie et étiquettes;

3. Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou obtenir l'usage moyennant un tantième ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, introduire et vendre, céder, louer ou autoriser l'usage moyennant un tantième ou autrement, ou autrement disposer de tous droits d'auteur ou de reproduction, dans tout travail littéraire ou autre dont les droits d'auteur ou de reproduction sont susceptibles d'être réservés;

4. Solliciter, obtenir, préparer, composer, dessiner, imprimer, publier, émettre et distribuer des annonces et diriger, exercer et maintenir une agence de publicité et faire tous genres d'ouvrages s'y rapportant;

5. Acquérir des immeubles;

6. Exercer toutes autres opérations susceptibles de faire profiter son industrie;

7. Acheter ou autrement acquérir tout ou partie de l'actif, des biens, privilèges, contrats, droits, obligations de toutes compagnies, sociétés, firmes ou personnes exerçant une industrie se rattachant à la sienne;

8. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, droits à ces brevets, marques de commerce, formules, patentes, octrois conférant un droit exclusif ou limité, d'utiliser une invention ou un procédé susceptible d'être utilisé pour les fins de son entreprise; les employer, per-

"N. Wallot & Fils, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the first day of May, 1937, incorporating: Alan Macnaughton, advocate, George Noel, accountant, and Jean L'Ecuyer, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To acquire, print, publish, conduct and circulate or otherwise deal with any newspaper or newspapers or other publications, and generally to carry on the business of newspaper proprietors and general publishers;

2. To carry on the trade or business of general printers, lithographers, engravers, book-binders, booksellers, type founders, and advertising agents and the business of embossing, electrotyping, stereotyping, photo-engraving, manufacturing and dealing in paper boxes, stationery and labels;

3. To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise acquire and hold, use, own, introduce and sell, assign, lease or license on royalty or otherwise, or otherwise dispose of any copyright or right to reproduce, in any literary or other work capable of being copyrighted;

4. To solicit, obtain, prepare, compose, design, print, publish, issue and distribute advertisements and to conduct, carry on and maintain an advertising agency and to do all kinds of work incidental thereto;

5. To acquire immoveable property;

6. To carry on any other operations calculated to benefit its business;

7. To purchase or otherwise acquire the whole or part of the assets, property, privileges, contracts, rights, liabilities of any companies, partnerships, firms or persons carrying on any business connected with its own;

8. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, patent rights, trademarks, formulae, patents, grants, conferring any exclusive or limited rights to the use of any invention or process capable of being used for the purposes of its undertaking; and to use,

fectionner, céder ou transporter en tout ou en partie;

9. Conclure des contrats de toutes sortes avec toutes autres compagnies, sociétés, firmes ou personnes exerçant ou entreprenant, ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre des opérations similaires, ou de nature à favoriser l'expansion des affaires de la compagnie; avancer au besoin des fonds à cette fin, garantir des contrats; acquérir des actions et valeurs de toutes telles compagnies, les détenir, les vendre ou en disposer;

10. Acheter ou autrement acquérir des actions, débentures, obligations ou valeurs de toutes autres compagnies, les détenir, les vendre et en disposer;

11. Conclure des arrangements avec toute autorité fédérale, provinciale, municipale ou autre, qui seraient de nature à favoriser les objets de la compagnie, et obtenir ainsi des octrois, droits ou privilèges;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

13. Vendre ou aliéner, en tout ou en partie, l'entreprise de la compagnie, pour la considération qu'elle jugera convenable, et plus particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toutes autres compagies dont l'objet est similaire;

14. Rémunérer toutes autres compagnies, firmes ou personnes pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'actions du capital-actions de ces compagnies, de leurs débentures ou autres valeurs et généralement dans l'organisation et l'exploitation de telles compagnies et la conduite de leurs opérations;

15. Prélever et contribuer à prélever des fonds pour toutes autres compagnies avec lesquelles elle peut être en relations d'affaires ou dont les actions, débentures ou autres obligations sont détenues par elle, les aider au moyen de boni, prêts, endossements, garanties ou autrement, et plus particulièrement garantir le paiement du principal et des intérêts de débentures, ou autres intérêts, hypothèques et engagements de toutes semblables compagnies;

16. Prendre tous moyens propres à faire connaître les activités de la compagnie, par voie de publicité, achat et expositions d'œuvres d'art, ou d'intérêt, publication de livres et périodiques, octrois, de prix, récompenses et dons;

17. Vendre, hypothéquer, échanger, louer, aliéner ou autrement disposer de tous ou partie des biens meubles et immeubles de la compagnie;

18. Emettre et répartir des actions, obligations, débentures ou autres valeurs, entièrement libérées ou non du capital-actions de la compagnie en paiement total ou partiel de biens meubles ou immeubles acquis par la compagnie ou de services à elle rendus ou en échange des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

19. Partager entre ses actionnaires, en nature, espèces ou autrement tous biens ou actifs quelconques, y compris tout produit de la vente ou de l'aliénation de tels biens, et plus particulièrement d'actions, débentures ou autres valeurs qu'elle peut avoir la faculté d'aliéner, soit par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

improve, assign or transfer the same, in whole or in part;

9. To enter into contracts of all kinds with any other companies, partnerships, firms or persons carrying on or engage in, or about to carry on and engage in similar operations, or calculated to enhance the business of the company; to advance money for such purposes when required, to guarantee contracts; to acquire shares and securities in any such companies and to hold, sell or dispose of the same;

10. To buy or otherwise acquire shares, debentures, bonds or securities in any other company, to hold, sell or dispose of the same;

11. To enter into agreements with any authority, whether federal, provincial, municipal or otherwise which may be promote the purposes of the company and thus to obtain any grants, rights or privileges;

12. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

13. To sell or dispose of the whole undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having a similar purpose;

14. To remunerate any other companies, firm or persons, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the capital-stock of such companies or their debentures, or other securities, or generally in or about the formation or promotion of such companies or the conduct of their business;

15. To raise and assist in raising money for any other companies having business relations with the company or the shares, debentures or other securities of which are held by the company, to aid the same by way of bonus, loans, endorsements, guarantees or otherwise and more particularly, to guarantee the payment of capital and interest on debentures or other interest, hypothecs and liabilities of any such companies;

16. To adopt all proper means of making known the activities of the company, by way of publicity, purchase and exhibition of works of art or interests, publishing of books and periodicals, granting of prizes, rewards and donations;

17. To sell, hypothecate, exchange, lease, alienate or otherwise dispose of the whole or part of the company's moveable or immoveable property;

18. To issue and allot shares, bonds, debentures or other securities of the company's capital stock, whether fully paid-up or otherwise, in full, or part payment for any moveable or immoveable property acquired by the company or for services to it rendered, or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

19. To distribute among its shareholders, in kind, specie or otherwise, any property or assets whatsoever including any proceeds of th sale or disposal of such property, and more particularly, the shares, debentures or other securities which it may have power to alienate, whether such distribution be made by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided by Article 81 of the Quebec Companies' Act;

20. Acquitter à même les fonds de la compagnie ses frais de constitution en corporation ou d'organisation et généralement tous frais préliminaires;

21. Etablir des agences et succursales;

22. Placer et négocier, par résolution du bureau de direction, les deniers de la compagnie;

23. Solliciter toutes dispositions législatives, ordonnances, ou règlements de nature à promouvoir les intérêts de la compagnie; combattre toutes demandes ou procédures qui pourraient être de nature à nuire directement ou indirectement aux intérêts de la compagnie;

24. Accepter, et détenir des hypothèques, privilèges, charges et obligations pour garantir le paiement de tout ou partie du prix d'achat des biens de la compagnie, l'encaissement des créances qui lui sont dues, et vendre ou autrement aliéner les dits hypothèques, privilèges, droits et obligations;

25. Accomplir toutes autres choses qui peuvent tendre à la réalisation de l'objet et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

Il est statué qu'au cas où la compagnie passerait des contrats ou ferait affaires avec ses directeurs, ou avec toute firme dont ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association, dont ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés du fait que ces directeurs ayant intérêts dans le contrat passé ou les affaires transigées, auraient favorisé ce contrat ou la transaction de ces affaires, et les directeurs n'encourront non plus de responsabilité envers la compagnie, ses actionnaires ou créanciers, pourvu que leurs intérêts aient été préalablement déclarés lors du vote par eux donnés, sous le nom de "N. Wallot & Fils, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de mille actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq mille dollars ($5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2855-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

20. To pay out of the funds of the company the expenses of its incorporation or organisation, and generally, all preliminary expenses;

21. To establish agencies and branches;

22. To invest and deal with the moneys of the company, by resolution of the Board of Directors;

23. To apply for any legislative enactment, ordinance, or regulation, calculated to promote the interests of the company; to oppose any demands or procedures which may be deemed calculated, directly or indirectly, to prejudice the interests of the company;

24. To accept and hold hypothecs, privileges, charges and liens to guarantee the payment of the whole or any part of the purchase price of the company's property, the collection of claims due to it, and to sell or otherwise alienate the said hypothecs, privileges, rights and liens;

25. To do all other things which may be conducive to the attainment of the purposes and the exercising of the powers of the company;

And it is ordained that, in case the company enters into contracts or transacts business with its Directors, or with any firm of which its Directors are members or with any other company, corporation or association of which its Directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated by the fact that such Directors having an interest in the contract intered into, or the business transacted, may have favoured such contract or the transacting of such business, and the Directors, moreover, shall not incur any liability towards the company, its shareholders or creditors, provided their interest be previously disclosed at the time of the vote by them given, under the name of "N. Wallot & Fils, Limitée".

The amount of the capital stock of the company shall be one thousand shares without par or nominal value and the amount with which the company, will begin its operations is five thousand dollars ($5,000.00).

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2856 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Sullivan Club."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du quatrième jour de mai 1937, constituant en corporation sans capital-action: Armand Bouffard, hôtelier, Lionel Houle, commis et Wilbrod Grenier, épicier, tous de Sullivan, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

1. Former une association ou club dans le but de récréation, d'amusement pour le corps et l'esprit avec pouvoir d'obtenir et conserver une licence pour la vente de bières et vins et autres boissons alcooliques dont la vente est maintenant ou peut être dans l'avenir permise par la loi de cette province;

2. De prendre ou d'acheter toute autre entreprise de club ayant les fins de cette corporation et de faire à ce sujet tous les arrangements qui peuvent être requis;

"Sullivan Club."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fourth day of May, 1937, incorporating as a corporation without share capital: Armand Bouffard, hotelkeeper, Lionel Houle, clerk, and Wilbrod Grenier, grocer, all of Sullivan, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To form an association or club for the purpose of recreation and amusement both of body and mind, with power to obtain and keep a license for the sale of beer and wine and other alcoholic beverages, the sale whereof is now, or may in future be permitted by the laws of this Province;

2. To take or purchase any other club establishment having purposes similar to those of this corporation, and to enter into any agreements which may be made for such purpose;

3. Bâtir, acheter, louer, hypothéquer tout immeuble qui peut être requis pour les fins du club;

4. Signer, faire, accepter, escompter des lettres de change, et autres effets négociables;

5. De charger des honoraires d'initiation, des contributions ou autres aux membres et avoir le pouvoir d'emprunter de l'argent des membres ou de toute autre personne sur telle garantie et sous telles conditions qui peuvent sembler bon;

6. De donner à leurs membres tous les privilèges et avantages, commodités et accommodations habituels d'un club;

7. D'acquérir toute propriété personnelle que le dit club peut trouver avantageux de posséder et de revendre telle propriété personnelle dont ils peuvent ne pas avoir besoin pour les fins du club;

8. Détenir des actions ou parts dans d'autres compagnies et clubs ayant des fins identiques en tout ou en partie à celles de ce club;

9. De faire des négociations et arrangements avec les conseils municipaux ou autres autorités dans le but d'obtenir des privilèges ou contrats qui peuvent aider aux intérêts du club;

10. De maintenir et construire un restaurant, salle à manger et table de rafraichissement pour les membres du club;

11. Avoir le pouvoir de construire, promouvoir et organiser un club de hockey ou de base-ball, un champ de golf, un tennis, des allées de quilles, des salles de billards, une piscine, des combats de lutte et de boxe et des sports de toute sorte pour le bénéfice du club et ses membres et de faire toute chose utile et nécessaire ou jugée avantageuse pour atteindre l'un ou plusieurs des objets ci-énumérés ou qui peut de temps à autre être jugée utile, nécessaire ou avantageuse, pour le bénéfice de la corporation comme propriétaire ou comme partie intéressée en aucune propriété, sous le nom de "Sullivan Club".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars ($10,000.).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Sullivan, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
2857-o Sous-secrétaire de la Province.

3. To build, purchase, lease, hypothecate any real estate that may be required for the purposes of the club;

4. To draw, make, accept, discount, bills of exchange, and other negotiable instruments;

5. To charge initiation fees, contributions or otherwise to members, and also to have power to borrow money from members or any other person on such security and under such terms that may deemed expedient;

6. To supply its members with all the usual privileges and advantages, conveniences and accommodations of a club;

7. To acquire any personal property which the said club may find it desirable to own, and to resell such personal property that they may not require for their purposes;

8. To hold stock or shares in other companies and clubs having purposes in whole or in part similar to those of this club;

9. To enter into negotiations and agreements with any Municipal Councils or other authorities for the purpose of obtaining any privileges or contracts capable of being conducive to the interests of the club;

10. To maintain and conduct a restaurant, dining room, and refreshment booth for the members of the club;

11. To have the power to build, promote and organize hockey or baseball clubs, golf links, tennis courts, bowlings alleys, billiard rooms, swimming baths, wrestling and boxing matches and sports of every kind for the benefit of the club and of its members, and to do anything which may be useful and necessary, or deemed conducive to the attainement of any or many of the purposes herein enumerated, or which may, from time to time, be deemed useful, necessary or conducive to the benefit of the corporation, as proprietor, or as interested party in any property, under the name of "Sullivan Club".

The amount to which the annual revenues from the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars ($10,000.00).

The head office of the company, will be at Sullivan, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
2858 Assistant Provincial Secretary.

"Victor C. Soucisse & Compagnie, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du huitième jour de mai 1937, constituant en corporation: Jacques Patenaude, avocat, Berthe Allaire, et Germaine Deschamps, sténographes, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer comme principal ou agent, un commerce général d'annonces et de publicité sous toutes ses formes;

Agir comme agents spéciaux pour des syndicats de nouvelles, des éditeurs et des imprimeurs et fournir des articles et nouvelles par télégraphe ou autrement aux journaux;

Exercer le commerce d'imprimeur, de publiciste, d'éditeur et de libraire;

"Victor C. Soucisse & Compagnie, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honours the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eighth day of May, 1937, incorporating: Jacques Patenaude, advocate, Berthe Allaire and Germaine Deschamps, stenographers, both spinsters of age and in use of their rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, as principal or agent, a general advertisement and publicity business, in all the branches thereof;

To act as special agents for news syndicates, publishers and printers and to supply articles and news to newspapers, by wire or otherwise;

To carry on business as printer, publisher, editor and stationer;

Pour les fins de ce commerce de publicité et d'annonces, manufacturer, construire, acheter de quelque façon que ce soit, vendre, louer, se servir, distribuer et disposer de toutes façons de mécanismes, de moyens et d'innovations de toutes sortes se rattachant au commerce d'annonces et de publicité;

Agir, acquérir, vendre, disposer et louer des espaces dans des magazines, des périodiques, des revues et d'autres publications pour les fins d'annonces et de publicité;

De transiger de toutes façons dans le but d'insérer et de publier des annonces dans ces magazines, périodiques, journaux, revues et autres publications;

Construire, acheter, louer, faire l'acquisition, vendre des panneaux-réclame et toutes autres constructions, endroits ou emplacements propices à l'annonce et à la publicité;

Acquérir, opérer et vendre des franchises, des droits, des contrats, des patentes et des privilèges dans un but d'annonces et de publicité;

Construire, acheter, louer ou acquérir de toutes façons, des édifices, bureaux, maisons, manufactures, machines, fonds de commerce et toutes autres choses nécessaires et utiles aux fins de la compagnie;

D'acheter ou autrement acquérir des droits et intérêts en tout ou en partie dans une société, raison commerciale ou compagnies faisant un commerce semblable ou connexe à celui de la compagnie, sous le nom de "Victor C. Soucisse & Compagnie, Incorporée", avec un capital total de cinquante mille dollars ($50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent dollars ($100.) chacune dont deux cent cinquante (250) privilégiées, ces actions privilégiées porteront intérêt ou dividende à 6% payable annuellement à une date à être fixée par le bureau de direction, mais ne seront pas cumulatives. Les détenteurs des dites parts privilégiées n'auront pas le droit de vote.

Cependant, si la compagnie est en défaut de payer l'intérêt ou le dividende mentionné au paragraphe précédent une seule fois, les dits détenteurs des parts privilégiées acquerront de ce fait le droit de vote comme les détenteurs des actions ordinaires;

La compagnie se réserve le droit en tout temps de racheter les dites parts préférentielles en payant une indemnité de 5% et en donnant au détenteur des dites parts privilégiées un avis d'un mois de tel rachat.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2859-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

For the purposes of the said publicity and advertisement business, to manufacture, build, purchase in any manner whatsoever, sell, lease, use, distribute and in any way dispose of any mechanism, means and innovations of any kind, incidental to the advertisement and publicity business;

To use, acquire, sell, dispose of and lease spaces in magazines, periodicals, reviews and other publications, for advertising and publicity purposes;

To carry on any dealings for the purpose of inserting and publishing advertisements in such magazines, periodicals, newspapers reviews and other publications;

To build, purchase, lease, acquire, sell, billboards and other constructions, premises or emplacements, suitable for advertisement and publicity;

To acquire, operate and sell any franchises, rights, contracts, patents and privileges for advertisement and publicity purposes;

To build, purchase, lease or in any manner acquire buildings, offices, houses, factories, machines, stock-in-trade and any other things which may be necessary and useful for the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire any rights and interest, in whole or in part, in any partnership, commercial firm or company carrying on a business similar or allied to that of the company, under the name of "Victor C. Soucisse & Compagnie, Incorporée", with a total capital stock of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars ($100.00) each, of which, two hundred and fifty (250) preferred shares, said preferred shares bearing interest or dividend at 6% payable annually at a date to be fixed by the Board of Directors, but said shares shall not be cumulative. The holders of the said shares shall not be entitled to vote.

However, ift he company be once in default in the payment of the interest or dividend mentioned in the preceding paragraph, the said holders of preferred shares shall, by such default, acquire voting right same as the holders of the common share;

The company shall reserve the right of redeeming, at any time, the said preferred shares, by the payment of a bonus of 5% and by giving to the holder of the said preferred shares, one month's notice of such redemption.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2860 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Clark Evans, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1937, constituant en corporation: Pierre-Amable Badeaux, avocat et Conseil en Loi du Roi, Emile Massicotte, notaire, et Margaret Ellen Cox, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

a) Exercer le commerce d'entrepreneur général et conclure des contrats en rapport avec tel com-

"Clark Evans, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fifth day of May 1937, incorporating: Pierre Amable Badeaux, advocate and King's Counsel, Emile Massicotte, notary, and Margaret Ellen Cox, spinster, stenographer, all of the city of Montréal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

a) To carry on the business of general contractor and to enter into any contracts in relation to,

merce, et ériger, construire et maintenir, modifier, réparer, démolir et restaurer, soit seule ou conjointement avec toute autre compagnie ou personne, des travaux de toute description y compris des quais, docks, chemins de fer, tramways, canaux, routes, ponts, entrepôts, usines, moulins, moteurs, machineries, voitures et wagons de de chemins de fer, navires, vaisseaux et avions de toute description, usines à gaz, usines électriques, services hydrauliques, systèmes de drainage et d'égout et édifices de toute description et exercer pour les fins susdites le commerce d'une compagnie de construction en général et passer des contrats pour la construction de travaux publics et privés;

and to erect, construct and maintain, alter, repair, pull down and restore, either alone or jointly with any other company or person, work of all description including wharves, docks, railways, tramways, waterways, roads, bridges, warehouses factories, mills, engines, machinery, railway, carriages and wagons, ships, vessels and airplanes of every description, gas works, electric works, waterworks, drainage and sewerage works and buildings of every description and to carry on for the purposes aforesaid the business of a general construction company and contract for the construction of works, public and private;

b) Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter ou autrement négocier et faire le commerce de camions, tracteurs, autocars, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et toutes pièces utilisées dans la construction d'iceux ainsi que des moteurs, engins, machinerie de toutes sortes, et accessoires et appareils électriques et exercer un commerce général d'atelier de réparation et de garage;

b) To import, export, buy, sell, lease, rent or otherwise deal in and deal with motor trucks, tractors, motor cars, automobiles, conveyance of all kinds and all parts used in the construction thereof, as well as motors, engines, machinery of all kinds, and electric accessories and supplies and to carry on a general machine shop, general repair and garage business;

c) Agir comme voituriers, camionneurs, agents de transport et expéditeurs par terre et par eau, marchands et entreproseurs pour entreposer et emmagasiner des produits, matériels, articles, effets et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporations;

c) To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, merchants and warehousemen to warehouse and store products, materials, goods, wares and merchandise for other persons, firms, companies and corporations;

d) Acheter ou autrement acquérir tous terrains, édifices, maisons, bureaux, boutiques et dépendances et machineries à demeure fixe et mobilières, engins, bouilloires, usines, outillage, modèles et fonds de commerce qui peuvent être convenables au négoce ou commerce d'entrepreneurs, ingénieurs, fondeurs, forgerons ou machinistes;

d) To purchase or otherwise acquire any lands, buildings, houses, offices, workshops and premises and fixed and moveable machinery, engines, boilers, plants, implements, patterns and stock-in-trade convenient to be and in or about the trade or business of contractors, engineers, founders, smiths or machinists;

e) Acquérir par achat, louage, échange, ou autrement du terrain, des bâtisses et des propriétés immobilières d'aucune tenue ou description, et aucun droit ou intérêt afférent, et aucuns droits attachés ou connexes, à icelles et les faire valoir comme on le croira bon, et particulièrement en les disposant en lots à bâtir, en construisant et reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant, et entretenant des bureau, logements, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, structures et commodités de toute espèce, comprenant plus particulièrement des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes, et corporations qui requièrent un local pour bureaux magasins, banque, restaurant, fins industrielles ou autres, aussi en consolidant ou en reliant, en subdivisant les propriétés, en les louant, exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situées tel que susdit appartenant ou non à la compagnie, percevoir les loyers et revenus, et fournir aux locataires, occupants et autres des rafraîchissements, les soins, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, étables, ainsi que d'autres avantages, services et accessoires, selon leur profession ou occupation;

e) To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, land, buildings and immoveable property of any tenure or description, and any estate or interest therein, and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing and reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including more particularly buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for offices, stores, banks, restaurants, manufacturing or other commercial purposes, and by consolidating or connecting or subdividing properties, and by leasing, operating and disposing of the same; and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants, occupiers and others, refreshments, attendance, messengers, light, waiting-rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies, according to their profession or business;

f) Transiger toutes sortes d'opérations d'agences, négocier les prêts, trouver des placements exercer le commerce de capitalistes, financiers, courtiers et agents de manufacturiers, acheter ou autrement acquérir, vendre, aliéner et faire le commerce de propriétés réelles et personnelles de toutes sortes et particulièrement de terrains, actions, parts, débentures, valeurs, créances, et tout intérêt dans les propriétés réelles ou personnelles et toutes réclamations contre ces pro-

f) To trasnact all kinds of agency business, to negotiate loans, to find investments, to carry on business as capitalists, financiers, brokers and manufacturers' agents; to purchase or otherwise acquire, sell, dispose of and deal in real and personal property of all kinds, and in particular lands shares, stocks, debentures, securities, book debts, and any interest in real or personal property and any claims against such property or against any person or company; to advance money on the

priétés ou envers toute personne ou compagnie; faire des avances de deniers sur la garantie de parts, connaissements, récépissés d'entrepôt, droits éventuels, coupons et autres valeurs ou documents négociables ou transférables ou non négociables; souscrire, souscrire éventuellement à forfait, émettre à commission ou autrement, prendre, détenir et faire le commerce d'actions et valeurs de toutes sortes; exercer le commerce de promoteur et former, constituer, promouvoir aider et contrôler des compagnies et entreprises;

g) Faire des avances au moyen de prêts pour fins de construction ou autres améliorations aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie et aider au moyen d'avances ou autrement à la construction de chemins, rues, ponts, trottoirs, aqueducs, égouts, une ou des usines génératrice de lumière ou autres améliorations jugées susceptibles de rendre plus faciles d'accès les propriétés de la compagnie ou d'augmenter leur valeur;

h) Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute partie des propriétés de la compagnie vendues par la compagnie ou de toutes sommes de deniers dues à la compagnie par les acheteurs ou avancées par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres améliorations; donner une décharge partielle et finale, accorder mainlevée d'hypothèque avec ou sans considération;

i) Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou des produits de la compagnie;

j) Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

k) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaire ou convenables pour les fins de son commerce et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

l) Acquérir ou se charger de la totalité où d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de tout individu, société, ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions acquittées ou obligations ou les deux en paiement du prix d'achat d'iceux;

m) Promouvoir et devenir actionnaire de toute compagnie ou compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et des engagements de la compagnie ou pour toute autre fin de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et se porter garant du paiement du principal, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, les titres, les obligations,

security of stocks, bills of lading, warehouse receipts, choses in action, coupons and other negotiable or transferable or non-negotiable securities or documents; to subscribe for, underwrite, issue on commission or otherwise take, hold and deal in shares and securities of all kinds; to carry on business as promoters and to form, constitute, float, assist and control companies and undertakings;

g) To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to purchasers or lessees of any part of the Company's property, and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, bridges, sidewalks, waterworks, sewers, lighting plant or plants and other improvements calculated to render the Company's property more accessible or enhance its value;

h) To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price or any part of the Company's property sold by the Company or any money due to the Company from purchasers, or advances made by the Company to purchasers for building purposes or other improvements; give partial and final discharge and grant main-levée of hypothec without or with consideration;

i) To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

j) To apply for, purchase or otherwise acquire any trademarks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

k) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights of privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

l) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized on or possessed of property suitable for the purposes of the Company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

m) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other

les débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par toute compagnie semblable;

n) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, ou des dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation de faire ou d'exercer, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cesdites personnes, sociétés, associations ou compagnies, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

o) Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, titres ou autres valeurs de toute compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant un commerce qui pourrait être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les vendre ou en disposer autrement;

p) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'exercer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

q) Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation;

r) Placer et disposer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera décidée de temps à autre;

s) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures, ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

t) Se consolider ou fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

u) Louer, vendre ou céder autrement l'industrie, les biens ou entreprises de la compagnie ou une partie quelconque desdits biens pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

v) Emprunter tout montant ou tous montants d'argent dont on pourra avoir besoin sur le crédit de la compagnie, et en garantie, émettre des obli-

securities of and the performance of contracts by any such company;

n) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about the carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

o) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

p) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

q) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise and endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

r) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

s) To distribute in specie or otherwise by way of dividends legally declared out of the net profit of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Companies Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company of the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

t) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

u) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

v) To borrow any sum or sums of money as may be needed on the credit of the company, and as security, to issue bonds, debentures,

gations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, et les nantir ou les vendre pour tels montants ou à tels prix qui seront jugés convenables, ou encore hypothéquer, gager ou nantir les biens mobiliers ou immobiliers que la compagnie possède en aucun temps;

w) Faire telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Clark Evans Incorporated", avec un capital-total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.)) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,
2861 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

debenture stock or other securities of the company, and to pledge or sell the same for such sums or for such prices as may be deemed expedient, or again to hypothecate, mortgage or pledge the movealbe or immoveable properties owned at any time by the said company;

w) To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Clark Evant Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,
2862—o Acting Assistant Provincial Secretary

"Crossby, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1937, constituant en corporation: Francis Curzon Dobell, avocat, Eva Thelma Norman et Isabel May Bush, filles majeures, sténographes, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Faire le commerce de bailleurs de fonds, de capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales, mercantiles et autres, et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucun des objets de cette compagnie ou calculées pouvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

(*b*) Souscrire, conditionnellement ou non, garantir, vendre à commission ou autrement prendre, détenir, trafiquer et convertir des valeurs, actions et valeurs de toutes sortes, et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération, avec tout individu, société ou compagnie, et promouvoir et aider à la promotion, et organiser des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes, dans le but d'acquérir toute propriété ou entreprise et engagements de cette compagnie ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou pour toutes autres fins que la compagnie croirait avantageuses;

(*c*) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(*d*) Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

(*e*) Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agences et, en particulier, agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert de bons, débentures ou actions ou autres valeurs et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriétés,

---

"Crossby, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eleventh day of May, 1937, incorporating: Francis Curzon Dobell, advocate, Eva Thelma Norman and Isabel May Bush, spinsters of the full age of majority, Stenographers, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

(*b*) To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, sell on commission or otherwise take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting, and to organize companies, syndicates or pertnerships of all kinds for the purpose of acquiring any property or any undertaking and liabilities of this or any other company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof or for any other purpose which this company may think expedient;

(*c*) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*d*) To receive money on deposit, at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds, upon such terms as may be arranged;

(*e*) To transact or carry on all kinds of agency business and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including busines

comprenant la clientèle et les entreprises, et généralement transiger et entreprendre toutes sortes d'agences d'affaires, soit pour fins commerciales, industrielles ou financières;

(*f*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou autres valeurs en paiement du prix d'achat;

(*g*) Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

(*h*) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies, pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(*i*) Placer ou attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

(*j*) Distribuer les biens de la compagnie entre ses membres, au moyen de dividendes déclarés légalement à même les surplus de la compagnie;

(*k*) S'unir ou se joindre à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*l*) Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement, pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(*m*) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

(*n*) Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

(*o*) Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires,

concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

(*f*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares, bonds or other securities for the payment of the purchase price thereof;

(*g*) To enter into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*h*) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*i*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

(*j*) To distribute any assets of the company among its members by way of dividend legally declared out of the surplus of the company;

(*k*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(*l*) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*m*) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

(*n*) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to, or any money borrowed for the purposes of the company;

(*o*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or other-

agents ou autres et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

(*p*) Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu que tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions, sous le nom de "Crossby, Inc.".

Le capital total de la compagnie consistera en quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair.

Le montant du capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations sera d'au moins vingt mille dollars ($20,000.00). La répartition et l'émission des dites actions sans valeur nominale ou au pair seront faites pour la considération qui sera de temps à autre déterminée par le bureau de direction.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Québec, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2863 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Dorcu Mines, Limited".

(Libre de responsabilité personnelle.)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformement à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour de mai 1937, constituant en corporation: Gordon Cambron Austin, gérant, William Collard, vendeur, George Gordon Bradshaw et Alexander Robertson Cochrane, tous deux avocats, et Sarah Gair, secrétaire, fille majeure, tous de Toronto, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appa-

wise and either alone or in conjunction with others;

(*p*) And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are share holders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided that such interest is disclosed to other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction. No director or directors having such adverse interests shall be liable to the company or to any shareholder or creditor thereof, or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon, under the name of "Crossby, Inc.".

The capital stock of the company shall consist of four thousand (4,000) shares without nominal or par value.

The amount of capital with which the company, will carry on its business shall be at least twenty thousand dollars ($20,000.00). The allotment and issue of the said shares without nominal or par value shall be made for such consideration as may from time to time be fixed by the Board of Directors.

The head office of the company, will be in the city of Quebec, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2864-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Dorcu Mines, Limited".

(No personal liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2 chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the thirteenth day of May, 1937, incorporating Gordon Cambron Austin, manager, William Collard, salesman, George Gordon Bradshaw and Alexander Robertson Cochrane, both solicitors and Sarah Gair, secretary, spinster of full age of majority all of Toronto, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein mechanical con-

reils mécaniques, des droits brevetés d'invention, ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celle dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (chapitre 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils, et appareils requis par la compagnie, ou par ses ouvriers ou employés;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Emettre, recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toutes personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de la Loi des Compagnies minières de Québec, et les payer en tout ou en partie en actions libérées, si telle personne, ou compagnie y consentent, et se charger des dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont nécessaires à ceux précités ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

La compagnie sera administrée par un Bureau de neuf directeurs qui seront élus à la première assemblée générale des actionnaires de la compagnie;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Dorcu Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital-total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la ville de La Sarre, district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
2865 Sous-secrétaire de la Province.

"Hatch & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1937, constituant en corporation: Kelvin Gordon Hatch, marchand, John McClinchey Home, avocat, et Jean-Baptiste Brown, comptable, tous de la cité de Québec, Province de Québec, dans les buts suivants:

a) Exercer les opérations comme marchands faisant affaires dans toutes les classes de marchandises qui se trouvent ordinairement chez les bijoutiers, orfèvres, horlogers, fabricants d'hor-

4

trivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under the Quebec Mining Companies' Act, and pay for the same, in whole or in part, if such person or company consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those abovementioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The company shall be managed by a board of nine directors to be elected at the first general meeting of the shareholders of the company;

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Dorcu Mines, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.-00), divided into three million (3,000,000) shares of the par value of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at the town of La Sarre, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
2866—o Assistant Provincial Secretary.

"Hatch & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the first day of May, 1937, incorporating: Kelvin Gordon Hatch, merchant, John McClinchey Home, solicitor, and Jean Baptiste Brown, accountant, all of the city of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on business as merchants dealing in all classes of merchandise usually carried in stock by jewellers, silversmiths, watchmakers, clockmakers as well as dealers in all material,

loges ainsi que négociants de tous matériaux, outils, machineries, accessoires, fourniture, pièces et outillage incidents aux dites occupations;

b) Manufacturer les objets sus-énumérés, leurs pièces ou les matériaux qu'ils contiennent;

c) Agir comme agents pour d'autres marchands ou manufacturiers dans aucune des marchandises sus-mentionnées;

d) Exercer toutes autres industries ou activités qui sembleront à la compagnie susceptibles d'être exercées en même temps que l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

e) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens personnels ou réels ou tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

f) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

g) Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou ses obligations, débentures ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel pour toute entreprise, propriété, droits ou privilèges ou titres, actions, obligations, débentures ou autres valeurs et rémunérer, soit en deniers comptants, ou en actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou avec ses obligations, débentures ou autres valeurs, toute personne, compagnie ou syndicat, pour dépenses contractées et services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou relativement à la formation et à l'organisation de la compagnie ou en rapport avec la conduite de ses opérations;

h) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, aucune autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

i) Placer et négocier les deniers disponibles de la compagnie, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

j) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

k) Exercer tout autre commerce ou autre activité que les directeurs croiront devoir être incidents ou avantageux à la réalisation des objets de la compagnie, ou qu'ils croiront susceptibles d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie.

CONTRATS AVEC LES DIRECTEURS

Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses

tools, machinery, supplies, furniture, fixtures and equipment of and incidental to the said occupations;

b) To manufacture the goods above referred to, parts thereof or materials contained therein;

c) To act as agents for other dealers or manufacturer in any of the above mentioned merchandise;

d) To carry on any other business or activity which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

e) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

f) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

g) To issue and allot fully paid or partly paid up shares of the company's capital stock or its bonds, debentures or other securities in payment or part payment for any undertaking, property rights or privileges, or stock, shares, bonds, debentures, or other securities, and to remunerate, either in cash or in fully or partly paid up shares of the company's capital stock or in its bonds, debentures or other securities, any person, company or syndicate for expenses incurred and services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in connection with the conduct of its business;

h) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities, or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

i) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

j) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

k) To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

CONTRACTS WITH DIRECTORS

In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any other corporation or association of which one or more of its directors are

directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs a ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire, soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs affectés par tel contrat ou transaction, sous le nom de "Hatch & Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2867 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Hatch & Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2868-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Maska Theatre Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1937, constituant en corporation: Henry Noel Chauvin, Jean Martineau, tous deux avocats et Conseils en loi du Roi, et Frank Bernard Chauvin, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

(1) Eriger, construire, posséder, louer, arrenter et exploiter des théâtres, cinémas, vaudeville et autres genres de maisons de divertissements et exercer généralement d'une manière quelconque le commerce ayant pour objet de divertir ou de récréer le public;

(2) Manufacturer, produire, acheter, vendre, échanger ou autrement faire le commerce, donner à bail, louer, utiliser, réparer et entretenir des théâtres, scènes, effets, actes pièces, machinerie, appareils, vues animées, vues animées parlantes et les sons simultanés aux vues et les films pour iceux, chants, musique, plaques illustrées pour le chant ou autres fins, machines de vues animées et parlantes, pianos, pianos automatiques, phonographes, boîtes automatiques, silhouettes, gaz calcium et autres, machines de projection, réhostats, machines à imprimer et accessoires de toutes sortes se rapportant au commerce de la compagnie;

(3) Exercer toutes autres industries (manufacturières ou autres) qui sembleront à la compagnie susceptibles d'être convenablement exercées en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(4) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(5) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter

"Maska Theatre Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1937, incorporating: Henry Noel Chauvin, Jean Martineau, both advocates and King's Counsel, and Frank Bernard Chauvin, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes:

(1) To erect, construct, own, lease, hire and operate theatres, moving picture theatres, vaudeville and other forms of amusement house and generally to carry on any manner of business having for its object the entertainment or amusement of the public;

(2) To manufacture, produce, buy, sell, exchange or otherwise deal in, let, lease, utilize, repair and maintain theatres, sceneries, goods, acts, plays, machineries, apparatus, moving pictures, talking moving pictures and synchronized sound pictures and films therefor, songs, music, illustrated slides for songs or other purposes, motion and talking machines and pictures, pianos, automatic pianos, phonographs, automatic boxes, shadow works, calcium and other gases, projecting machines, rheostat, printing machines and accessories of all kinds connected with the business of the company;

(3) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(4) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(5) To apply for, purchase or otherwise acquire any patent, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to

directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

(6) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou trasnaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

(7) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblabes à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(8) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(9) Établir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et, à cet effet, accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(10) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(11) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens personnels et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

(12) Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des chemins, routes, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie directement ou indirectement, y contribuer, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

(13) Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

(14) Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change,

benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(6) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(7) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(8) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(9) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit, employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

(10) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(11) To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, or stock-in-trade;

(12) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(13) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(14) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange,

connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(15) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(16) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, exercer et exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

(17) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes conformément aux lois des pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie de toutes procédures dans tout procès ou poursuite;

(18) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(19) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesse, endossement, garantis d'obligations, débentures, ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie aurait des relations d'affaires et garantir la réalisation des contrats par toute telle compagnie ou corporation, ou par toute telle personne ou personnes;

(20) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et reveues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

(21) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

(22) Payer tous les frais occasionnés pour procurer la charte de constitution en corporation ou en rapport avec la formation et l'organisation de la compagnie;

(23) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(24) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Maska Theatre Co., Ltd.", avec un capital-total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix dollars ($99,990.00), divisé en neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (9,999) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2869

bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(15) To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(16) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute toward carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(17) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(18) To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(19) To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(20) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

(21) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(22) To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organization of the company;

(23) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(24) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Maska Theatre Co., Ltd.", with a total capital stock of ninety-nine thousand nine hundred and ninety dollars ($99,990.00), divided into nine thousand nine hundred and ninety-nine (9,999) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company, will be at Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

2870-o

"Mayfair Club".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1937, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Dufort, Paul-Hubert Pellerin, avocat, et A.-Leo Brunet, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

a) Promouvoir, organiser, conduire et gérer en cette province un club social, et promouvoir le bien-être de ses membres, avec le pouvoir de faire et adopter une constitution et des règlements, règles et réglementations pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres et pour leur gouverne et pour l'établissement de différentes classes de membres et pour la perception des cotisations et honoraires et pour l'élection et la nomination de ses directeurs et autres officiers et définir leurs devoirs, et pour la sauvegarde et la protection de ses propriétés et fonds, et en général réglementer, gérer et préserver ses propriétés et intérêts et, de temps à autre, modifier, révoquer, abroger et varier telle constitution, tels règlements, règles et réglementations ou aucun d'eux;

b) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la corporation ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente corporation jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

c) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle et tous les droits ou privilèges que la corporation jugera nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations;

d) Pourvoir une maison de club et autres accommodations pour l'usage des membres de la corporation (que le nom du dit club reste le même ou qu'il soit changé dans la suite), et de tout club qui pourrait être établi dans la suite, et les meubler et les entretenir et en permettre l'usage aux membres du dit club et à leurs invités, soit à titre gratuit ou aux termes qui seront convenus de temps à autre et s'il est jugé convenable, maintenir et conduire un club et promouvoir des relations sociales et amicales entre ses membres, ou gérer les affaires du club, ou aucune d'elles, et généralement faire tout ce qui semblera le mieux pour promouvoir les intérêts du club, et en particulier prêter de l'argent ou subventionner le club, garantir ses dettes, acheter tous ou aucun de ses biens, et assumer et payer aucune de ses obligations;

e) Fournir généralement aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages, commodités et accommodation ordinaires d'un club;

f) Posséder et exploiter un restaurant, café, salle de rafraîchissements, pour l'accommodation des membres du club et de leurs amis;

g) Pourvoir des cabinets de lecture, d'écriture et de journaux, bibliothèques;

h) Obtenir et exploiter conformément aux lois de cette province, un permis de club et un permis de restaurant pour vendre la bière et le vin;

i) Vendre ou céder l'entreprise de la corporation ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la corporation croira convenable, et en particulier pour les actions, débentures ou

"Mayfair Club".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1937, to incorporate as a corporation without share-capital: Jean Dufort, Paul Hubert Pellerin, advocates, and A. Leo Brunet, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

a) To promote, organize, conduct and manage in this province a social club and to promote the welfare of the members thereof, with power to make and adopt a constitution and by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government, and for the establishing of different classes of membership, and for the collection of fees and dues, for the election and appointment of its directors and other officers, and to define their duties, and for the safekeeping and protection of its property and funds, and in general to regulate, manage and preserve its property and interests, and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such constitution, by-laws, rules and regulations or any of them;

b) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the corporation's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the corporation may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

c) To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise, acquire, any real or personal property, or any rights or privileges, which the corporation may think necessary or convenient for the purposes of its operations;

d) To provide a club house and other conveniences for the use of the members of the corporation (whether the name of such club remains the same or may hereafter be changed), and of any club that may be established in succession thereto, and to furnish and maintain the same, and to permit the same to be used by members of the said club and their guests, either gratuitously or upon such terms as may from time to time be agreed upon, and if thought fit to maintain and conduct club and promote social and friendly intercourse among its members, or to manage the affairs of the club, or any of them, and generally to do whatever may seem best calculated to promote the interests of the club, and in particular to lend money to or subsidize the club, guarantee its debts, purchase any or all of its assets, and assume and pay any of its liabilities;

e) To generally afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club;

f) To possess and operate a restaurant, cafe, refreshment room, for the accommodation of the members of the club and their friends;

g) To provide for reading, writing, and newspaper room, libraries;

h) To obtain and operate in compliance with the law of this province a club license, and a restaurant license for the sale of beer and wine;

i) To sell or dispose of the undertaking of the corporation or any part thereof, for such consideration as the corporation may think fit, and in particular for shares, debentures or securities

valeurs de toute autre corporation dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la corporation;

j) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Mayfair Club";

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars ($10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2871 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Sun Leather Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'avril 1937, constituant en corporation: Michael Greenblatt, Samuel Godinsky, avocats, Edward Isaac Roll, comptable agréé, Joseph Lyon Roll, teneur de livres, et Berthe Fontaine, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Tanner, exploiter une tannerie, manufacturer, traiter, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de peaux vertes, peaux et cuir de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, tanner, traiter, acheter et vendre des marchandises de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, traiter ou tanner ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de peaux vertes, peaux, cuir et articles semblables;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun com-

of any other corporation, having objects altogether, or in part, similar to those of the corporation;

j) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Mayfair Club".

The amount to which are limited the immoveable property which the corporation may possess is ten thousand dollars ($10,000.00).

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2872-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Sun Leather Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of April, 1927, incorporating: Michael Greenblatt, Samuel Codinsky, advocates, Edward Isaac Roll, chartered accountant, Joseph Lyon Roll, bookkeeper, and Berthe Fontaine, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To tan, operate a tannery, manufacture, process, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with hides, skins and leather of every sort; to carry on the business of manufacturing, tanning, processing, buying and selling of merchandise of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, process or tan or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of hides, skins, leather and similar goods;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being

merce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour toute considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercice, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures, ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminée.

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Sun Leather Corporation", avec un capital-total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($199,000.00), divisé en dix-neuf mille neuf cents (19,900) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour d'avril 1937.

ARMAND VIAU,

2873 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage, or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Sun Leather Corporation", with a total capital stock one hundred and ninety nine thousand dollars ($199,000.00), divided into nineteen thousand nine hundred (19,900) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of April, 1937.

ARMAND VIAU,

2874-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Windsor Bridge Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1937, constituant en corporation sans capital-actions: Samuel E. Manolson, vendeur, de la cité de Westmount, Harry L. Sourkes, manufacturier, de la cité d'Outremont, et Georges Balmanno, comptable, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir, maintenir et conduire un club social pour fins de divertissements et récréation de ses membres et de leurs amis, procurer aux dits membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages et accommodations généralement reçus dans un club, et promouvoir des relations amicales et sociales entre eux;

Promouvoir et organiser des jeux de toutes sortes et louer, exploiter et donner aux membres du club des vues animées et organiser des concerts, conférences et autres attractions de nature semblable;

Solliciter, obtenir et exploiter un permis pour la vente du vin, bière et autres breuvages, sujet aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooiliques de Québec;

Promouvoir, organiser, conduire et gérer une

"Windsor Bridge Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eleventh day of May, 1937, to incorporate as a corporation without share-capital: Samuel E. Manolson, salesman, of the city of Westmount, Harry L. Sourkes, manufacturer, of the city of Outremont, and Georges Balmanno, accountant, of the city of Verdun, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a Social Club for the purposes of amusement and recreation of its members and their friends, to provide for such members and their friends all privileges, advantages and accommodations generally received in a club, and to promote friendly and social intercourse between them;

To promote and carry on games of all sorts, and to lease, operate and exhibit to the members of the club, moving pictures and organize concerts, lectures and other attractions of a like nature;

To apply for, obtain and operate a license for the sale of wine, beer and other beverages subject to the provisions of the Quebec Alcoholic Liquor Act;

To promote, organize, conduct and manage

académie pour l'enseignement de jeux de cartes en général, et plus particulièrement le jeu de Bridge;

Acquérir et détenir des biens immobiliers qui peuvent être nécessaires à ses fins et les vendre, louer, hypothéquer, gager et autrement les aliéner;

Adopter et faire des règlements, règles et réglementation pour l'admission, suspension et expulsion de ses membres et pour leur gouverne ainsi que pour l'administration et la gestion en général des affaires du Club, pourvu, toutefois, que le club puisse de temps à autre amender, modifier, révoquer et changer en tout ou en partie tels règlements, règles et réglementations;

Pourvoir un revenu au moyen de prix d'admission, honoraires annuels et autres souscriptions ou cotisations et charges pour l'usage des biens du club, avec pouvoir d'établir différentes classes de membres et de déterminer leurs droits et privilèges;

Faire toutes autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation d'aucun des objets susdits, sous le nom de "Windsor Bridge Club, Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur du revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut détenir, est de cinq mille dollars ($5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2875 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

an Academy for teaching games of cards generally, and more particularly the game of Bridge;

To acquire and hold the immovable property that may be necessary for its purposes and to sell, lease, hypothecate, mortgage and otherwise alienate the same;

To adopt and enact by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members and for their government as well as for the administration and general management of the affairs of the club, provided, however, that the club may from time to time amend, modify, repeal and alter in whole or in part, such by-laws, rules and regulations;

To provide a revenue by means of admission fees, annual dues and other subscriptions or assessments and charges for the use of the property of the club, with power to establish different classes of members and to determine their rights and privileges;

To do all other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Windsor Bridge Club, Inc.".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is five thousand dollars ($5,000.00).

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2876-o Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"J. Matlin, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30, 47 et suivants, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du troisième jour de mai 1937, à la compagnie "J. Matlin, Limited", ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, à savoir:

Que le capital autorisé de la compagnie "J. Matlin, Limited", soit augmenté d'un capital autorisé de $15,000.00 d'actions privilégiées, divisé en 150 actions privilégiées de $100.00 chacune, privilégiées tant qu'au capital avec intérêt à 7%, rachetables à $100.00 l'action, cumulatives et sans droit de vote et 1000 actions de la classe "A", sans valeur nominale ou au pair, étant des actions avec droit de vote, un vote par action, à ce qui suit:

(*a*) $35,000.00 divisé en 350 actions privilégiées de $100.00 chacune, privilégiées tant qu'au capital avec intérêt à 7%, rachetables à $100.00 l'action, cumulatives et sans droit de vote;

(*b*) 1000 actions de la classe "A", sans valeur nominale ou au pair, qui seront des actions avec droit de vote, un vote par action.

Que les dites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié, cumulatif, sans droit de vote au taux de 7%, payable annuellement sur les actions privilégiées émises et acquittées à compter de la date de la dite émission avant qu'aucun dividende ne soit déclaré et payé sur les actions ordinaires de la compagnie;

Supplementary Letters Patent

"J. Matlin, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1937, to the company "J. Matlin, Limited", ratifying a by-law, increasing its capital, as follows, to wit:

That the authorized capital of "J. Matlin, Limited", is increased from an authorized capital of $15,000.00 preference shares, divided into 150 preference shares of $100.00 each, preferred as to capital with interest at 7%, redeemable at $100.00 a share, cumulative and non-voting and 1000 shares of class "A" stock, having no nominal or par value, which shall be voting stock, one vote per share, to the following:

(*a*) $35,000.00 divided into 350 preference shares of $100.00 each, preferred as to capital with interest at 7%, redeemable at $100.00 a share, cumulative and non-voting;

(*b*) 1000 shares of class "A" stock, having no nominal or par value, which shall be voting stock, one vote per share.

That the said preference shares shall be entitled to a preferential, cumulative, non-voting dividend at the rate of 7%, payable annually on the preference shares issued and paid for from the date of such issuance before any dividends are declared and paid upon the common shares of the company.

Que les dites actions privilégiées auront rang, tant pour le dividende que pour le remboursement du capital, de priorité sur toutes autres actions de la compagnie, mais n'auront pas le droit de participer davantage dans les profits ou les biens de la compagnie.

Que les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir comme première charge sur les profits de la compagnie lorsque et de la manière déclaré par le bureau de direction à même les profits nets de la compagnie un dividende cumulatif, privilégié aux taux de sept pour cent par année sur le capital versé sur les dites actions respectivement et pas davantage. Après avoir donné avis, de la manière déterminée par le bureau de direction, la compagnie pourra racheter la totalité ou une partie quelconque des actions privilégiées alors en cours moyennant le paiement de $100.00 par action. Les dites actions privilégiées seront sans droit de vote.

Que les $20,000.00 de nouvelles actions privilégiées du capital de la compagnie, divisées en 200 actions privilégiées de $100.00 chacune, pourront être émises et réparties par les directeurs de la compagnie moyennant les termes et à telles personnes que les directeurs croiront appropriés dans l'intérêt de la compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,
2849 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

That the said preference shares shall rank both as to dividends and return of capital in priority to all other shares of the company, but they shall not further participate in the profits or assets of the company.

That the holder of such preference shares shall be entitled to receive as a first charge on the profits of the company as and when declared by the board of directors from the net profits of the company a cumulative preferential dividend at the rate of seven per cent per annum on the capital paid up on such shares respectively and no more. Upon giving notice as determined by the board of directors, the company may redeem the whole or any part of the preference shares then outstanding upon payment of $100.00 per share. The said preference shares shall be non-voting.

That the $20,000.00 new preference capital stock of the company, divided into 200 preference shares of $100.00 each, may be issued and allotted by the directors of the company upon such terms and to such persons as the directors may think proper in the interest of the company.

Dated at the office of the Provincial Secretary this third day of May, 1937.

ARMAND VIAU,
2850-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Northern Townsite Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatrième jour de mai 1937, à la compagnie "Northern Townsite Corporation", ratifiant un règlement, augmentant ses pouvoirs, comme suit, à savoir:

Amendant l'article "*a*" des lettres patentes, pour se lire comme suit, savoir:

Acquérir de la compagnie "Eastwest Exploration Company, Limited", par achat ou bail emphytéotique, en tout ou en partie, les immeubles, terrains, droits minéraux, édifices et autres travaux ou constructions appartenant à la dite compagnie, et sis, situés et qui se trouvent dans le bloc No 34 du canton Bourlamaque, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
2877 Sous-secrétaire de la Province.

"Northern Townsite Corporation".

Notice is hereby given that undert Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1937, to the company "Northern Townsite Corporation", ratifying a by-law, increasing its powers, as follows, to wit:

Amending clause "*a*" of the letters patent, to read as follows, to wit:

To acquire from "Eastwest Exploration Company, Limited", by purchase or emphyteutic lease, in whole or in part, the real estate and lands and mineral rights, the buildings and other works or constructions belonging to the said company, and situate, lying and being in block No. 34 in the township of Bourlamaque, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
2878-o Assistant Provincial Secretary.

Chartes:—Abandon de

EN VERTU DE LA LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC

La compagnie "Sanvar Mines, Limited" donne avis qu'elle fera application à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour qu'il accepte l'abandon de sa charte à partir de telle date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur de fixer.

Daté à Montréal, ce 22ième jour de mai 1937.

Le secrétaire,
2889-o G.-A. MORRIS.

Charters:—Surrender of

UNDER THE QUEBEC COMPANIES' ACT.

The company "Sanvar Mines, Limited" gives notice that it shall make application to His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter on and from such date as the Lieutenant-Governor may be pleased to fix.

Dated at Montreal, this 22nd day of May, 1937.

G. A. MORRIS,
2890 Secretary.

"MARATHON CAFE, LIMITED".

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Marathon Cafe, Limited", constituée en corporation par lettres patentes accordées en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 8 octobre 1928, a l'intention de demander immédiatement à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le présent avis est donné conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, 25 mai 1937.

Le secrétaire,
2895-o MRS. N. HANTZAKOS.

"MARATHON CAFE, LIMITED".

Notice is hereby given that "Marathon Cafe, Limited", incorporated by letters patent granted under the Quebec Companies' Act, dated October 8th, 1928, intends forthwith to make application to His Honour the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

The present notice is given pursuant to the provisions of Section 25 of the Quebec Companies Act.

Quebec, May 25th, 1937.

MRS. N. HANTZAKOS,
2896-o Secretary.

Ministère de l'agriculture

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ÉLEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Chicoutimi, sous le nom de "Syndicat d'Elevage du canton de Chicoutimi".

Le sous-ministre de l'Agriculture,
2879-o ALBERT RIOUX.

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ÉLEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Compton, sous le nom de "Syndicat d'Elevage de La Patrie".

Le sous-ministre de l'Agriculture,
2881-o ALBERT RIOUX.

Department of Agriculture

NOTICE OF THE FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been formed in the county of Chicoutimi, under the name of "Syndicat d'Elevage du canton de Chicoutimi".

ALBERT RIOUX,
2880 Deputy Minister of Agriculture.

NOTICE OF THE FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been formed in the county of Compton, under the name of "Syndicat d'Elevage de La Patrie".

ALBERT RIOUX,
2882 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

No 615-36.

Québec, le 20 mai 1937.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Panet Canton, comté de Montmagny, les lots 14 à 20 inclusivement des rangs 9 et 10 du Canton de Talon et de les annexer à la municipalité scolaire du Lac Frontière, même comté. 2785-21-2-o

No 583-37. Québec le 17 mai 1937.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Laprairie, dans le comté du même nom, un certain territoire pour l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom: "La municipalité scolaire de Sainte-Catherine d'Alexandrie".

Le territoire de cette municipalité est compris dans les limites partant d'un point "A" situé sur la rive sud-ouest du fleuve Saint-Laurent, qui est aussi le point d'intersection de la ligne de division entre la paroisse de Laprairie et le Domaine du Sault Saint-Louis, connu sous le nom de Réserve des Sauvages de Caughnawaga, et la dite rive sud-ouest dudit fleuve Saint-Laurent; de là prenant une direction sud-est en suivant ladite rive sud-ouest dudit fleuve Saint-Laurent jusqu'à un point "B", qui est aussi le point d'intersection de

Department of Education

No. 615-36.

Quebec, May 20, 1937.

Application is made to detach from the school municipality of the Township of Panet, county of Montmagny, lots 14 to 20 inclusively of ranges 9 and 10 of the Township of Talon and to annex the same to the school municipality of Lac Frontière, same county. 2786-21-2

No. 583-37. Quebec, May 17th, 1937.

Application is made to detach from the School Municipality of the parish of Laprairie, in the county of the same name, a certain territory and to erect the same into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Sainte Catherine d'Alexandrie".

The territory of said municipality is comprised within the limits starting from a point "A" situate on the southwest bank of the river Saint Lawrence which is also the point of intersection of the division line between the parish of Laprairie and "Domaine du Sault Saint Louis" known under the name of the Caughnawaga Indian Reserve, and the said southwest bank of the said river Saint Lawrence; thence, in a southeasterly direction, following the said southwest bank of the said River Saint Lawrence, as far as a point

la ligne de division entre les lots 609 et 610, de la dite paroisse de Laprairie, et ladite rive sud-ouest dudit fleuve Saint-Laurent; de là prenant une direction sud-ouest en suivant dans toute sa longueur ladite ligne de division entre lesdits lots Nos 609 et 610, jusqu'à un point "C", situé sur la ligne de division entre la paroisse de Laprairie et la paroisse de Saint-Constant, dans le comté de Laprairie; de là prenant une direction nord-ouest en suivant la dite ligne de division entre les dites paroisse de Laprairie et de Saint-Constant, jusqu'à un point "D"; de là prenant une direction sud-ouest en suivant dans toute sa longueur la ligne sud-est du lot No 669, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie, jusqu'à un point "E"; de là prenant une direction ouest en suivant le trait-carré des lots Nos 669, 668, 667 et partie du lot No 666, jusqu'à un point "F", situé sur la ligne nord-est de la propriété du chemin de fer du Canadien Pacifique, et portant le No 408, des dits plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie; de là prenant une direction nord-ouest en suivant la dite ligne nord-est de la propriété du dit chemin de fer du Canadien Pacifique, jusqu'au point "G"; de là prenant une direction sud-ouest et traversant la propriété du chemin de fer du Canadien Pacifique et le trait-carré du lot No 662 des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie, jusqu'à un point "H"; de là prenant une direction nord-est, en suivant la ligne nord-ouest des lots Nos 662 et 661, des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie, qui est en même temps la ligne de division entre la paroisse de Laprairie et le Domaine du Sault Saint-Louis, connu sous le nom de la Réserve des Sauvages de Caughnawaga, jusqu'à un point "A", qui est le point de commencement. 2789—21-2-o

"B", the same being also the point of intersection of the said division line between lots 609 and 610, of said parish of Laprairie, and the said southwest bank of said River Saint Lawrence; thence, in a southwesterly direction, following the whole length of the said division line between said lots Nos. 609 and 610, as far as a point "C", situate in the division line between the parish of Laprairie and the parish of Saint Constant, in the county of Laprairie; thence, in a northwesterly direction, following the said division line between said parishes of Laprairie and Saint Constant, as far as a point "D"; thence, in a southwesterly direction, following the whole length of the southeast line of lot No. 669, of the official plan and book of reference for the parish of Laprairie, as far as a point "E"; thence, in a westerly direction, following the "trait carré" of lots Nos. 669, 668, 667 and part of lot No. 666, as far as a point "F" situate in the northeast line of the Canadian Pacific Railway property, and bearing No. 408, of said official plan and book of reference for the parish of Laprairie; thence, in a northwesterly direction, following the said northeast line of said Canadian Pacific Railway property, as far as point "G"; thence, in a southwesterly direction, and running across the Canadian Pacific Railway property and the "trait carré" of lot No. 662 of said official plan and book of reference for the parish of Laprairie, as far as a point "H"; thence, in a northeasterly direction following the northwest line of lots Nos. 662 and 661 of said official plan and book of reference for the parish of Laprairie, which is also the division line between the parish of Laprairie and the "Domaine du Sault Saint-Louis" known under the name of the Caughnawaga Indian Reserve, as far as point "A", which is the starting point. 2790–21–2

No 322–34.

Québec, le 17 mai 1937.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Hinchinbrook, dans le comté de Huntingdon, un certain territoire qui serait annexé à celle de Huntingdon, même comté. Ces lots sont les suivants:

No. 322–34.

Quebec, May 17, 1937.

Application is made to detach from the school municipality of Hinchinbrook, in the county of Huntingdon, a certain territory which will be annexed to that of Huntingdon, same county. The said lots are the following:

Propriétaires — Proprietors.	Rangs — Range	Nos — Nos.	Evaluation — Valuation
Barnes, succession-estate	5	13*b*	$ 4,250.00
Mme-Mrs. Thos. Lucas	"	13*a*	2,500.00
Fred. R. MacGregor	"	14*ab*	5,000.00
John Blackford	"	14*b*	5,000.00
W. G. Kelly	"	14*b*	3,100.00
Mme-Mrs. McClaken	"	15*a*	4,800.00
C. W. Blackford	2	15*b*	5,500.00
Jas. et-and Stephen Flynn	"	16*d*	250.00
A. et-and A. Evans	"	13*c*, 16*a*	7,400.00
C. S. Ferry	"	16*c* 16*b*, 17*b*	6,300.00
Arch. MacGregor	"	17*b*, 18*c*	3,950.00
George Hampson	"	19*a*, 19*c*. 19*b*, 20*c*	4,100.00
Héritiers de feu—Heirs of the late Henry Hampson	"	19*b*, 20*c*	4,100.00
Austin Kelly	"	21*a*, 19*a*	7,900.00
Wilfrid Kelly	"	21*b*, 19*d*	7,850.00
Creditors Frank Ouellet	"	24*a*, 24*b*	5,800.00
Wm. Anderson	"	24*b*	5,400.00
L. Levine	4	14*b*, 14*c*	5,200.00
Wm. C. Winter	"	13, 14*a*	6,800.00
Robert Donnelly	"	13*a*	3,000.00
Robert McCracken	5	18*c*	300.00
M. M. McNaughton	4	11*bc*	5,300.00
Walter S. Donnelly	4	12*b*	5,000.00

Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No B-157864. Dame Rose-Anna Gobeil, épouse commune en bien de Ulric Boucher, des cité et district de Montréal; demanderesse, vs Ulric Boucher, des cité et district de Montréal, défendeur.

Action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17ième jour de mai 1937.

Montréal, le 17 mai 1937.

Le procureur de la demanderesse,

2883-o JEAN HETU.

Action for separation as to property

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. B-157864. Dame Rose Anna Gobeil, wife common as to property of Ulric Boucher, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Ulric Boucher, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 17th day of May, 1937.

Montreal, May 17, 1937.

JEAN HETU,

2884 Attorney for the plaintiff.

Bureaux-chefs

"LEFEBVRE & SORNIN, LIMITÉE".

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lefebvre & Sornin, Limitée", a établi son siège social au numéro 970, de la rue DeBullion, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, l'endroit ci-dessus indiqué sera considéré comme le siège social de la compagnie à toutes fins que de droit.

En foi de quoi, j'ai signé les présentes, à Montréal, ce 15ième jour de mai 1937.

Le président,

2885-o ACHILLE LEFEBVRE.

Canada, province de Québec, district de Montréal. Dans l'affaire de la "Sethco Sales Company, Limited".

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Sethco Sales Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 22ième jour de mars 1937, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau à 635, rue Saint-Paul-ouest, cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté en la cité de Montréal, Québec, ce 19ième jour de mai 1937.

Le secrétaire,

2887 R. W. G. JOHNSON.

"VICTORIA SECURITIES, LIMITED".

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Victoria Securities, Limited", constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 27ième jour d'avril 1937, a établi son bureau à 485, rue McGill, Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Montréal, le 19 mai 1937.

La secrétaire,

2899 MARGARET WARNOCK.

Chief Offices

"LEFEBVRE & SORNIN, LIMITÉE".

Notice is hereby given, that the company "Lefebvre & Sornin, Limitée", has established its head office at number 970 DeBullion Street, at Montreal.

On and after the date of the present notice, the premises hereinabove indicated shall be considered as the head office of the company for all intents and purposes.

In testimony whereof, I have signed these presents, at Montreal, this 15th day of May, 1937.

ACHILLE LEFEBVRE,

2886 President.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. In the matter of "Sethco Sales Company, Limited".

Notice is hereby given that "Sethco Sales Company, Limited", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 22nd March, 1937, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office, at 635 Saint Paul Street West, city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, Quebec, this 19th day of May, 1937.

R. W. G. JOHNSON,

2888-o Secretary.

"VICTORIA SECURITIES, LIMITED".

Notice is hereby given that "Victoria Securities, Limited", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, the 27th day of April, 1937, has established its office, at 485 McGill Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered as being the head office of the company.

Montréal, 19th May, 1937.

MARGARET WARNOCK,

2900-o Secretary.

SOUS LA LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS & CRÉANCIERS, 1934.

Dans l'affaire de Ludes Cloutier, cultivateur, Saint-Léonard, cédant.

Avis public est par le présent donné que le LUNDI, QUATORZIEME jour de JUIN, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, sera vendu aux enchères publiques et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, les immeubles dont la désignation suit, et qui forment l'actif du cédant.

Une terre à Saint-Léonard, 12e rang d'Aston, 4 x 20 arp. étant partie du lot No 102 du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Léonard—avec bâtisses, entre Onésime Houle au nord-ouest et Henry Houle au sud-est.

Une autre terre à Saint-Léonard, 13e rang d'Aston, 6 x 19 arpents, étant partie du lot No 104 du cadastre du comté de Nicolet pour la paroisse de Saint-Léonard—avec bâtisses, entre Alfred Lacharité des deux côtés.

Cette vente faite suivant les dispositions de la Loi de faillite et conformément aux dispositions du C. P. C., a les mêmes effets légaux qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Saint-Grégoire, le 5e jour de mai 1937, comté de Nicolet, P. Qué.

Le séquestre officiel et syndic,
2655-20-2-o ELISEE BEAULAC.

UNDER THE FARMERS' CREDITORS ARRANGEMENT ACT, 1934.

In the matter of Ludes Cloutier, farmer, Saint Léonard, assignor.

Public notice is hereby given that on MONDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and thirty seven, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint Léonard, in the county of Nicolet, there shall be sold by public auction and adjuged to the highest and last bidder, the immovables described as follows, and which form the estate of the assignor:

A farm at Saint Léonard, 12th range of Aston, 4 x 20 arp. being part of lot No. 102 of the cadastre of the county of Nicolet for the parish of Saint Léonard—with buildings, between Onésime Houle on the Northwest, and Henry Houle on the Southeast.

Another farm at Saint Léonard, 13th range Aston, 6 x 19 arpents, being part of lot No. 104 of the cadastre of the county of Nicolet for the parish of Saint Léonard—with buildings, between Alfred Lacharité on the two sides.

The said sale shall be made in conformity with the provisions of the Bankruptcy Act and pursuant to the provisions of the C. C. P., has the same legal effect as a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Saint Grégoire, 5th day of May, 1937, county of Nicolet, P. Que.

ELISEE BEAULAC,
2656-20-2 Official receiver and trustee.

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Cour Supérieure, No 3193-F. Dans l'affaire de Amédée Bureau, huissier, de Lambton, comté de Frontenac, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné, que MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN 1937, à TROIS heures p.m. (heure avancée), sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Stratford, comté Wolfe, l'immeuble ci-après décrit et appartenant au cédant.

Une part indivise dans la moitié sud du lot numéro vingt-sept (27) du rang cinq, du cadastre du canton de Stratford.

Cet immeuble sera vendu aux charges et conditions suivantes:

L'immeuble ci-dessus décrit sera vendu au plus haut enchérisseur.

La vente sera faite à la charge par l'acquéreur de prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve actuellement à ses risques et périls, sans aucune garantie de la part des syndics et sujet aux taxes municipales et scolaires et à toutes autres impositions quelconques à partir de la date de la vente.

L'acquéreur devra payer tous les droits dus au gouvernement sur la vente, ainsi que tous les frais encourus pour l'exécution de l'acte de vente et de son enregistrement.

Cette vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées à l'immeuble.

Les vendeurs ne s'engagent à donner à l'acquéreur que les titres de propriétés qui leur auront été fournis par le cédant.

Cette vente sera faite sous l'autorité d'un jugement de la dite cour, en date du vingt-

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

Superior Court, No. 3193-F. In the matter of Amédée Bureau, bailiff, of Lambton, Frontenac county, Que., assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of JUNE, 1937, at THREE o'clock p. m. (advanced hour), will be sold by public auction, at the parish church door of Stratford, Wolfe county, Que. The following immoveable property, to wit:

An individual part in the half South of lot number twenty seven (27) of the fifth range of the cadastral of the township of Stratford.

The said immoveable property will be sold for the following charges and conditions.

The said immoveable property above described will be sold to the highest bidder.

This sale will be made to the charge by the buyer to take the property in the state as it is actually at is own risk without any guarantee on the part of the trustees and subject to municipal and school taxes and all others impositions whatsoever starting from the date of the sale.

The buyer will have to pay all charges due to the Government on the sale and all others costs occurred and also the deed of sale and his registration.

This sale will be made with all active and passive services, apparent or occult, attached to the said property.

The vendors do not bind themselves to give to the buyer other titles than those given by the assignor.

This sale will be made pursuant to a judgment of the said court, dated the twenty fifth day of

cinquième jour de mai 1937 et conformément aux dispositions des articles 716, 717 et 719*a* du C. P. C. et aussi à l'article 45, chap. 11, S. R. Q., 1927, de la Loi de faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,
AMÉDÉE BINET & ÉMILE RACINE.

Québec, le 26 mai 1937.
Bureaux: 17 rue Saint-Jacques,
Québec, Qué. 2901-22-2-o

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Gilberte Généreux, fille majeure, 10 rue Demers, Saint-Romuald, P. Q., cédante.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le TRENTE JUIN 1937, à ONZE hrs a. m.

Sera vendu par encan public à mes bureaux., 71 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble suivant, savoir:

Le lot numéro (221) deux cent vingt et un du cadastre pour la paroisse de Saint-Romuald, comté de Lévis—avec bâtisse dessus construite circonstances et dépendances.

Cet immeuble sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 45 de la Loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif et aura l'effet du décret.

Les titres, certificats et conditions de vente peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Condition de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
G.-H. BOULET, C. A.

Bureaux: 71 rue Saint-Pierre,
Québec, le 22 mai 1937. 2893-22-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Cour Supérieure, No 3193-F. Dans l'affaire de Amédée Bureau, huissier, de Lambton, comté Frontenac, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN 1937, à DIX heures a. m. (heure avancée, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romain, comté Frontenac, l'immeuble ci-après décrit et appartenant au cédant.

Une part indivise dans la moitié sud-ouest de la demie nord-ouest du lot numéro un (½ s.-o. de la ½ n.-o. du No 1) du cadastre officiel pour le premier rang nord-ouest du canton de Winslow.

Cet immeuble sera vendu aux charges et conditions suivantes:

L'immeuble ci-dessus décrit sera vendu au plus haut enchérisseur.

La vente sera faite à la charge par l'acquéreur de prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve actuellement à ses risques et périls, sans aucune garantie de la part des syndics et sujet aux taxes municipales et scolaires et à toutes autres impositions quelconques à partir de la date de la vente.

L'acquéreur devra payer tous les droits dus au gouvernement sur la vente, ainsi que tous les frais encourus pour l'exécution de l'acte de vente et de son enregistrement.

May, 1937, and in conformity with the provisions of articles 716, 717 and 719*a* C. C. P. and also of article 45, chapter 11, R. S. Q., 1927, of the Bankruptcy Act, shall have the effect of a Sheriff's sale.

Term of payment: Cash.

AMÉDÉE BINET & EMILE RACINE,
Quebec, May 26th, 1937.
Trustees.

Offices: 117 Saint James Street,
Quebec, Que. 2902-22-2-o

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE

In the matter of Gilberte Généreux, major daughter, 10 Demers Street, Saint Romuald, P. Q., assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, THIRTIETH JUNE, 1937, at ELEVEN o'clock a. m.

Will be sold by public auction at my office, 71 Saint Peter Street, Quebec, the immovable property as follow:

The lot number (221) two hundred and twenty one of the book of references for the parish of Saint Romuald, Levis country—with building thereon constructed, circumstances and dependencies.

This property will be sold to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P. and also to articles 45 of the Bankruptcy Act. This sale will have the effects of a Sheriff's sale.

Titles, certificates and conditions of sale may be examined at any time at the offices of the undersigned tustee.

Terms of payment: Cash.

G. H. BOULET, C. A.,
Trustee.

Offices: 71 Saint Peter Street,
Quebec, May 22nd, 1937. 2894-22-2-o

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

Superior Court, No. 3193-F. In the matter of Amédée Bureau, bailiff, of Lambton, Frontenac county, Que., assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of JUNE, 1937, at TEN o'clock a. m. (advanced hour), will be sold by public auction at the parish church door of Saint Romain, Frontenac county, Que., the following immoveable property, to wit:

An individual part in the half of Southwest of the half Northwest of lot number one (½ S. W. of the ½ N. W. of No. 1) of the official cadastral for the first range Northwest of the township of Winslow.

The said immoveable property will be sold for the following charges and conditions;

The said immoveable property above described will be sold to the highest bidder.

This sale will be made to the charge by the buyer to take the property in the estate as it is actually at is own risk without any guarantee on the part of the trustees and subject to municipal and school taxes and all others impositions whatsoever starting from the date of the sale.

The buyer will have to pay all charges due to the government on the sale and all other costs occurred and also the deed of sale and his registration.

Cette vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées à l'immeuble.

Les vendeurs ne s'engagent à donner à l'acquéreur que les titres de propriété qui leur auront été fournis par le cédant.

Cette vente sera faite sous l'autorité d'un jugement de la dite cour, en date du vingt-cinquième jour de mai 1937, et conformément aux dispositions des articles 716, 717 et 719*a* du C. P. C. et aussi à l'article 45, chap. 11, S. R. Q., 1927, de la Loi de faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de Paiement: Argent comptant.

Québec, le 26 mai 1937.

Les syndics autorisés,
AMEDEE BINET & EMILE RACINE.

Bureaux: 17 rue Saint-Jacques,
Québec, Qué. 2903-22-2-o

This sale will be made with all active and passive services, apparent or occult, attached to the said property.

The vendors do not bind themselves to give to the buyer other titles than those given by the assignor.

This sale will be made pursuant to a judgment of the said court, dated the twenty fifth day of May, 1937, and in conformity with the provisions of articles 716, 717 and 719*a* C. C. P. and also of article 45, chapter 11, R. S. Q., 1927, of the Bankruptcy Act, shall have the effect of a Sheriff's sale.

Term of payment: Cash.

Quebec, May 26th, 1937.

AMEDEE BINET & EMILE RACINE,
Trustees.

Offices: 17 Saint James Street,
Quebec, Que. 2904-22-2-o

Bills sanctionnés

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 20 mai 1937.

Aujourd'hui, à quatre heures et trente de l'après-midi, Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionné, comme suit:

12 Loi relative à certaines corporations subventionnées par la province.

17 Loi autorisant toutes les corporations municipales à municipaliser l'électricité.

38 Loi relative à l'interprétation des lois de la province.

44 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure siégeant dans le district de Rimouski.

47 Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières.

48 Loi instituant la Régie provinciale de l'électricité.

49 Loi établissant et assurant la concurrence de l'Etat relativement aux ressources hydro-électriques.

50 Loi favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre.

52 Loi facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la Côte Nord, la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage.

Bills sanctioned

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 20th May, 1937.

This day, at half past four o'clock of the afternoon, His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

12 An Act respecting certain corporations subsidized by the Province.

17 An Act to authorize all municipal corporations to municipalize electricity.

38 An Act respecting the interpretation of the laws of the Province.

44 An Act to amend the Courts of Justice Act respecting the Superior Court sitting in the district of Rimouski.

47 An Act to assure reasonable wages for workmen engaged in forest operations.

48 An Act to establish Provincial control of electricity.

49 An Act to establish and assure State competition respecting hydro-electric resources.

50 An Act to promote progress in colonization and the maintaining of farmers on the land.

52 An Act to facilitate communication between the principal commercial centres of the Province and the North Shore, the Gaspé Peninsula and the Magdalen Islands; to subject to regulations the subsidies to certain transportation companies and to remedy unemployment.

53 Loi relative à l'expédition du bois à l'étranger.

53 An Act respecting the shipping of wood to places outside of the Province.

54 Loi modifiant la Loi de la garde des enfants trouvés.

54 An Act to amend the Foundlings' Act.

56 Loi modifiant la Loi des accidents du travail. 1931.

56 An Act to amend the Workmen's Compensation Act, 1931.

60 Loi relative au règlement de la question des tramways de Montréal.

60 An Act respecting the settlement of the tramway question in Montreal.

78 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.

78 An Act to amend the charter of the city of Quebec.

79 Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

79 An Act to amend the charter of the Montreal Police Benovelent and Pension Society.

80 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

80 An Act to amend the charter of the city of Verdun.

83 Loi rétablissant le titre de propriété de Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal.

83 An Act to reestablish the ownership of Adélard Bélanger to a certain piece of ground situated in Montreal.

88 Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

88 An Act to consolidate the charter of the city of Sherbrooke.

92 Loi concernant les directeurs du fonds desnés aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'église presbytérienne du Canada en rapport avec l'église d'Ecosse.

92 An Act respecting "The Managers of the Minister's Widows' and Orphans' Fund of the Synod of the Presbyterian Chruch of Canada, in connection with the Church of Scotland".

95 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle.

95 An Act to amend the charter of the town of Lasalle.

96 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

96 An Act to amend the charter of the city of Lachine.

100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

100 An Act to amend the charter of the City of Montreal.

108 Loi constituant en corporation la ville de Baie Comeau.

108 An Act to incorporate the town of Baie Comeau.

110 Loi refondant la charte de La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.

110 An Act to consolidate the charter of *La Société Sain-Jean-Baptiste de Québec.*

112 Loi modifiant les lois concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

112 An Act to amend the acts respecting the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec.

122 Loi concernant la *"Canadian Home Assurance Company"*.

122 An Act respecting the Canadian Home Assurance Company.

123 Loi constituant en corporation the *"Orders Sons of Italy in Canada"*.

123 An Act to incorporate the Order Sons of Italy in Canada.

124 Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.

124 An Act to amend the charter of The Alma and Jonquières Railway Company.

128 Loi concernant la succession de feu James McCready.

128 An Act respecting the estate of the late James McCready.

136 Loi relative aux syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

136 An Act respecting the trustees for the parish of *Saint-François-Xavier de Chicoutimi.*

139 Loi constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada.

139 An Act to incorporate the *Société d'Entreprise du Canada.*

140 Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Prévoyance".

140 An As to amend the charter of *La Prévoyance* (The Provident).

141 Loi constituant en corporation la ville de Val d'Or.

141 An Act to incorporate the town of Val d'Or.

142 Loi modifiant la charte de la vile de Bromptonville.

150 Loi refondant la charte de l'Association des optométrists et opticiens de la province de Québec.

157 Loi détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata.

161 Loi modifiant la loi 24 George V, chapitre 101.

164 Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique.

165 Loi créant les municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val d'Or.

167 Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'évaluation des propriétés nouvelles ou améliorées.

168 Loi modifiant la loi du barreau.

C Loi modifiant l'article 716 du Code municipal.

D Loi modifiant l'article 391 de la Loi de l'instruction publique.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

40 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1937 et le 30 juin 1938, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill." 2953—o

142 An Act to amend the charter of the town of Bromptonville.

150 An Act to consolidate the charter of The Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec.

157 An Act to detach certain lots from the electoral district of Rimouski and to annex them to the municipality of the parish of Saint-Michel-du-Squatec, in the electoral district of Témiscouata.

161 An Act to amend the Act 24 George V, chapter 101.

164 An Act respecting the municipal valuation of lines for the transmission of electric power.

165 An Act to create the Roman Catholic and Protestant school municipalities of the town of Val d'Or.

167 An As to amend the Cities and Towns' Act respecting the valuation of new or improved property.

168 An Act to amend the Bar Act.

C An Act to amend Article 716 of the Municipal Code.

D An Act to amend section 391 of the Education Act.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor assents to these bills".

40 An Act granting to His Majesty the moneys required for the expenses of the Government for the financial years ending on the 30th of June, 1937, and on the 30th of June, 1938, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the royal assent was signified in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor thanks his loyal subjects, accepts their benovelence and assents to this Bill". 2954—o

Vente pour taxes municipales

Province de Québec.

CITÉ DE WESTMOUNT.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières dans la cité de Westmount, ci-après décrites, seront vendues à l'enchère publique dans le bureau du secrétaire-trésorier, en l'hôtel de ville, Westmount, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures et DEMIE du matin, pour satisfaire au paiement des taxes et intérêts, se montant à $990.73, et pour les frais, à moins que les dites taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sale for municipal taxes

Province of Quebec.

CITY OF WESTMOUNT.

Public notice is hereby given that the immovable property in the city of Westmount, hereinafter described, will be sold by public auction, in the secretary treasurer's office in the City Hall, Westmount, on the TWENTY THIRD day of JUNE nineteen hundred and thirty seven at HALF past TEN o'clock, in the forenoon for the non-payment of taxes and interest, amounting to $990.73 and for costs, unless said taxes, interest and costs are paid before the sale.

La propriété de Joseph-Médard Lemire; Joseph-Oswald Lemire; Hercule Lemire; Joseph-Rodolphe Lemire; Girard Lemire et Dame Maria Lemire, épouse séparée de biens de Joseph-Zéphirin Gauthier, comprenant la partie de la subdivision trois (3) du lot officiel deux cent huit (208) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant une superficie de dix mille cent quatre-vingt-cinq pieds carrés, plus ou moins—avec édifices sus-érigés portant le numéro civique 584, chemin de la Côte Saint-Antoine; bornée en front par le chemin de la Côte Saint-Antoine, en arrière par partie de la subdivision huit, au sud-ouest par la partie restante de la dite subdivision trois, au nord-est par les subdivisions quatre et quatre-vingt-neuf et la resubdivision un de la subdivision quatre-vingt-dix du dit lot officiels deux cent huit, et par la place Saint-Georges.

Donné à Westmount, ce vingt-cinquième jour de mai 1937.

Le secrétaire-trésorier,
2905-22-2 ARTHUR-F. BELL.

The property of Joseph Medard Lemire; Joseph Oswald Lemire; Hercule Lemire; Joseph Rodolphe Lemire; Girard Lemire and Dame Maria Lemire, wife separate as to property of Joseph Zephirin Gauthier, comprising part of subdivision three (3) of official lot two hundred and eight (208) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, having an area of ten thousand one hundred and eighty-five (10,185) square feet, more or less—with buildings thereon erected bearing civic number 584 Cote Saint Antoine road; bounded in front by Cote Saint Antoine road, in rear by part of subdivision eight, on the Southwest by remaining part of said subdivision three, on the Northeast by subdivisions four and eighty nine and resubdivision one of subdivision ninety of said official lot two hundred and eight, and by Saint Georges' Place.

Given at Westmount, this twenty fifth day of May, 1937.

ARTHUR F. BELL,
2906-22-2-o Secretary treasurer.

Nominations

Il a plu à Monsieur l'Administrateur de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 20 avril 1937.

M. Gérard Brochu, de la cité de Québec: commis senior pour remplir les fonctions de sténographe et de secrétaire du surintendant de l'Instruction publique.

Québec, le 4 mai 1937.

M. J.-Roméo Sarasin, 462, Boulevard Laviolette, Trois-Rivières: percepteur de Revenu Provincial pour le district des Trois-Rivières.

Québec, le 17 avril 1937.

M. Georges Lafrance, de Montréal: Surintendant des assurances et Inspecteur des compagnies de fidéicommis.

Québec, le 4 mai 1937.

MM. J.-O. Courchesne, et J. W. Dénis, notaires, de Nicolet; régistrateur de la division d'enregistrement numéro deux du comté de Nicolet, et protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de magistrat du district de Nicolet.

2913—o

Appointments

His Honour the Administrators has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, April, 20, 1937.

Mr. Gérard Brochu, of the city of Quebec, senior clerk to act as stenographer and secretary to the Superintendent of Public Instruction.

Quebec May 4, 1937.

Mr. J. Roméo Sarasin, 462 Boulevard Laviolette, Trois-Rivières: collector of Provincial Revenue for the district of Trois-Rivières.

Quebec, April 17, 1937.

Mr. Georges Lafrance, of Montreal: Superintendent of Insurance and Inspector of Trust Companies.

Quebec May 4, 1937.

Messrs J. O. Courchesne and J. W. Dénis, notaries, of Nicolet: Registrar for the Registration Division Number two of the county of Nicolet, and prothonotary of the Superior Court, Clerk of the Circuit Court and Clerk of the Magistrate's Court for the district of Nicolet.

2914

Soumissions

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE SHAWINIGAN FALLS

Avis public est par les présentes donné que des soumissions seront reçues par le soussigné, pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de $100,000.00, qui seront souscrites par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, datées du 1er mai 1937, portant intérêt au taux de 3½% et de 4% l'an et remboursables annuellement, par séries, les échéances étant réparties sur une période de trente ans.

Deux soumissions pourront être présentées: Une au taux de 3½% l'an et l'autre au taux de 4% l'an.

Tenders

SCHOOL MUNICIPALITY OF SHAWINIGAN FALLS

Notice is hereby given that bids will be received by the undersigned, for the sale of the issue of $100,000.00 bonds of the School Commissioners for the municipality of Shawinigan Falls, in the county of Saint Maurice, said bonds dated May 1st, 1937, bearing interest at the rate of 3½% and of 4% per annum and payable by series annually during a period of thirty years.

Two tenders may be made as follows: one at the rate of 3½% per annum and the other at 4% per annum.

Les dites soumissions seront reçues jusqu'au jeudi, 17 juin 1937, à 6 heures p. m.

Ces obligations seront émises par coupures de $500. et de $1,000.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, à l'ordre des dits commissaires, au montant de 1% du chiffre de la soumission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

Les dites soumissions seront prises en considération à une séance publique des dits commissaires qui sera tenue le 17 juin 1937, à huit heures p. m.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Les dits commissaires ne s'engagent à accepter aucune des soumissions qui sera présentée.

Shawinigan Falls, le 26 mai 1937.

Le secrétaire-trésorier,
J.-O.-S. BRUNET.

2975-o

Said bids will be received until Thursday, June 17th, 1937, at six o'clock p. m.

These bonds will be issued in denominations of $500. and $1,000.

To every bid shall be annexed an accepted cheque to the order of the said School Commissioners for 1% of the amount of the bid. The cheque to the bidder whose tender will be accepted shall be given back to him after the fulfilment of his contract.

The said bids will be taken into consideration at a public meeting of the said Commissioners which will be held on June 17th, 1937, at eight o'clock p. m.

Every bid shall specify that the accrued interest will be paid apart from the amount of the bid.

The said Commissioners do not undertake to accept any of the bids.

Shawinigan Falls, May 26, 1937.

J. O. S. BRUNET,
Secretary-treasurer.

2976-o

Avis divers

AVIS DE DEMANDE DU DÉPÔT DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 7, de la Loi du régime des eaux courantes, que

"La Compagnie de Bois de Luceville, Ltée", de Luceville, comté de Rimouski, P. Q., se propose de demander l'autorisation de construire et maintenir un barrage en bois sur le cours d'eau (rivière Neigette), qui traverse le lot No 14 du canton Neigette, dans le rang II de la paroisse de Saint-Anaclet, comté de Rimouski, P. Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis, indiquant l'emplacement choisi pour le barrage et le terrain qui sera affecté par le refoulement des eaux a été transmise au ministère des Terres et Forêts de la province, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de Rimouski, division de Rimouski, P. Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle*.

La requérante,
"LA COMPAGNIE DE BOIS DE LUCEVILLE, LTÉE",
Par le président,
L.-P. ST-LAURENT.

Daté à Luceville, ce 15ième jour de mai 1937.

2891-22-4-o

"ROUTHIER-CADILLAC GOLD MINES, LIMITED".
(Libre de responsabilité personnelle).

Règlement No XVIII.

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la Compagnie.

"1. Numéro.—Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs."

Daté ce quatrième jour de mai 1937.

Le secrétaire,
J.-A. BUSSIERES.

2909

Miscellaneous Notices

APPLICATION AND NOTICE OF DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS.

Public notice is hereby given in accordance with section 7 of the Water-Course Act, that

"La Compagnie de Bois de Luceville, Ltée", of Luceville, county of Rimouski, P. Q., intends to apply for authorization to construct and maintain a wooden dam over the water course (Neigette river), which passes across lot No. 14 of the township of Neigette, in range II of the parish of Saint Anaclet, county of Rimouski, P. Q.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications, showing the site chosen for the dam and the land which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests of the Province, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of Rimouski, Division of Rimouski, P. Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Official Gazette*.

"LA COMPAGNIE DE BOIS DE LUCEVILLE, LTÉE",
Applicant.
Per L. P. ST-LAURENT,
President.

Dated at Luceville, this 15th day of May, 1937.

2892-22-4

"ROUTHIER-CADILLAC GOLD MINES, LIMITED".
(No personal liability).

By-Law No. XVIII.

A By-Law to increase the number of the directors of the Company.

"1. Number.—The affairs of the Company shall be managed by a board of five directors."

Dated this fourth day of May, 1937.

J. A. BUSSIERES,
Secretary.

2910—o

"THE EASTERN TOWNSHIPS TELEPHONE COMPANY"

Règlement réduisant le nombre de ses directeurs.

Que le nombre des directeurs soit et il est par les présentes réduit de douze (12) à dix (10).

Daté ce dix-septième jour d'avril 1937.

Le secrétaire,
T. J. HARDING.

2911

"THE EASTERN TOWNSHIPS TELEPHONE COMPANY"

By-law reducing the number of its Directors.

That the number of Directors be and the same is hereby reduced from twelve (12) to ten (10).

Dated this seventeenth day of April, 1937.

T. J. HARDING,
Secretary.

2912—o

SYNDICS DE LA PAROISSE DE SAINT-JOSEPH-DE-LA-RIVIERE-BLEUE.

(*Comté de Témiscouata*).

AVIS AUX CREANCIERS

Avis est par les présentes donné que la convention intervenue entre les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue et leurs créanciers entrera en vigueur à compter du 7 juin 1937.

Avis est aussi donné qu'à partir du 7 juin 1937, les syndics paieront, suivant les termes de la convention intervenue entre eux et leurs créanciers, toutes les dettes, de quelque natrue qu'elles soient, qu'ils devaient au 22 mai 1937.

Ce paiement se fera sur présentation du titre de chaque créance à la Banque Canadienne Nationale, à Rimouski.

Le présent avis est donné conformément à un arrêté de la Commission municipale de Québec, en date du 26 mai 1937, sous l'autorité des dispositions de la Règle de pratique No 2 de la Commission municipale de Québec.

Le secrétaire,
EMILE MORIN.

La Commission Municipale de Québec.
Québec, le 26 mai 1937. 2907—o

PARISH OF SAINT JOSEPH-DE-LA-RIVIERE-BLEUE

(*County of Temiscouata*)

NOTICE TO CREDITORS.

Notice is hereby given that the agreement entered into between the Trustees of the Parish of Saint Joseph-de-la-Rivière-Bleue, and their creditors will be effective June 7th, 1937.

Notice is also given that from said date of June 7th, 1937, in accordance with the terms of the agreement aforesaid the Trustees will pay all claims of whatever nature existing against them on or as of May 22nd, 1937.

Evidence of each claim should be forwarded to La Banque Canadienne Nationale, at Rimouski, to obtain payment.

The present notice is in accordance with a resolution of the Quebec Municipal Commission as of May 26th, 1937, as required by rule of Practice No. 2 of the said Quebec Municipal Commission.

EMILE MORIN,
Secretary.

The Quebec Municipal Commission,
Quebec May 26th, 1937. 2908—o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 233.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, et Marc-H. Hudon, secrétaire.

Après examen des conditions du marché du lait dans la région de Berthierville, il est décidé que l'ordonnance No 172, concernant cette région, et publiée dans la *Gazette officielle* du 31 octobre 1936, soit abrogée.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2919—o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 233.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, président, Theo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners and Marc H. Hudon, secretary.

After consideration of the conditions of the milk market in the region of Berthierville, it is resolved that Order No. 172 concerning this region and published in the *Quebec Official Gazette* dated October 31st, 1936, be repealed.

The present order will come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937. 2920—o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 234.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Crabtree;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Crabtree.

2. La région de Crabtree comprend l'arrondissement de Crabtree Mills, situé dans la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus-de-Crabtree-Mills.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F. A. B. la ferme du producteur ou $1.90 net F. A. B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Crabtree, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à vingt-deux sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à trois gallons.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 179 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle* du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le sécrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
P.-D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2921-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 234

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Crabtree;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Crabtree.

2. The region of Crabtree includes the district of Crabtree Mills, situated in the parish of Sacred Heart of Jesus of Crabtree Mills.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.80 net F.O.B. farm of producer or $1.90 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Crabtree, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty two cents a gallon.

5. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty two cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to three gallons.

The present order cancels Order No. 179 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for October 31st, 1936, and comes into force on June 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec.*

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937. 2922-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 235

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 235

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners,

Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Donnacona;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Donnacona.

2. La région de Donnacona comprend la municipalité de la ville de Donnacona plus, contiguë à l'est de la dite municipalité, une lisière de terrain d'environ cinq arpents de profondeur faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-des-Écureuils.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.70 net.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à six sous et demi la pinte ou vingt-six sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à un gallon.

7. Nulle livraison de lait ne pourra être faite par les laitiers après 11 heures a.m., heure solaire.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 181, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le sécrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
P.-D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2923-o

Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Donnacona;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Donnacona.

2. The region of Donnacona includes the town municipality of Donnacona and, adjacent to the East of said municipality, a strip of land about five "arpents" deep forming part of the parish municipality of Saint Jean Baptiste des Ecureuils.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.70 net.

4. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchase, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to six and a half cents a quart and twenty six cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to one gallon.

7. No milk dealer shall deliver milk after 11 a. m., Eastern standard time.

The present order cancels Order No. 181, published in the *Quebec Official Gazette*, of October 31st, 1936, and comes into force on June 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937. 2924-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 237

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Grand'Mère;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 237

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Grand'Mère;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Grand'Mère.

2. La région de Grand'Mère comprend le territoire de la cité de Grand'Mère et cette partie du rang Saint-Louis, située dans la municipalité de Sainte-Flore contiguë à la cité de Grand'Mère, jusqu'à et y compris le lot No 109 du cadastre de la municipalité de Sainte-Flore.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grases qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.00 net F.A.B. la ferme du producteur-fournisseur.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 185 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le sécrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
P. D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2927-o

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Grand'Mère.

2. The region of Grand'Mère includes the territory of the city of Grand'Mère and that part of Saint Louis Range, situated in the municipality of Saint Flore and adjoining the city of Grand' Mère, up to and including lot No. 109 of the cadastre of the municipality of Sainte Flore.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them $2.00 net F.O.B. farm of producer-supplies.

5. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at a price inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 185 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 31st, 1936, and comes into force on June 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937. 2928-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 238

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Joliette;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Joliette.

2. La région de Joliette comprend la cité de Joliette et une lisière de terrain d'un quart de mille en profondeur contiguë à la cité de Joliette et comprise dans les municipalités de Saint-Charles Borromée et du village Saint-Pierre.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour cha-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 238

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Joliette;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells, or delivers milk within the limits of the region of Joliette.

2. The region of Joliette includes the city of Joliette and a strip of land a quarter of a mile deep bordering on the city of Joliette and forming part of the municipalities of Saint Charles Borromée and village Saint Pierre.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk

que 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 la ferme du producteur ou $1.90 la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Joliette, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à vingt-deux sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à cinq gallons.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 187 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2929-o

on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.80 farm of producer or $1.90 business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint eight cents a quart, and thirty two cents a gallon.

5. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty-two cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to five gallons.

The present order cancels Order No. 187 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 31st, 1936, and comes into force on June 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937. 2930-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 240

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Loretteville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Loretteville.

2. La région de Loretteville comprend la municipalité du village de Loretteville, la ville de Château-d'Eau, et le territoire de la réserve indienne, généralement connu sous le nom de "village Huron".

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Loretteville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte, seize sous le pot et trente-deux sous le gallon.

4. Nulle livraison de lait ne pourra être faite par les laitiers après 11 heures a. m., heure solaire.

La présente ordonnance annule l'ordonnacne No 191 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 octobre 1936 et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 240

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Loretteville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Loretteville.

2. The region of Loretteville includes the village municipality of Loretteville, the town of Chateau-d'Eau and the territory of the Indian Reservation, generally known as the "Huron Village".

3. No person shall, within the limits of said region of Loretteville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty two cents a gallon.

4. No milk dealer shall deliver milk after 11 a.m., Eastern standard time.

The present order cancels Order No. 191 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 31st, 1936, and comes into force on June 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged

de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
P.-D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2933-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 239.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Lévis;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Lévis.

2. La région de Lévis comprend la cité de Lévis et la ville de Lauzon.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.70 net F. A. B. la ferme du producteur-fournisseur.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.00 net F. A. B. la ferme du producteur-fournisseur.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine, neuf sous la pinte, dix-huit sous le pot et trente-six sous le gallon.

6. Nul ne peut dans les limites de la dite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer comme lait écrémé du lait dosant plus de ½ de 1% de matières grasses.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 190 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
P.-D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2931-o

---

with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission

Quebec, May 24, 1937. 2934-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 239

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Levis;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Levis.

2. The region of Levis includes the city of Levis and the town of Lauzon.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.70 net F. O. B. farm of producer-supplies.

4. Any raw milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $2.00 net F. O. B. farm of producer-supplies.

5. No person shall, within the limits of said regions of Levis, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint, nine cents a quart and thirty six cents a gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Levis, offer, sell or deliver as skim milk, milk on a butter fat basis of more than ½ of 1%.

The present order cancels order No. 190 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, dated October 31st 1936, and comes into force on June 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937. 2932-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 241

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P. D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Louiseville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Louiseville.

2. La région de Louiseville comprend le territoire de la ville de Louiseville, plus une partie du territoire de la municipalité rurale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup délimité comme suit:

A l'est: par une zone d'un demi-mille de profondeur limité au nord par et y compris le lot No 871 et au sud par et y compris le lot No 894;

Au sud: par tout le terrain adjacent à la ville de Louiseville borné comme suit: au nord: par la limite sud de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup jusqu'à et y compris le lot No 378; au sud: par et y compris le lot No 378; à l'ouest: par le côté est de la Petite Rivière, depuis et y compris le lot No 378 jusqu'à et y compris le lot No 349;

A l'ouest: par une lisière de terrain d'un demi-mille de profondeur située le long de la Petite Rivière et bornée au sud par et y compris le lot No 349 et au nord par et y compris le lot No 338;

Au nord: par tout le terrain compris dans les limites suivantes: au sud: par la limite nord de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup depuis les limites de la ville jusqu'à et y compris le lot No 777; au nord: par et y compris le lot No 777; à l'ouest: par la Petite Rivière depuis et y compris le lot No 777 jusqu'à et y compris le lot No 338.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait en bouteille à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à vingt-huit sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à un gallon. Toute quantité inférieure à un gallon sera vendu sur une base de quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 192 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* en date du 31 octobre 1936 et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 241

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Louiseville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Louiseville.

2. The region of Louiseville includes the territory of the town of Louiseville, and part of the territory of the rural municipality of Saint Antoine de la Rivière du Loup bounded as follows:

On the East: by a zone half a mile deep bounded on the North by and including lot No. 871 and on the South by and including lot No. 894.

On the South: by all the territory adjoining Louiseville bounded as follows: on the North: by the Southern limits of the town; on the East: by the Grande Riviere du Loup up to and including lot No. 378; on the South: by and including lot No. 378; on the West: by the East bank of the Petite Riviere from and including lot No. 378 up to and including lot No. 349;

On the West: by a strip of land half a mile deep situated along the Petite Riviere and bounded on the South by and including lot No. 349 and on the North by and including lot No. 338;

On the North: by all the land included in the following boundaries: on the South: by the Northern boundary of the town; on the East: by the Grande Riviere du Loup from the limits of the town up to and including lot No. 777; on the North: by and including lot No. 777; on the West: by the Petite Riviere from and including lot No. 777 up to and including lot No. 338.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, bottled milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty two cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty eight cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to one gallon. Any quantity inferior to one gallon will be sold on a basis of four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 192 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated October 31st, 1936, and comes into force on June 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged

de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
P.-D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2935—o

with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937. 2936—o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 242

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Magog;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Magog.

2. La région de Magog comprend la ville de Magog.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F. A. B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de Magog, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Magog, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 193 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
P.-D. MCARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2937—o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 242

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Magog;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Magog.

2. The region of Magog includes the town of Magog.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, $1.80 net F. O. B. business place of said dealer

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butter fat basis, which he receives from them, $1.70 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6, hereunder, no person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 193 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 31st, 1936, and comes into force on June 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937. 3738—o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 246

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie Laitière dans la région de Shawinigan;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Shawinigan.

2. La région de Shawinigan comprend les municipalités de la cité de Shawinigan Falls, de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, du village de la Baie-de-Shawinigan, et cette partie de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, contiguë au territoire délimité ci-dessus et bornée au sud par le rang Saint-Mathieu.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F. A. B. la place d'affaires du dit marchand et verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au Syndicat coopératif des producteurs de lait de Shawinigan.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait, dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.00 net F.A.B. la ferme du producteur-fournisseur.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 226 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 30 janvier 1937, et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIERE.
P.-D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2945-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 246

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Shawinigan;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Shawinigan.

2. The region of Shawinigan includes the municipalities of the city of Shawinigan Falls, of the parish of Notre Dame de la Présentation d'Almaville, of the village of Shawinigan Bay, and that part of the parish of Sainte Jeanne d'Arc d'Almaville adjoining the above-mentioned territory and bordered on the South by Saint Matthew's range.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the Milk Producers' Cooperative Syndicate of Shawinigan.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk, on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $2.00 net F.O.B. farm of producer-supplier.

5. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 226 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for January 30th, 1937, and comes into force on June 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937. 2946-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 247

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Granby;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Granby.

2. La région de Granby comprend la cité de Granby.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses, qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchant de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses, qu'il reçoit de ceux-ci, $1.70 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Granby, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Granby, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

7. Nul établissement de commerce, sauf les usines de pasteurisation et les laitiers, ne pourra vendre du lait en bouteille à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 184 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,

THÉO.-J. LAFRENIÈRE.

P.-D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2947-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 247

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Granby;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Granby.

2. The region of Granby includes the city of Granby.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them $1.70 net F.O.B. business place of said dealer.

5. No person shall, within the limits of said region of Granby, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Granby, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

7. No business establishment, save pasteurizing and dairy plants, shall sell bottled milk at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 184 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 31st, 1936, and comes into force on June 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,

THEO. J. LAFRENIERE.

P. D. MCARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937. 2948-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 243

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

2. La région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, comprend la ville de Saint-Jérôme.

3. Tout marchand de lait cru doit payer dirrectement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F. A. B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit du ceux-ci, $1.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 202 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.
P. D. MCARTHUR.
Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937. 2939—o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 243

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne.

2. The region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne, includes the town of Saint Jerome.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.80 net F. O. B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.70 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 202 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for October 31st, 1936, and comes into force on June 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. MCARTHUR.
Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec May 24, 1937. 2940—o

Département des terres et forêts

Les examens destinés à établir la compétence des candidats aux diplômes de mesureur de bois auront lieu à Duchesnay, près de Québec, le 3 juin 1937.

Le sous-ministre,
AVILA BEDARD.

2949-o

Department of Lands and Forests

The examinations destined to establish the competence of candidates for diplomas as scalers shall take place at Duchesnay, near Quebec, on June 3, 1937.

AVILA BEDARD,
Deputy Minister.

2950

Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif, en date du 16 avril 1937, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 20 avril 1937.

Concernant l'approbation des règlements du "Dorchester Rifle Club".

No 1189

L'honorable Secrétaire de la Province, dans un mémoire en date du 16 avril (1937), expose:

Que "Dorchester Rifle Club", a transmis, pour approbation, ses règlements adoptés le 12 février 1937;

Qu'il y a lieu, vu le rapport du département du procureur général, en date du 7 avril 1937, d'approuver les dits règlements.

En conséquence, l'honorable Secrétaire de la Province recommande que les dits règlements de "Dorchester Rifle Club", adoptés le 12 février 1937, soient approuvés, conformément aux dispositions de l'article 207*b* de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'édicté par 23 George V, chapitre 83.

Certifié,
Le greffier, Conseil Exécutif,
2897-o A. MORISSET.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 27 mai 1937, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 27 mai 1937.

Concernant le règlement fédéral touchant le classement et la vente du beurre dans les limites de cette province.

No 1393

L'honorable ministre de l'agriculture, dans un mémoire en date du 27 mai (1937), expose:

ATTENDU que le Parlement du Canada a adopté la Loi de l'industrie laitière (Statuts Revisés du Canada, 1927, chapitre 45), et qu'en vertu de cette loi le Gouverneur-Général-en-Conseil a le pouvoir d'édicter des règlements pour le classement et la vente du beurre;

ATTENDU qu'en vertu de cette loi le Gouverneur-Général a édicté un règlement intitulé: "Règlement édicté sous la partie 2 de la Loi de l'industrie laitière", et dont une copie anglaise et une copie française sont annexées aux présentes;

ATTENDU que la Législature de cette Province a passé la Loi 23, George V, chapitre 26, intitulée "Loi concernant les plantes racines potagères, les fruits et l'industrie laitière";

ATTENDU qu'en vertu de la section I de ladite loi le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil peut, de temps à autre, décréter, par proclamation, qu'à compter de la date mentionnée dans la proclamation, les dispositions de la Partie II de la Loi de l'industrie laitière (Statuts revisés du Canada, 1927, chapitre 45), actuellement en vigueur, et toute modification ou substitution qui peut être faite à l'avenir à la Partie II de ladite loi et à ses règlements, et qui sont ou peuvent être de la compétence de la Législature de cette Province, auront, après leur approbation par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, force de loi en cette province;

Orders in Council

COPY of the Report of a committee of the Honourable Executive Council, dated April 16, 1937, approved by the Lieutenant-Governor, on April 20, 1937.

Concerning the approval of the by-laws of the "Dorchester Rifle Club".

No. 1189

The Honourable Provincial Secretary, in a memorandum dated April 16, 1937, sets forth:

That the "Dorchester Rifle Club" has transmitted, for approval, its by-laws adopted February 12, 1937;

That it is expedient, seeing the report of the Department of the Attorney General, dated April 7, 1937, to approve the said by-laws.

Therefore, the Honourable Provincial Secretary, recommends that the said by-laws of the "Dorchester Rifle Club", adopted February 12, 1937, be approved, in conformity with the provisions of article 207*b* of the Quebec Companies' Act, as enacted by 23 George V, chapter 83.

Certified,
A. MORISSET,
2898 Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 27, 1937, approved by the Lieutenant-Governor on May 27, 1937.

Concerning the Federal Regulation dealing with the grading and sale of butter within the limits of this Province.

No. 1393.

The Honourable Minister of Agriculture, in a memorandum dated May 27 (1937), sets forth:

WHEREAS the Parliament of Canada has adopted the Dairy Industry Act (Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 45), and that in accordance with the said Act the Governor General in Council has the power to enact regulations for the grading and sale of butter;

WHEREAS in accordance with the said Act the Governor General has enacted a Regulation intituled: "Regulation enacted under Part 2 of the Dairy Industry Act", and whereof an English copy and a French copy are annexed hereto;

WHEREAS the Legislature of this Province has passed the Act 23, George V, chapter 26, intituled: An Act respecting root vegetables, fruits and the dairy industry";

WHEREAS pursuant to section I of the said Act the Lieutenant-Governor in Council may, from time to time, order, by Proclamation, that on and from the date mentioned in the Proclamation, the provisions of Part II of the Dairy Industry Act (Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 45), now in force, and any amendments or substitution which may be made in the future to Part II of the said Act and its regulations, and which are or may be within the jurisdiction of the Legislature of this Province, shall, after their approval by the Lieutenant-Governor in Council, have force of law in this Province;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de cette province que ledit règlement fédéral concernant le classement et la vente du beurre ait force de loi en cette province;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable ministre de l'agriculture recommande:

QUE ledit règlement fédéral concernant le classement et la vente du beurre soit approuvé, et qu'une proclamation soit émises, décrétant que les dispositions de ce règlement aient force de loi en cette province, à compter de la date de leur sanction, à toutes fins et intentions, jusqu'à ce que ledit règlement ait été abrogé ou révoqué selon la loi, le tout en conformité avec les dispositions de la Loi 23, George V, chapitre 26.

Certifié,
A. MORISSET,
2951—o Greffier Conseil Exécutif.

WHEREAS it is in the interest of this Province that the said Federal Regulation concerning the grading and sale of butter shall have force of law in this Province;

THEREFORE, the Honourable Minister of Agriculture recommends:

THAT the said Federal Regulation concerning the grading and sale of butter be approved, and that a Proclamation be issued, ordering that the provisions of the said Regulation have force of law in this Province, on and from the date of their sanction, to all intents and purposes, until the said regulation be repealed or revoked according to law, the whole in accordance wtih the provisions of the Act 23, George V, chapter 26.

Certified,
A. MORISSET,
2952 Clerk of the Executive Council.

Département de l'Instruction publique

No 704–35 Québec, le 27 mai 1937.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Wright, dans le comté de Gatineau, les lots Nos 49 et 52 du rang 10 de Aylwin et de les annexer à la municipalité scolaire de Aylwin No 1, même comté. 2977—22–2–o

Department of Public Instruction

No. 704–45 Quebec, May 27, 1937.

Application is made to detach from the school municipality of Wright, in the county of Gatineau, lots Nos. 49 and 52 of Range 10 of Aylwin and to annex the same to the school municipality of Aylwin No. 1, same county. 2978—22–2

ERRATA

L'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 8 mai 1937, page 1754, troisième paragraphe, quatrième ligne. *Re:* la nomination de M. Hubert Lemieux, est nul. 2915—o

Dans la *Gazette officielle de Québec* du 22 mai 1937 à la page 1895, 41e ligne, remplacer l'item 103 par le suivant:

103 Loi constituant en corporation La compagnie de chemin de fer Québec Occidental.

2917—o

ERRATA

The notice published in the *Quebec Official Gazette* of May 8, 1937, page 1754, third paragraph, fourth line, *Re:* the appointement of Mr. Hubert Lemieux. is null. 2916

In the *Quebec Official Gazette* of the 22nd of May, 1937, on page 1895, 41st line, replace item 103 by the following:

103 An Act to incorporate the Quebec Western Railway Company.

2918—o

VENTES PAR LE SHÉRIF

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: TIDE WATER OIL CO., LTD., demandeur; vs
No 11764. J.-A. TURCOTTE, défendeur.

Un emplacement situé en le village de Sainte-Marie-de-Beauce, de cinquante pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir du chemin Royal aux eaux basses de la Rivière Chaudière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Sainte-Marie de Beauce, sous le numéro cinq cent quatre-vingts (580)—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-de-Beauce, JEUDI, le

SHERIFF'S SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: TIDE WATER OIL CO., LTD., plaintiff; vs J. A.
No. 11764. TURCOTTE, defendant.

An emplacement situate in the village of Sainte Marie de Beauce, measuring fifty feet in front by whatever depth there may be from the King's Highway to the low-water mark of the Chaudière River, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Sainte Marie de Beauce, under number five hundred and eighty (580)—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de Beauce, on THURSDAY, the

DIXIEME jour de JUIN 1937, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, XAVIER BEAUDOIN.
Saint-Joseph-Beauce, 3 mai 1937.
[Première publication, 8 mai 1937]
2549-19-2-o

TENTH day of JUNE, 1937, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

XAVIER BEAUDOIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph Beauce, May 3rd, 1937.
[First publication, May 8th., 1937]
2550-19-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

District de Chicoutimi, No 6435. ADJUTOR MALTAIS, marchand, domicilié à Jonquière, district de Chicoutimi, demandeur; vs WELLIE LAPOINTE, résidant à canton Bégin, district de Chicoutimi, défendeur.

Les lots numéros quarante-trois et quarante-quatre (43 et 44), dans le rang six (6), du cadastre officiel du canton Bégin, — le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les immeubles ci-dessus décrits seront vendus en bloc, suivant jugement du protonotaire de la Cour Supérieure, à Chicoutimi, en date du 3 mai 1937.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean l'Evangéliste, canton Bégin, VENDREDI, le ONZIÈME jour du mois de Juin 1937, à DIX heures de l'avant-midi (heure normale).

Le shérif,
Bureau du shérif, RENE DELISLE.
Chicoutimi, Qué., 3 mai 1937. 2531-19-2-o
[Première publication, 8 mai 1937]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, No 7191. LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale et ayant, en vertu de cette loi, son siège social pour la province de Québec, en la cité de Québec, requérante; vs J.-RAOUL BOILY, de Chicoutimi, cultivateur, intimé.

1. Le lot numéro dix-B (10-B) du septième rang sud-ouest du canton Chicoutimi, d'une superficie d'environ trente-trois acres;

2. Le lot numéro dix-*c* (10*c*) du même septième rang sud-ouest du canton de Chicoutimi, contenant une superficie d'environ trente-huit acres (38);

3. Le lot numéro dix-*b* (10*b*) du huitième rang sud-ouest du canton de Chicoutimi, contenant une superficie d'environ trente-cinq acres;

4. La partie sud-ouest du lot numéro dix-*a* (10*a*) du même huitième rang sud-ouest du canton de Chicoutimi, mesurant cette partie du lot environ deux arpents et quelques perches de largeur, sur la profondeur du rang et comprise dans les bornes suivantes: vers le sud-ouest au lot décrit ci-dessus à l'alinéa 3.—; vers le nord-ouest au cordon divisant le huitième rang du neuvième rang, vers le nord-est par le terrain ci-dessus décrit à l'alinéa 5.—; suivant une ligne parallèle à la ligne nord-est du lot neuf-*b* (9*b*) du même huitième rang sud-ouest et distante de cinq arpents et deux perches de cette ligne, vers le sud-est par le cordon divisant le septième rang du huitième rang;

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.
Superior Court.

District of Chicoutimi, No. 6435. ADJUTOR MALTAIS, merchant, domiciled at Jonquière, district of Chicoutimi, plaintiff; vs WELLIE LAPOINTE, residing at "Canton Bégin", district of Chicoutimi, defendant.

Lots numbers forty three and forty four (43 and 44) in range six (6) on the official cadastre for the township of Bégin—the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The immoveables hereinabove described shall be sold "en bloc", pursuant to a judgment of the Prothonotary of the Superior Court, at Chicoutimi, dated the 3rd of May, 1937.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean l'Evangeliste, canton Bégin, on FRIDAY, the ELEVENTH day of the month of JUNE, 1937, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

RENE DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, Que., May 3rd., 1937. 2532-19-2
First publication, May 8th, 1937]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

District of Chicoutimi, No. 7191. THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a corporation existing under a Federal Act and having, in virtue of the said Act, its head office for the Province of Quebec, in the City of Quebec, petitioner; vs J. RAOUL BOILY, of Chicoutimi, farmer, respondent.

1. Lot number ten-B (10B) of the seventh Southwest range of the township of Chicoutimi, of an area of about thirty three acres;

2. Lot number ten-*c* (10c) of the same seventh Southwest range of the township of Chicoutimi, containing an area of about thirty eight acres (38);

3. Lot number ten-*b* (10*b*) of the eighth Southwest range of the township of Chicoutimi, containing an area of about thirty five acres;

4. The Southwest part of lot number ten-*a* (10*a*) of the same eighth Southwest range of the township of Chicoutimi, measuring this said part of the lot about two arpents and a few perches in width, by the depth of the range and comprised within the following boundaries: towards the Southwest by the lot hereinabove described in paragraph 3.—; towards the Northwest by the "cordon" dividing the eighth range from the ninth range, towards the Northeast by the lot of land herein under described in paragraph 5.—; following a line parallel to the Northeast line of lot nine-*b* (9*b*) of the same eighth Southwest range and distant five arpents and two perches from the said line, towards the Southwest by the "cordon" dividing the seventh range from the eighth range;

5. Toute cette partie du lot numéro dix-*a* du même huitième rang sud-ouest du canton de Chicoutimi mesurant deux arpents moins une demi-perche, en largeur ou environ sur la profondeur ci-après déterminée et bornée vers le nord-est par le terrain de Alphonse Harvey ou représentants, vers le sud-est par le chemin public, vers le sud-ouest par le terrain ci-dessus décrit à l'alinéa 4.—, et vers le nord-ouest par le cordon divisant le huitième rang du neuvième rang—avec toutes bâtisses dessus construites circonstances et dépendances;

6. Le lot numéro onze-*a* (11*a*) du septième rang sud-ouest du chemin Sydenham du comté de Chicoutimi, au cadastre de la paroisse de Chicoutimi, contenant cinquante (50) acres en superficie et dépendances.

Les immeubles ci-dessus décrits seront vendus en bloc.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, cité de Chicoutimi, JEUDI, le DIXIEME jour de JUIN 1937, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, RENE DELISLE.
Chicoutimi, Qué., 1er mai 1937. 2529-19-2-o
[Première publication, 8 mai 1937]

5. All that part of lot number ten-*a* of the same eighth Southwest range of the township of Chicoutimi, measuring two arpents less one half perch, in width or thereabouts by the depth hereinafter determined and bounded towards the Northeast by the land of Alphonse Harvey or representatives, towards the Southeast by the public road, towards the Southwest by the lot of land herenabove described in paragraph 4.—, and towards the Northwest by the "cordon" dividing the eighth range from the ninth range—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

6. Lot number eleven-*a* (11*a*) of the seventh range Southwest of the Sydenham road of the county of Chicoutimi, of the cadastre for the parish of Chicoutimi, containing fifty (50) acres in area—and dependencies.

The hereinabove described immovables shall be sold "en bloc".

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, City of Chicoutimi, on THURSDAY, the TENTH day of JUNE, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

RENE DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, Que., May 1, 1937. 2530-19-2
[First publication, May 8, 1937]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska. Rivière-du-Loup, à savoir: No 14325.

JEAN-BAPTISTE PLOURDE, marchand, de la paroisse de Rivière-Ouelle, demandeur; contre JOSEPH MIGNAULT, cultivateur du même endroit, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Rivière-Ouelle, connue et désignée au cadastre de la Rivière-Ouelle, sous le numéro sept cent quarante-deux et sous partie du numéro soixante-dix-huit (No 742 et p. 78) du cadastre de Saint-Pacôme, bornée la dite partie du numéro soixante-dix-huit, au sud au chemin de fer, au nord du dit numéro sept cent quarante-deux (No 742), au nord-est aux représentants de Charles Gagnon, au sud-ouest à Napoléon Picard.

2. Une terre située en la paroisse de Rivière Ouelle, faisant partie des numéros sept cent-six, sept cent-sept, sept cent neuf, sept cent onze, et sept cent douze (Nos 706, 707, 709, 711 et 712) du cadastre officiel de la paroisse de Rivière-Ouelle.

3. Une terre à bois numéro cinq cent vingt (No 520) du cadastre de Saint-Pacôme, de trente (30) arpents de superficie, bornée au sud et au nord à la Rivière-Ouelle, à l'ouest à J.-Bte Bernier et ayant droits et à l'est à François Dubé, fils Pitre et ayant droits.

Pour être vendues séparément à la porte de l'église de Rivière-Ouelle, comté et district de Kamouraska, MERCREDI, le TRENTIEME jour de JUIN, 1937, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif. J.-W. MOREL.
Rivière-du-Loup, le 26 mai 1937. 2955-22-2-o
[Première publication, 29 mai 1937]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska. Rivière-du-Loup, to wit: No. 14325.

JEAN-BAPTISTE PLOURDE, merchant, of the parish of Rivière-Ouelle, Plaintiff; vs JOSEPH MIGNAULT, farmer, of the same place, Defendant.

1. A farm situate in the parish of Rivière-Ouelle, known and designated on the cadastre for Rivière-Ouelle under number seven hundred and forty two and under patt of number seventy eight (No. 742 and Pt. 78) on the cadastre for Saint-Pacôme, said part of number seventy eight bounded on the south by the railway, on the north by said number seven hundred and forty two (No. 742), on the northeast by the representatives of Charles Gagnon, on the south-west by Napoléon Picard.

3. A farm situate in the parish of Rivière-Ouelle, forming part of lots numbers seven hundred and six, seven hundred and seven, seven hundred and nine, seven hundred and eleven and seven hundred and twelve (Nos. 706, 707, 709, 711 and 712) on the official cadastre for the parish of Rivière-Ouelle.

3. A wooded lot of land, number five hundred and twenty (No. 520) on the cadastre for Saint Pacôme, containing thirty (30) arpents in area, bounded on the south and north by Rivière-Ouelle, on the west by J. Bte Bernier and assigns, and on the east by François Dubé, son of Pitre and assigns.

To be sold separately at the church door of Rivière-Ouelle, county and district of Kamouraska, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of June, 1937, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

J. W. MOREL,
Sheriff's Office. Sheriff.
Rivière-du-Loup, May 26th, 1937. 2956-22-2
[First publication May 29th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No A-120918. CAPITAL TRUST CORPORATION, LTD., ET GENERAL TRUST OF CANADA, ES-QUAL., demanderesse; vs DAME MARIE ANGELINE BENOIT, ET VIR., défendeurs.

a. Un emplacement situé en la cité de Westmount, mesurant cinquante pieds en largeur, en front, le long de la Côte Saint-Antoine, par cent vingt pieds en longueur dans la ligne sud-ouest et cent vingt pieds et onze pouces en longueur dans la ligne nord-est, et six mille vingt-trois pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins, formant partie du lot numéro cent six de la subdivision officielle du lot numéro deux cent dix-huit (No 218, ptie 106) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et borné: en front, au sud-est, par le chemin de la Côte Saint-Antoine, tel qu'il se trouvait avant son élargissement par la cité de Westmount tel que ci-après mentionné, en arrière, au nord-ouest, par partie du dit lot numéro cent six, appartenant à William M. Reid, d'un côté, au sud-ouest par l'avenue Grosvenor, et de l'autre côté, au nord-est, par une lisière du dit lot numéro cent six d'environ six pieds en largeur, appartenant à William E. Foster.

b. A distraire, cependant, du dit emplacement une lisière mesurant cinquante pieds en largeur en front le long du Chemin de la Côte Saint-Antoine, cinquante pieds en arrière par neuf pieds un pouce dans la ligne de côté nord-est et neuf pieds deux pouces dans sa ligne de côté sud-ouest et contenant 456 pieds en superficie, bornée: en front, au sud-est par le chemin de la Côte Saint-Antoine, en arrière et du côté nord-est par d'autres parties du dit lot numéro cent six et de l'autre côté au sud-ouest par l'avenue Grosvenor, laquelle dite lisière de terrain a été cédée à la corporation de la cité de Westmount, pour l'élargissement du chemin de la Côte Saint-Antoine—avec un édifice sus-érigé portant le numéro civique 471, chemin de la Côte Saint-Antoine.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $2,355.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, en date du 19 octobre 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 3 mai 1937. 2533-19-2
[Première publication, 8 mai 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. A-120918. CAPITAL TRUST CORPORATION LTD., AND GENERAL TRUST OF CANADA, ES-QUAL., plaintiff's; vs DAME MARIE ANGELINE BENOIT ET VIR., defendants.

a. An emplacement situate in the city of Westmount, measuring fifty feet in width in front along Côte Saint Antoine, by one hundred and twenty feet in length in the Southwest line and one hundred and twenty feet and eleven inches in length in the Northeast line, and six thousand and twenty three feet in superficies, English measure and more or less, forming part of lot number one hundred and six of the official subdivision of lot number two hundred and eighteen (No. 218, pt. 106) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and bounded: in front, to the Southeast, by Côte Saint Antoine road as existing before the widening thereof by the city of Westmount as hereinafter mentioned, in rear, to the Northwest, by part of said lot number one hundred and six belonging to William M. Reid, on one side, to the Southwest by Grosvenor Avenue, and on the other side, to the Northeast, by a strip of said lot number one hundred and six of about six feet in width belonging to William E. Foster.

b. To be deducted, however, from said emplacement a strip thereof measuring fifty feet in width in front along Côte Saint Antoine road, fifty feet in rear by nine feet one inch in its Northeast side line and nine feet two inches in its Southwest side line and containing 456 feet in superficies; bounded: in front, to the Southeast, by Côte Saint Antoine road, in rear and on the Northeast side by other parts of said lot number one hundred and six and on the remaining side to the Southwest by Grosvenor Avenue, which said strip of land has been ceded to the corporation of the city of Westmount for the widening of Côte Saint Antoine road—with a building erected thereon bearing civic number 471 Côte Saint Antoine road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $2,355.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated the 19th of October, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 3rd, 1937. 2534-19-2-o
[First publication, May 8th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: D15 419. LA CAISSE POPULAIRE de Saint-Jacques de Montréal, Demanderesse; vs DELLES E. BEAUDRY *ET AL*, Défenderesses.

1. Un emplacement commué et affranchi de tous droits seigneuriaux, situé au Quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal, formé de la moitié sud d'un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et dix (S.½ 470) du cadastre hypothécaire du dit Quartier, cette moitié contenant une largeur de dix-huit pieds sur une profondeur de cinquante-trois pieds, mesure anglaise et plus ou moins, borné comme

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: D-159419 LA CAISSE POPULAIRE de Saint-Jacques de Montréal, Plaintiff; vs MISSES E. BEAUDRY *ET AL*, Defendants.

1. An emplacement commuted and free from all Seigniorial rights, situate in Saint James Ward in the city of Montreal, composed of the South half of a lot of land known and designated under number four hundred and seventy (S.½-470) of the official cadastre of the said ward, said half having a width of eighteen feet by a depth of fifty three feet, English measure and more or less, bounded as follows: in front by Labelle street,

suit: en front par la rue Labelle, en arrière par un passage commun, au côté nord par la moitié nord du dit lot No 470 et au côté sud par le lot No 469 du dit cadastre—avec une maison en brique et tous les droits de mitoyenneté dans les murs latéraux de la dite maison et de se servir du susdit passage avec ceux y ayant droit, la dite maison portant maintenant le No 1169 rue Labelle.

2. L'immeuble portant le numéro 1314 rue Dorchester-Est et décrit comme suit:

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros deux de la subdivision officielle du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299-2) et deux de la subdivision officielle du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298-2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal.

Le mur du côté ouest n'est pas mur mitoyen, la maison se trouvant simplement appuyée sur la bâtisse voisine et la cheminée située dans le mur nord-est est commune et pour l'usage de la maison portant le numéro 1314 de la rue Dorchester-Est à Montréal, le tout suivant plans faits par Arthur Vincent, I.C. en date du 16 février 1925 et du 9 mars 1925.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif.
Montréal, 3 mai 1937.

2535—19-2-o

[Première publication, 8 mai 1937]

in rear by a common passage, on the north side by the north half of the said lot No. 470 and on the south side by lot No. 469 of the said cadastre, with a brick house and all the "mitoyenneté" rights in the lateral walls of the said house and to use the aforesaid passage with those having a right therein, the said house now bearing No. 1169 Labelle street.

2. The immovable bearing number 1314 Dorchester street East and described as follows:

The lots of land known and designated under numbers two of the official subdivision of lot number two hundred and ninety nine (299-2) and two of the official subdivision of lot number two hundred and ninety eight (298-2) on the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward in the city of Montreal.

The wall on the southwest side is not "mitoyen" the house is simply leaning on the neighbouring and the chimney situate in the northeast wall is common and for the use of the house bearing number 1314 Dorchester street East in Montreal, the whole pursuant to the plans made by Arthur Vincent, C.E., dated February 16, 1925 and of March 9, 1925.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the TENTH day of JUNE next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, May 3rd, 1937.

2536—19-2

[First publication, May 8th., 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: SOCIETE D'ADMINISTRATION & DE FIDUCIE, *es-qual.*, demanderesse; vs DAME EMMA BOUTIN, *et vir.*, défenderesse.

D-159499.

Un immeuble ayant front sur la rue Ontario, au coin de la rue Visitation, étant connu sous le numéro onze cent sept (1107) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, avec la mitoyenneté du mur érigé sur le lot onze cent huit (1108) des mêmes plan et livre de renvoi officiels; le tout—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $1,750.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 27 avril 1937.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 3 mai 1937.

2539-19-2-o

[Première publication, 8 mai 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: SOCIETE D'ADMINISTRATION & DE FIDUCIE, *es-qual.*, plaintiff; vs DAME EMMA BOUTIN *et vir.*, defendant.

D-159499.

An immovable fronting on Ontario street, at the corner of Visitation street, being known under number eleven hundred and seven (1107) of the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward in the city of Montreal, with the *mitoyenneté* of the wall erected on lot eleven hundred and eight (1108) of the same official plan and book of reference: the whole—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,750.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated April 27, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 3, 1937.

2540-19-2

[First publication, May 8, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, demandeur; vs DELLE SHIRLEY BARNETT, défenderesse.

137997.

Un lot de terre ayant front sur la rue Coloniale, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro huit cent soixante-quatre (864-2) aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier Saint-Louis—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, plaintiff; vs MISS SHIRLEY BARNETT, defendant.

137997.

A lot of land fronting on Colonial street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number two of the official subdivision of lot number eight hundred and sixty four (864-2) on the official plan and book of reference of Saint Louis Ward—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the ELEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de $1400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 27 avril 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 4 mai 1937. 2543-19-2-o
[Première publication, 8 mai 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 159635. CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, Demandeur; vs NAPOLEON DESLAURIERS, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé dans la ville Lasalle, sur la sixième avenue, connu et désigné sous le numéro sept cent vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-seize (996-725) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, contenant deux mille cent soixante-quinze pieds (2175') en superficie, mesure anglaise et plus ou moins.

La moitié nord-ouest du lot numéro sept cent vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-seize (½ N.-O. 996-724) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, mesurant ladite partie de lot douze pieds et demi (12½) de largeur par quatre-vingt-sept pieds (87) de profondeur étant toute la profondeur du dit lot et bornée la dite partie de lot comme suit, savoir: en front au nord-est par la sixième avenue, telle que maintenant ouverte, en arrière au sud-ouest par la ruelle connue sous le numéro sept cent quarante-quatre de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt seize des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, d'un côté au nord-ouest par le lot numéro sept cent vingt-cinq de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-seize, et de l'autre côté au sud-est par la moitié sud-est du dit lot numéro sept cent vingt-quatre de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-seize, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine", le tout avec les bâtiments, constructions et dépendances dessus construits.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JUIN prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $324.57 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyor, daté le 4 mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 4 mai 1937. 2545—19-2-o
[Première publication, 8 mai 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 159138. JACK PEARL, demandeur; vs P. CARLINSKY, défendeur; & MTRES WEINFIELD & RUDENKO, avocats distrayants.

Comme appartenant au demandeur:

Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Laurier-ouest, en la cité d'Outremont, connu et désigné sous le numéro cinquante de la résubdivision officielle du lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-deux (32-1-50) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant une largeur

A deposit of $1,400.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated April 27, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 4, 1937. 2544-19-2
[First publication, May 8, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 159635. CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, Plaintiff; vs NAPOLEON DESLAURIERS, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in the town of Lasalle, on Sixth Avenue, known and designated under number seven hundred and twenty five of the official subdivision of original lot number nine hundred and ninety six (996-725) of the official plan and book of reference for the parish of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, containing two thousand one hundred and seventy five feet (2175') in area, English measure and more or less.

The northwest half of lot number seven hundred and twenty four of the official subdivision of original lot number nine hundred and ninety six (N. W. ½—996—724) of the official plan and book of reference for the parish of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, measuring the said part of lot twelve feet and one half (12½) in width by eighty seven (87) in depth being the whole depth of the said lot and bounded, the said part of lot as follows, to wit: in front on the northeast by Sixth Avenue, as now open, in rear on the Southwest by the lane known under number seven hundred and forty four of the official subdivision of said original lot number nine hundred and ninety six of the said official plan and book of reference of the parish of Lachine, on one side to the northwest by lot number seven hundred and twenty five of the official subdivision of said original lot number nine hundred and ninety six, and on the other side on the southeast by the southeast half of said lot number seven hundred and twenty four of the official subdivision of said original lot number nine hundred and ninety six, on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, the whole with the buildings, constructions and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $324.57 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, date May 4th., 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, May 4th., 1937. 2546—19-2
[First publication, May 8th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 159138. JACK PEARL, plaintiff; vs P. CARLINSKY, defendant; & MES. WEINFIELD & RUDENKO, distracting for costs.

As belonging to the plaintiff;

That certain emplacement fronting on Laurier Avenue West, in the City of Outremont, known and designated under the number fifty of the official resubdivision of lot number one of the official subdivision of original lot number thirty two (32-1-50) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing

uniforme de vingt-quatre pieds et une profondeur uniforme de quatre-vingts pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec un édifice lambrissé en brique sus-érigé comprenant trois logements, connus sous les numéros civiques 1032, 1034 et 1036 de la dite avenue Laurier-ouest, en la cité d'Outremont, et avec droit de se servir en commun avec les autres y ayant droit de la ruelle en arrière du dit lot, mais sans aucun droit de l'obstruer.

Pour être vendu , à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $860.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, en date du 3 mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 4 mai 1937. 2547-19-2
[Première publication, 8 mai 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: PASCAL GAGNON, demandeur; vs ALBERT DAVID *es-qual. et al.*, défendeurs; et TELESPHORE BRASSARD *es-qual.*, mis-en-cause. C-152717.

a) Une terre ou ferme située en la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté d'Hochelaga, connue et désignée sous le numéro quatorze (14) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant quatre-vingt-dix arpents et trois perches en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, bornée en front, par le chemin public, en arrière, par la propriété de Théophile Roy, François Roy et autres représentants, d'un côté, au nord-est, par la propriété de Narcisse Desrochers ou représentants, et par la propriété de la Commission scolaire de Saint-Jules, et de l'autre côté au sud-ouest, par la propriété ci-après décrite, —avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances;

b) Une terre ou ferme située à Côte Saint-Léonard, en la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, connue et désignée auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles sous le numéro treize (13) mesurant un arpent et demi de large par environ vingt-quatre arpents de longueur, bornée en front, par le chemin public, en arrière, par la ligne qui sépare les paroisses de la Pointe-aux-Trembles et de la Rivière des Prairies, et de l'autre côté, par la terre ci-haut en premier lieu décrite—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendues, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 25 mai 1937. 2969-22-2-o
[Première publication, 29 mai 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: ANTONIUS PROVOST *et al*, demandeurs, es-qualité; vs RAOUL FAUBERT *et al*, défendeurs. E-160650.

Un emplacement ayant front sur la rue De Laroche, à Ahuntsic, en la cité de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison en bois et briques, à deux étages, contenant quatre logements et autres dépendances dessus construites, por-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: PASCAL GAGNON, plaintiff; vs ALBERT DAVID *es-qual. et al.*, defendants; and TELESPHORE BRASSARD *es-qual., mis-en-cause.* C-152717.

a) A farm situate in the parish of Pointe au Trembles, in the county of Hochelaga, known and designated under number fourteen (14) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, measuring ninety arpents and three perches in area, more or less, without warranty as to exact measurement, bounded in front, by the public road, in rear, by the property of Théophile Roy, François Roy and other representatives, on one side on the Northeast, by the property of Narcisse Desrochers or representatives, and by the property of the School Commission of Saint Jules, and on the other side on the Southwest, by the property hereinafter described—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

b) A farm situate in Cote Saint Leonard, in the parish of Pointe aux Trembles, known and designated on the said official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles under number thirteen (13) measuring one arpent and one half in width by about twenty four arpents in length, bounded in front, by the public road, in rear, by the divisional line separating the parishes of Pointe aux Trembles and Riviere des Prairies, and on the other side, by the farm hereinabove firstly described—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 25, 1937. 2970-22-2
[First publication, May 29, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: ANTONIUS PROVOST *et al.*, plaintiff's, *es-qualité;* vs RAOUL FAUBERT, *et al.*, defendants. E-160650.

An emplacement fronting on De Laroche Street, at Ahuntsic, in the city of Montreal, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, the whole English measure and more or less—with a two story wood and brick house containing four dwellings and other dependencies thereon erected, bearing Nos.

tant les Nos 10369, 10371, 10373 et 10375 de la dite rue De Laroche et avec droit de passage dans la ruelle bornant le dit emplacement à sa profondeur, connue et désignée comme lot No deux cent vingt-cinq, subdivision trois cent vingt-neuf (225-329) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga; le dit emplacement étant composé:

1. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-six, subdivision cinquante-quatre (226-54) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga; borné en front par la dite rue De Laroche, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cinquante pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et borné en arrière par le lot qui suit;

2. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-cinq, subdivision trois cent quatre-vingt-un (225-381) sur le dit plan, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cinquante pieds de profondeur, le tout mesure anglaise; borné d'un bout par le lot ci-dessus immédiatement décrit; d'autre bout, par la ruelle sus-mentionnée;

3. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-six, subdivision cinquante-quatre-A (226-54*a*) sur le dit plan, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cinquante pieds de profondeur, le tout mesure anglaise; borné en front, par la dite rue De Laroche et en arrière par le lot de terre ci-après décrit;

4. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-cinq, subdivision trois cent quatre-vingt-deux (225-382) sur le dit plan, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cinquante pieds de profondeur, le tout mesure anglaise; borné d'un bout par le lot de terre ci-dessus immédiatement décrit, et d'autre bout, par la ruelle sus-mentionnée.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 26 mai 1937. 2971-22-2-o

[Première publication, 29 mai 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 151870. WARDEN KING LIMITED, demanderesse; vs ARTHUR LANGLOIS & J.-C. GIROUX, défendeurs.

Comme appartenant à Arthur Langlois:

(*a*) Un emplacement ayant front sur la rue Parthenais, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro onze de la subdivision du lot originaire numéro neuf (9-11) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq (25) pieds en largeur par soixante-dix-huit (78) pieds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec maisons et dépendances sus-érigées.

Comme appaltenant à J.-C. Giroux:

(*b*) Ces lopins de terre situés sur le Boulevard Saint-Joseph-Est, en la cité de Montréal, tous aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, et étant, à savoir:

1. Les subdivisions un et deux du lot originaire numéro cent soixante et un (161-1 et 2).

2. La subdivision cinq cent trente-trois du lot originaire numéro douze (12-533).

3. La subdivision cinq cent trente-quatre du lot originaire numéro douze (12-534).

10369, 10371, 10373 and 10375 of said De Laroche Street and with right of way in the lane bounding the said emplacement at its depth, known and designated as lot number two hundred and twenty five, subdivision three hundred and twenty nine (225-329) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, in the county of Hochelaga; the said emplacement being composed of:

1. The lot of land known and designated under number two hundred and twenty six, subdivision fifty four (226-54) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, in the county of Hochelaga; bounded in front by said De Laroche Street, measuring twenty five feet in width by fifty feet in depth, the whole English measure and more or less, and bounded in rear by the following lot;

2. The lot of land known and designated under number two hundred and twenty five, subdivision three hundred and eighty one (225-381) on the said plan, measuring twenty five feet in width by fifty feet in depth, the whole English measure; bounded at one end by the lot hereinabove immediately described; at the other end by the lane above mentioned;

3. The lot of land known and designated under number two hundred and twenty six, subdivision fifty four-A (226-54*a*) on the said plan, measuring twenty five feet in width by fifty feet in depth, the whole English measure; bounded in front by said De Laroche Street and in rear by the lot of land hereinafter described;

4. The lot of land known and designated under number two hundred and twenty five, subdivision three hundred and eighty two (225-382) on the said plan, measuring twenty five feet in width by fifty feet in depth, the whole English measure, bounded at one end by the lot of land hereinabove immediately described, and at the other end, by the lane above mentioned.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 26, 1937. 2972-22-2-o

[First publication, May 29th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 151870. WARDEN KING LIMITED, Plaintiff; vs ARTHUR LANGLOIS & J. C. GIROUX, Defendants.

As belonging to Arthur Langlois.

(*a*) An emplacement fronting on Parthenais Street, in the City of Montreal, known and designated as subdivision lot number eleven of the subdivision of original lot number nine (9-11) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty five (25) feet in width by seventy eight (78) feet in depth, english measure more or less—with houses and dependencies thereon erected.

As belonging to J. C. Giroux.

(*b*) Those lots of land on Saint Joseph Blvd. East in the city of Montreal, all on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation and being to wit:

1. Subdivisions one and two of original lot number one hundred and sixty one (161-1 and 2).

2. Subdivision five hundred and thirty three of original lot number twelve (12-533).

3. Subdivision five hundred and thirty four of original lot number twelve (12-534).

4. La subdivision cinq cent trente-cinq du lot originaire numéro douze (12-535).

5. La subdivision cinq cent cinquante-huit du lot originaire numéro douze (12-558).

6. La subdivision cinq cent cinquante-neuf du lot originaire numéro douze (12-559).

7. La subdivision cinq cent soixante du lot originaire numéro douze (12-560).

8. La subdivision cinq cent soixante et un du lot originaire numéro douze (12-561).

9. La subdivision cinq cent soixante-deux du lot originaire numéro douze (12-562).

10. La subdivision cinq cent soixante-trois du lot originaire numéro douze (12-563).

11. La subdivision cinq cent soixante-quatre du lot originaire numéro douze (12-564).

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.

Montréal, le 26 mai 1937. 2973—22-2

[Première publication, 29 mai 1937]

4. Subdivision five hundred and thirty five of original lot number twelve (12-535).

5. Subdivision five hundred and fifty eight of original lot number twelve (12-558).

6. Subdivision five hundred and fifty nine of original lot number twelve (12-559).

7. Subdivision five hundred and sixty of original lot number twelve (12-560).

8. Subdivision five hundred and sixty one of original lot number twelve (12-561).

9. Subdivision five hundred and sixty two of original lot number twelve (12-562).

10. Subdivision five hundred and sixty three of original lot number twelve (12-563).

11. Subdivision five hundred and sixty four of original lot number twelve (12-564).

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SECOND day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office. Sheriff.

Montreal, May 26th, 1937. 2974—22-2-o

[First publication, May 29th, 1937]

PONTIAC

Cour de Magistrat.—District électoral de Témiscamingue, à Rouyn.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac, No 3128.

NOEL BEAUDOIN, journalier de Rouyn, dans le comté de Témiscamingue et district de Pontiac, demandeur; vs AUSTIN ROUYN GOLD MINES, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Toronto, Ont., mais ayant aussi une place d'affaires à Rouyn, susdit, défenderesse.

(*a*) Tous les droits miniers (mining rights) que détient la dite défenderesse dans quatre terrain miniers de forme irrégulière situés dans le canton Rouyn, dans le comté de Témiscamingue et le district de Pontiac, terrains connus et désignés dans les livres du département des Mines, à Québec, sous les numéros T-7114, T-7115, T-7116 et T-7117 et détenus sous le permis d'exploitation 5006, contenant, les dits terrains, environ 185 acres—avec bâtisses y érigées;

(*b*) Tous les droits miniers (mining rights) que détient la dite défenderesse dans cinq terrains miniers de forme irrégulière situés dans le canton Rouyn, dans le comté de Témiscamingue et le district de Pontiac, terrains connus et désignés dans les livres du département des Mines, à Québec, sous les numéros R-30269, R-30270, R-30271, R-30272 et R-30273, contenant, les dits terrains, environ 124 acres, et toutes les bâtisses et dépendances y érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Témiscamingue, dans le village de Ville-Marie, comté de Témiscamingue et district de Pontiac, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN (1937), à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHARLES BELEC.

Campbell's Bay, Québec, le 25 mai 1937.

[Première publication, 29 mai 1937]

2959-22-2-o

PONTIAC

Magistrate's Court.—Electoral District of Temiscamingue, at Rouyn.

Canada, Province of Quebec, District of Pontiac, No. 3128.

NOEL BEAUDOIN, labourer, of Rouyn, in the county of Temiscamingue and district of Pontiac, plaintiff; vs AUSTIN ROUYN GOLD MINES, LIMITED, a body politic and corporate, having its head office in Toronto, Ont., but having also a place of business in Rouyn, aforesaid, defendant.

(*a*) All the mining rights which the said defendant holds in four mining lots of irregular figure situate in the township of Rouyn, in the county of Temiscamingue and the district of Pontiac, lots of land known and designated in the books of the Department of Mines, at Quebec, under numbers T-7114, T-7115, T-7116 and T-7117 and held under operating permit 5006, containing, the said lots of land, about 185 acres—with buildings thereon erected;

(*b*) All the mining rights which the said defendant holds in five mining lots of irregular figure situate in the township of Rouyn, in the county of Temiscamingue and the district of Pontiac, lots of land known and designated in the books of the Department of Mines, at Quebec, under numbers R-30269, R-30270, R-30271, R-30272 and R-30273, containing, the said lots of land, about 124 acres, and all the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the Registrar's Office for the county of Temiscamingue, in the village of Ville Marie, county of Temiscamingue and district of Pontiac, on the TWENTY NINTH day of JUNE, 1937, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES BELEC,

Sheriff's Office, Sheriff.

Campbell's Bay, Quebec, May 25th, 1937.

[First publication, May 29th, 1937]

2960-22-2

Cour de Circuit, district électoral de Témiscamingue, à Rouyn.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac, No 209.

LEO BRAZEAU, journalier de Rouyn, dans le comté de Témiscamingue et district de Pontiac, demandeur; vs AUSTIN ROUYN

Circuit Court, electoral district of Temiscamingue at Rouyn.

Canada, Province of Quebec, District of Pontiac, No. 209.

LEO BRAZEAU, laborer, of Rouyn, in the county of Temiscamingue and district of Pontiac, plaintiff; vs AUSTIN ROUYN GOLD

GOLD MINES, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Toronto et une place d'affaires à Rouyn, défenderesse.

(*a*) Tous les droits miniers (mining rights) que detient la dite défenderesse dans cinq terrains miniers de forme irrégulière, situés dans le canton Rouyn, dans le comté de Témiscamingue, et le district de Pontiac, terrain connus et désignés dans les livres du département des Mines à Québec, sous les numéros A-10423, A-10424, A-10425, A-10426 et A-10427, et détenus sous le permis d'exploitation 7056, contenant les dits terrains, environ 200 acres—avec bâtisses y érigées;

(*b*) Tous les droits miniers (mining rights) que détient la dite défenderesse dans cinq terrains miniers de forme irrégulière situés dans le canton Rouyn, dans le comté de Témiscamingue et le district de Pontiac, terrain connus et désignés dans les livres du département des Mines, à Québec, sous les numéros A-10428, A-10429, A-10430, A-10431 et A-10432, et détenus sous le permis d'exploitation 7057, contenant les dits terrains, environ 200 acres—avec bâtisses et dépendances y érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Témiscamingue, dans le village de Ville-Marie, comté de Témiscamingue et district de Pontiac, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN (1937), à ONZE heures et DEMI du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHARLES BELEC.
Campbell's Bay, Québec, le 25 mai 1937.
[Première publication, 29 mai 1937]
2957-22-2-o

MINES, LIMITED, a body politic and corporate, having its head office at Toronto and an office, at Rouyn, aforesaid, defendant.

(*a*) All the mining rights which the defendant holds in the five mining lots of irregular figure situate in the township of Rouyn, in the county of Temiscamingue and the district of Pontiac, lots of land known and designated in the books of the Department of Mines, at Quebec, under numbers A-10423, A-10424, A-10425, A-10426 and A-10427, and held under operating permit 7056, containing the said lots of land, about 200 acres—with buildings thereon erected;

(*b*) All the mining rights which the defendant holds in five mining lots of irregular figure situate in the township of Rouyn, in the county of Temiscamingue and district of Pontiac, lots of land known and designated in the books of the Department of Mines at Quebec under numbers A-10428, A-10429, A-10430, A-10431 and A-10432 and held under operating permit 7057, containing, the said lots of land, about 200 acres—with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the Registrar's Office for the county of Temiscamingue in the village of Ville Marie, county of Temiscamingue and district of Pontiac, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of JUNE, 1937, at ELEVEN THIRTY of the clock in the forenoon.

CHARLES BELEC,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, Quebec, May 25, 1937.
[First publication, May 29th, 1937]
2958-22-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } O. CHALIFOUR INC., corporation légale ayant son principal bureau et lieu d'affaires en la cité de Québec; contre ALFRED MORISSETTE, marchand de glace, et J.-ERNEST DESBIENS, hôtelier, tous deux de La Tuque, Comté de Champlain, à savoir:

Saisi comme appartenant à J.-Ernest Desbiens.

La subdivision No 143 (cent quarante-trois) du lot No 23*a* (vingt-trois-*a*) et les subdivisions Nos 209, 212, 213, 216 (deux cent neuf, deux cent douze, deux cent treize, deux cent seize) du lot No 25*a* (vingt-cinq-*a*) du cadastre officiel pour le premier rang du Canton Mailhot, comté de Champlain, étant des lots de terre situés en la ville de La Tuque—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de La Tuque, comté de Champlain, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 26 mai 1937. 2961-22-2-o
[Première publication, 29 mai 1937]
[Deuxième publication, 12 juin 1937]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } O. CHALIFOUR INC., a body politic and corporate having its head office and place of business in the city of Quebec; against ALFRED MORISSETTE, ice merchant, and J. ERNEST DESBIENS, hotel keeper, both of La Tuque, County of Champlain, to wit:

Seized as belonging to J. Ernest Desbiens.

Subdivision No. 143 (one hundred and forty three) of lot No. 23*a* (twenty three-*a*) and subdivisions Nos 209, 212, 213, 216 (two hundred and nine, two hundred and twelve, two hundred and thirteen, two hundred and sixteen) of lot No. 25*a* (twenty five-*a*) of the official cadastre for the first range of the Township of Mailhot, county of Champlain, being lots of land situate in the town of La Tuque—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Tuque, County of Champlain, on the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec May 26, 1937. 2962-22-2
[First publication, May 29, 1937]
[Second publication, June 12, 1937]

FIERI FACIAS
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 8921. } JOSAPHAT CARDIN, hôtelier, ci-devant de la ville de Waterloo, district de Bedford, et maintenant de Saint-François du Lac, district de Richelieu, demandeur; vs DAME ROSE-ANNA SMITH, née Bélisle, ci-devant de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, district de Beauharnois, et maintenant de Saint-François-du-Lac, district de Richelieu, épouse en secondes noces et séparée de biens de Léon Smith, ci-devant agent d'assurance de Saint-Louis de Gonzague, district de Beauharnois, et maintenant hôtelier de Saint-François-du-Lac, district de Richelieu, et ledit Léon Smith tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs, et IGNACE SALOIS, bourgeois, AIME LACHAPELLE, cultivateur, tous deux de Saint-François-du-Lac, district de Richelieu, et DAME HERMIMIE CHENEVERT, également de Saint-François-du-Lac, district de Richelieu, veuve de Jacques Verville, en son vivant bourgeois, aussi de Saint-François-du-Lac, district de Richelieu, *mis-en-cause*, savoir:

a. Les lots numéros trois cent neuf et trois cent dix (309 et 310) des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-François-du-Lac—avec les bâtisses dessus construites;

b. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-François-du-Lac, de soixante-deux pieds de largeur sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, le tout plus ou moins, tenant d'un bout vers le nord-ouest et du côté nord-est à Victor Crevier; de l'autre bout au sud-est audit numéro trois cent dix appartenant au vendeur, de l'autre côté au sud-ouest audit vendeur laquelle portion de terre est une partie ainsi que sus désignée du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-François-du-Lac, comme étant le lot numéro trois cent huit (ptie 30)—avec tout ce que dessus construit ou sis.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-François-du-Lac, district de Richelieu, MERCREDI, le TRENTIEME jour du mois de JUIN 1937, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, ROSAIRE PAQUIN.
Sorel, le 26 mai 1937. 2963–22–2–o
[Première publication, 29 mai 1937]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 8921. } JOSAPHAT CARDIN, hotelkeeper, heretofore of the town of Waterloo, district of Bedford, and now of Saint François du Lac, district of Richelieu, plaintiff; vs DAME ROSE ANNA SMITH, née Bélisle, heretofore of the parish of Saint Louis de Gonzague, district of Beauharnois, and now of Saint François du Lac, district of Richelieu, wife by a second marriage and separate as to property of Léon Smith, heretofore insurance agent of Saint Louis de Gonzague, district of Beauharnois, and now hotelkeeper of Saint François du Lac, district of Richelieu, and the said Leon Smith, both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, defendants; and IGNACE SALOIS, bourgeois, AIME LACHAPELLE, farmer, both of Saint François du Lac, district of Richelieu and DAME HERMINE CHENEVERT, also of Saint François du Lac, district of Richelieu, widow of Jacques Verville, in his lifetime bourgeois, also of Saint François du Lac, district of Richelieu, *mis-en-cause*, to wit:

a. Lots numbers three hundred and nine and three hundred and ten (309 and 310) of the official plan and book of reference for the parish of Saint François du Lac—with the buildings thereon erected;

b. A parcel of land situate in the parish of Saint François du Lac, measuring sixty two feet in width by ninety five feet in depth, the whole more or less, bounded at one end to the Northwest and on the Northeast side by Victor Crevier; at the other end on the Southeast by the said number three hundred and ten belonging to the vendor, on the other side to the Southwest by the said vendor, the said parcel of land is a part, as well as the one above designated, of the lot of land described on the official plan and book of reference of the parish of Saint François du Lac, as being lot number three hundred and eight (Pt. 308)—with everything thereon erected or being.

To be sold at the parochial church door of Saint François du Lac, district of Richelieu, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of the month of JUNE, 1937, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

ROSAIRE PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, May 26, 1937. 2964–22–2
[First publication, May 29, 1937]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski. 5590 } DAME ELIZABETH ROY, épouse séparée de biens de Albert T. Rostand, vs ARTHUR LEVESQUE, savoir:

Partie du lot cinquante-six-A au cadastre officiel du quatrième rang du Canton Humqui, mesurant 80 pieds de front sur 85 de profondeur, plus ou moins, borné au nord par une rue au sud par la rivière, à l'est à Donat Roy ou représentant à l'ouest à Dame A.-T. Rostand ou représentant, à charge de la rente emphytéotique résultant de deux baux consentis par Madame A. T. Rostand

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski. 5590 } DAME ELIZABETH ROY, wife separate as to property of Albert R. Rostand; vs ARTHUR LEVESQUE, to wit:

Part of lot fifty six A, on the official cadastre for the fourth range of the township of Humqui, measuring 80 feet in front by 85 in depth, more or less, bounded on the north by a street, on the south by the river, on the east by Donat Roy or representative, on the west by Dame A. T. Rostand or representative, subject to the payment of the emphyteutic rent resulting from two leases

en 1904, au montant de $24.00 annuellement, en faveur de Célestin Charette et Louis Lévesque.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit-Labre-d'Amqui, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain 1937, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 26 mai 1937. 2965—22-2-o
[Première publication, 29 mai 1937]

consented by Dame A. T. Rostand, in 1904, for a yearly amount of $24.00 in favour of Célestin Charette and Louis Levesque.

To be sold at the church door of the parish of Saint Benoit Labre d'Amqui, on the TWENTY NINTH day of JUNE next, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office. Sheriff.
Rimouski, May 26th, 1937. 2966—22-2
[First publication, May 29th, 1937]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieur

Canada, Province de Québec, District de Saint-François. No 813.

CYRILLE BOUTIN, agent de la ville de Lawrence, Mass, Etats-Unis, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de Jean-Baptiste Boutin, en son vivant rentier, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demandeur; vs JOHN HOULE, cultivateur, du canton d'Ascot, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Une ferme d'environ vingt-cinq acres désignée comme suit: un morceau de terre connu et désigné comme étant le No 5-H dans le 10ème rang, sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Ascot—avec bâtisses et améliorations.

Pour être vendue au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, MARDI, le VINGT-NEUF JUIN prochain, à DIX heures A.M. (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, 25 mai 1937. 2967—22-2-o
[Première publication, 29 mai 1937]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis. No. 813.

GYRILLE BOUTIN, agent of the city of Lawrence, Mass, United States, in his quality as trustee of Jean-Baptiste Boutin, during his life, gentleman, of the city of Sherbrooke district of Saint Francis, Plaintiff; vs JOHN HOULE, farmer, of the township of Ascot, district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm of about twenty five acres designated as follows: a piece of land known and designated as being the No. 5H in the tenth range, upon the official plan and book of reference for the township of Ascot—with buildings and improvements.

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, TUESDAY the TWENTY NINTH day of JUNE next, at TEN A.M. (Daylight saving time.)

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office. Sheriff.
Sherbrooke, May 25th, 1937. 2968—22-2
[First publication, May 29th, 1937]

Index de la Gazette officielle de Québec, No 22

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Gobeil vs Boucher..... 1998

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 1937

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant le règlement fédéral touchant le classement et la vente du beurre.... 2017
Dorchester Rifle Club..... 2017

AVIS DIVERS:—

Bills sanctionnés..... 2001
Cie de Bois de Luceville, ltée..... 2005
Commission Industrie Laitière..... 2006
Paroisse Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue 2006
Routhier-Cadillac Gold Mines, Ltd..... 2005
The Eastern Townships Telephone Co.. 2005

BUREAU-CHEF:—

Lefebvre & Sornin, ltée..... 1998
Sethco Sales Co., Ltd..... 1998
Victoria Securities, Ltd..... 1998

Index of the Quebec Official Gazette, No. 22

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Gobeil vs Boucher..... 1998

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 1937

ORDER-IN-COUNCIL:—

Concerning the Federal regulation dealing with the grading and sale of butter. 2017
Dorchester Rifle Club..... 2017

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Bills sanctioned..... 2001
Cie de Bois de Luceville, ltée..... 2005
Dairy Industry Commission..... 2006
Parish Saint Joseph de la Rivière Bleue. 2006
Routhier-Cadillac Gold Mines, Ltd..... 2005
The Eastern Townships Telephone Co.. 2005

CHIEF-OFFICE:—

Lefebvre & Sornin, ltée..... 1998
Sethco Sales Co., Ltd..... 1998
Victoria Securities, Ltd..... 1998

CHARTE—ABANDON DE:—

Marathon Café, Ltd 1996
Sanvar Mines, Ltd 1995

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Huntingdon, munic. scolaire 1997
Lac-Frontière, munic. scolaire 1996
Sainte-Catherine d'Alexandrie, munic. scolaire 1996
Wright, munic. scolaire 2018

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Examens des mesureurs de bois 2016

ERRATA:—

Bill sanctionné No 103 2018
Avis de nomination 2018

LETTRES PATENTES:—

Agence Générale de Publicité, ltée 1938
Automobiles de Louage Granby, ltée 1970
Chambre de Commerce Junior de Rouyn. 1940
Clark Evans, Inc 1978
Club Heriot—Heriot Club 1940
Consolidated Sewing Machines & Supplies Co., Inc 1941
Corporation Laurentienne, ltée 1941
Crossby, Inc 1982
Dorcu Mines, Ltd 1984
Duflex Shoe Co., Ltd 1972
Fashion Shoe Shop, Inc 1944
Forum Cigar & Delicatessen Co., Ltd ... 1947
Hatch & Co., Ltd 1985
La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance 1949
Les Entreprises de Construction de Québec, ltée 1953
Maska Theatre Co. Ltd 1987
Mayfair Club 1990
N. Wallot & Fils, ltée 1974
Phillips Square Club, Inc 1949
Powter's Prompt & Punctual Printery, Ltd 1961
Solo Products, Limited 1965
Sullivan Club 1976
Sun Leather Corporation 1991
The Dover Company, Inc 1969
Victor C. Soucisse & Cie, Inc 1977
Windsor Bridge Club, Inc 1993

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

J. Matlin, Limited 1994
Northern Townsite Corp 1995

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage du canton de Chicoutimi 1996
Syndicat d'élevage de La Patrie 1996

NOMINATIONS:—

Diverses 2004

SOUMISSIONS:—

Shawinigan-Falls, munic. scolaire 2004

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bureau, Amédée 1999

CHARTER—SURRENDER OF:—

Marathon Café, Ltd 1996
Sanvar Mines, Ltd 1995

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Huntingdon, school munic 1997
Lac Frontière, school munic 1996
Sainte Catherine d'Alexandrie, school munic 1996
Wright, school munic 2018

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Examination of scalers 2016

ERRATA:—

Bill sanctioned No. 103 2018
Appointment notice 2018

LETTERS PATENT:—

Agence Générale de Publicité, ltée 1938
Automobiles de Louage Granby, ltée 1970
Chambre de Commerce Junior de Rouyn. 1940
Clark Evans, Inc 1978
Club Heriot—Heriot Club 1940
Consolidated Sewing Machines & Supplies Co., Inc 1941
Corporation Laurentienne, ltée 1941
Crossby, Inc 1982
Dorcu Mines, Ltd 1984
Duflex Shoe Co., Ltd 1972
Fashion Shoe Shop, Inc 1944
Forum Cigar & Delicatessen Co., Ltd ... 1947
Hatch & Co., Ltd 1985
La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance 1949
Les Entreprises de Construction de Québec, ltée 1953
Maska Theatre Co., Ltd 1987
Mayfair Club 1990
N. Wallot & Fils, ltée 1974
Phillips Square Club, Inc 1949
Powter's Prompt & Punctual Printery, Ltd 1961
Solo Products, Limited 1965
Sullivan Club 1976
Sun Leather Corporation 1991
The Dover Company, Inc 1969
Victor C. Soucisse & Cie, Inc 1977
Windsor Bridge Club, Inc 1993

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

J. Matlin, Limited 1994
Northern Townsite Corp 1995

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage du canton de Chicoutimi 1996
Syndicat d'élevage de La Patrie 1996

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 2004

TENDERS:—

Shawinigan-Falls, school munic 2004

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bureau, Amédée 1999

Bureau, Amédée 2000
Cloutier, Judes 1999
Généreux, Gilberte 2000

VENTE POUR TAXES:—

Westmount, cité de 2003

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUCE:—

Tide Water Oil Co., Ltd vs Turcotte 2018

CHICOUTIMI:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Boily 2019
Maltais vs Lapointe 2019

KAMOURASKA:—

Plourde vs Mignault 2020

MONTRÉAL:—

Capital Trust Corp. Ltd *et al* vs Benoit *et vir* 2021
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Barnett 2922
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Deslauriers 2023
Gagnon vs David *et al* 2024
La Caisse Populaire de Saint-Jacques de Montréal vs Beaudry *et al* 2021
Pearl vs Carlinsky 2023
Provost *et al* vs Faubert *et al* 2024
Société d'Administration et de Fiducie vs Boutin *et vir* 2022
Warden King, Ltd. vs Langlois *et al* 2025

PONTIAC:—

Beaudoin vs Austin Rouyn Gold Mines, Ltd 2026
Brazeau vs Austin Rouyn Gold Mines, Ltd 2026

QUÉBEC:—

O. Chalifour, Inc. vs Morissette *et al* 2027

RICHELIEU:—

Cardin vs Smith *et vir* 2028

RIMOUSKI:—

Roy vs Lévesque 2028

SAINT-FRANÇOIS:—

Boutin vs Houle 2029

Bureau, Amédée 2000
Cloutier, Judes 1999
Généreux, Gilberte 2000

SALE FOR TAXES:—

Westmount, city of 2003

SHERIFFS' SALES:—

BEAUCE:—

Tide Water Oil Co., Ltd vs Turcotte 2018

CHICOUTIMI:—

The Canadian Farm Loan Board vs Boily 2019
Maltais vs Lapointe 2019

KAMOURASKA:—

Plourde vs Mignault 2020

MONTREAL:—

Capital Trust Corp. Ltd *et al* vs Benoit *et vir* 2021
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Barnett 2022
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Deslauriers 2023
Gagnon vs David *et al* 2024
La Caisse Populaire de Saint-Jacques de Montréal vs Beaudry *et al* 2021
Pearl vs Carlinsky 2023
Provost *et al* vs Faubert *et al* 2024
Société d'Administration et de Fiducie vs Boutin *et vir* 2022
Warden King, Ltd. vs Langlois *et al* 2025

PONTIAC:—

Beaudoin vs Austin Rouyn Gold Mines, Ltd 2026
Brazeau vs Austin Rouyn Gold Mines, Ltd 2026

QUEBEC:—

O. Chalifour, Inc. vs Morissette *et al* 2027

RICHELIEU:—

Cardin vs Smith *et vir* 2028

RIMOUSKI:—

Roy vs Lévesque 2028

SAINT FRANCIS:—

Boutin vs Houle 2029

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.